

Macroéconomie

S2 Sciences Économiques et Gestion

Pr. Abid IHADIYAN
FSJES Tangerang

Plan du cours

- Introduction
- Chapitre 1 : Les données de la macroéconomie
- Chapitre 2 : L'intervention de l'État
- Chapitre 3 : La politique budgétaire
- Chapitre 4 : La politique financière
- Chapitre 5 : Le chômage
- Chapitre 6 : L'inflation

Bibliographie indicative

[« Principes d'économie moderne »](#), de J. Stiglitz et Walsh (éd. De Boeck, 2004)

[« Introduction aux sciences économiques »](#) de A. Ihadiyan (2019)

Introduction

1. La macroéconomie ?
2. Objet de la macroéconomie
 - La croissance
 - L'inflation
 - Le chômage
3. Les trois marchés

1. Macro vs Micro

La microéconomie explique les décisions individuelles et s'intéresse aux relations entre agents sur un marché donné.

La macroéconomie est une approche plus globale. Elle s'intéresse aux relations entre agents mais sur l'ensemble des marchés.

1. Qu'est-ce que la macroéconomie ?

La macroéconomie s'intéresse aux grands agrégats :

- La consommation des ménages dans leur ensemble.
- La production de tous les biens confondus.

2. Ce qu'étudie la macroéconomie

Exemples de questions que se posent les macroéconomistes :

- Pourquoi les revenus sont-ils plus élevés aujourd'hui ?
- Pourquoi certains pays connaissent-ils l'inflation ?
- Quel est le rôle de la fiscalité ?
- Pourquoi le solde de la balance commerciale se dégrade-t-il ?

2. Ce qu'étudie la macroéconomie

On entend régulièrement parler de problèmes globaux (macroéconomiques) car ils affectent la vie de tous les agents, en particulier :

- La croissance (PIB)
- L'inflation (IPC)
- Le chômage (Emploi)
- Equilibre des marchés, équilibre extérieur (BP)

2.1. Le PIB et la croissance

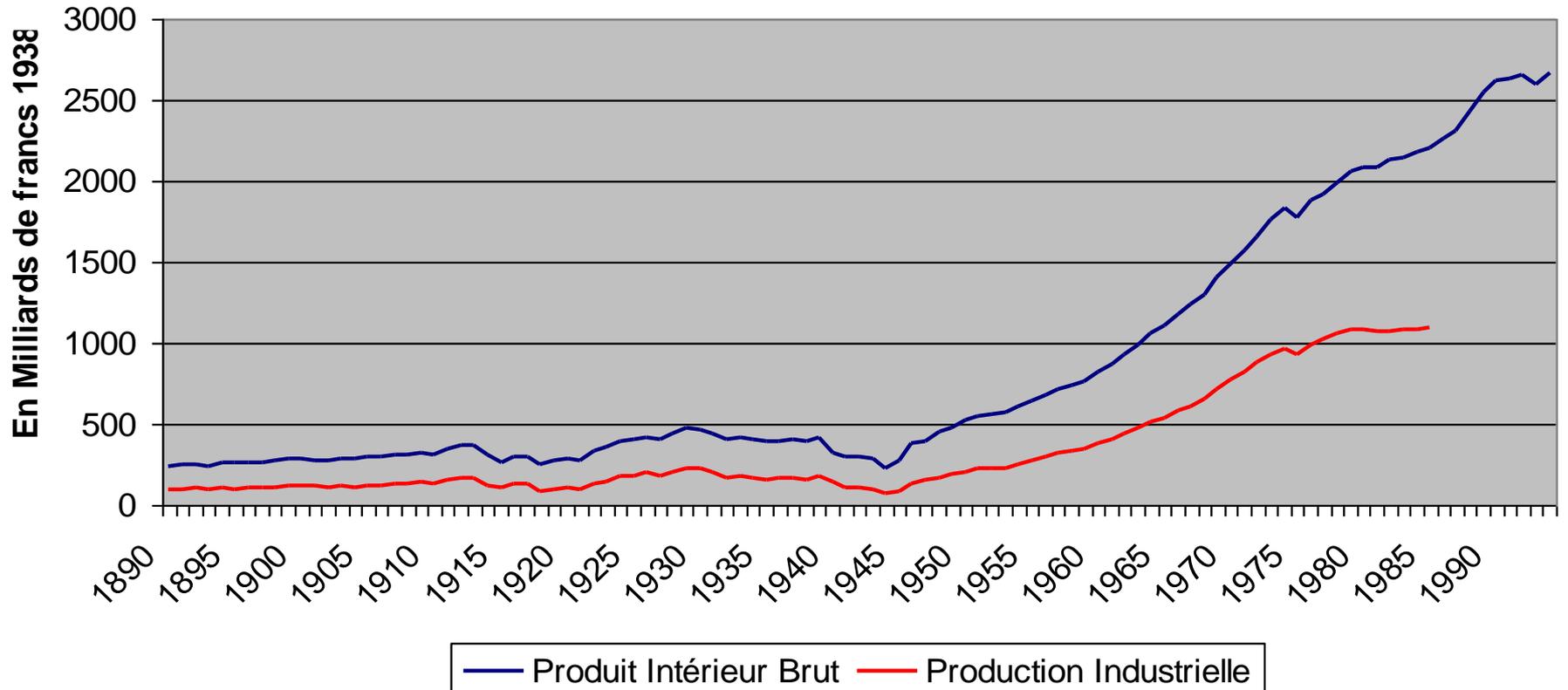
Le Produit Intérieur Brut mesure le revenu total de l'économie.

La croissance mesure l'augmentation du PIB.

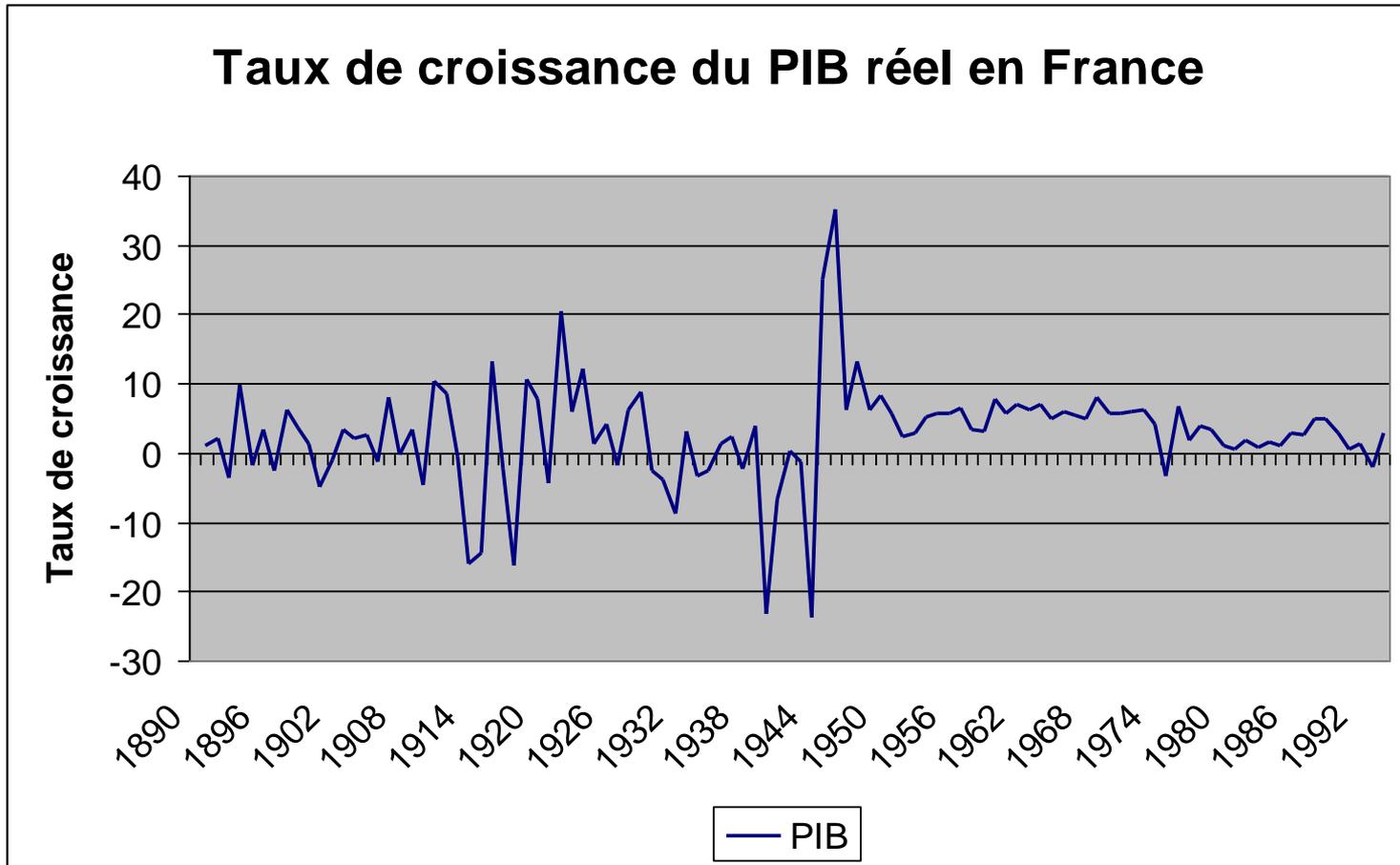
$$\text{taux de croissance} = \left(\frac{\text{valeur d'arrivée} - \text{valeur de départ}}{\text{valeur de départ}} \right) * 100$$

2.1. Le PIB et la croissance

PIB et Production Industrielle en France (volume)

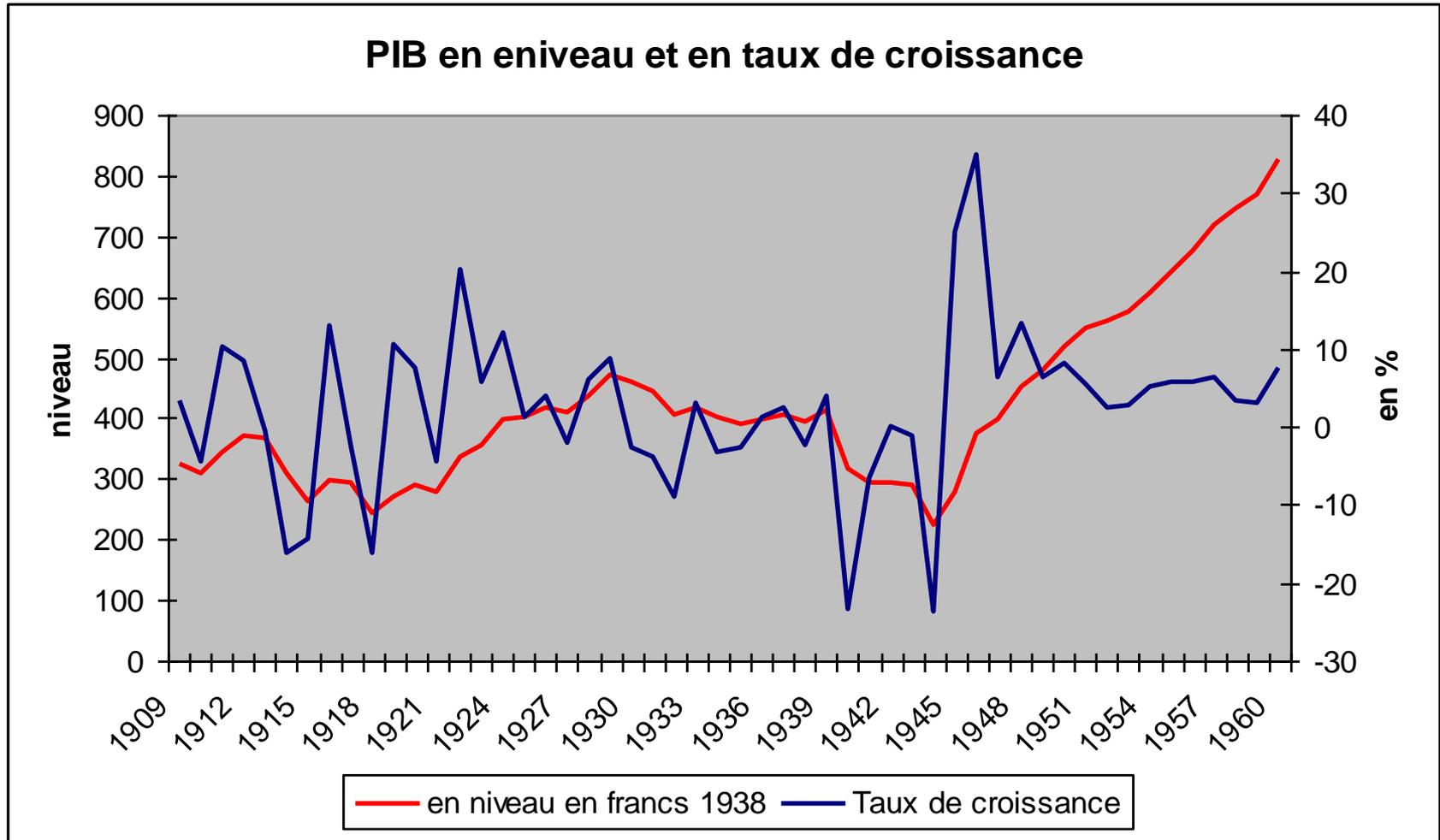


2.1. Le PIB et la croissance



Source : CEPII

2.1. Le PIB et la croissance



2.1. Le PIB et la croissance

Comment explique-t-on la hausse de la production et du PIB depuis un siècle ?

Pourquoi la croissance présente-elle de telles fluctuations ?

Comment peut-on y remédier ?

2.2. L'inflation

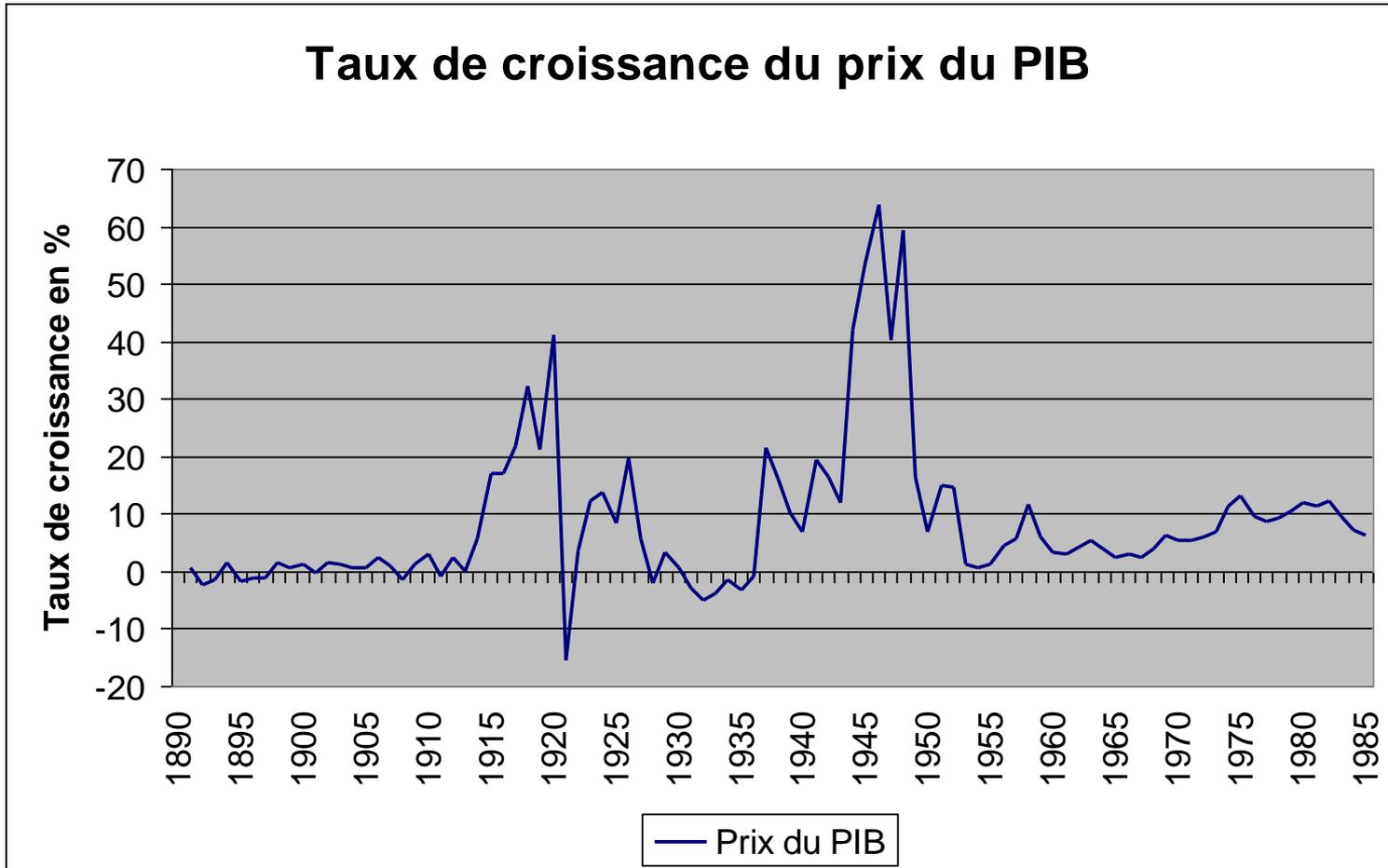
L'inflation mesure la vitesse à laquelle les prix augmentent

Comment explique-t-on l'inflation ?

Pourquoi y-a-t-il eu des périodes de fortes inflation?
(hyperinflation)

Pourquoi la hausse des prix peut-elle être un problème ?

2.2. L'inflation



Source : CEPII

2.3. Le chômage

Définition :

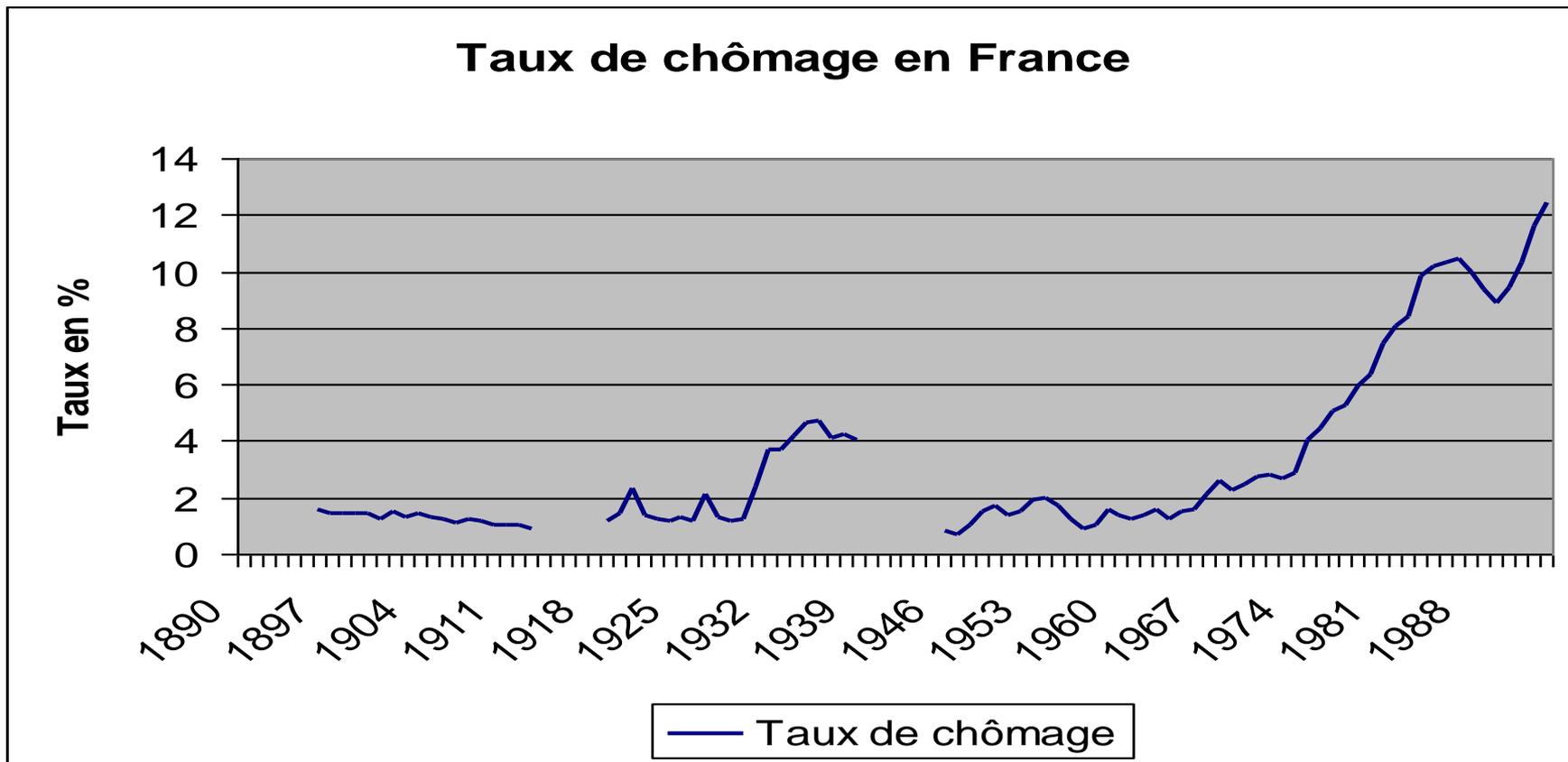
$$\text{taux de chômage} = \left(\frac{\text{Nombre de chômeurs}}{\text{Population active}} \right) * 100$$

$$\text{Population active} = \text{Nombre de travailleurs} + \text{nombre de chômeurs}$$

Comment explique-t-on le chômage ?

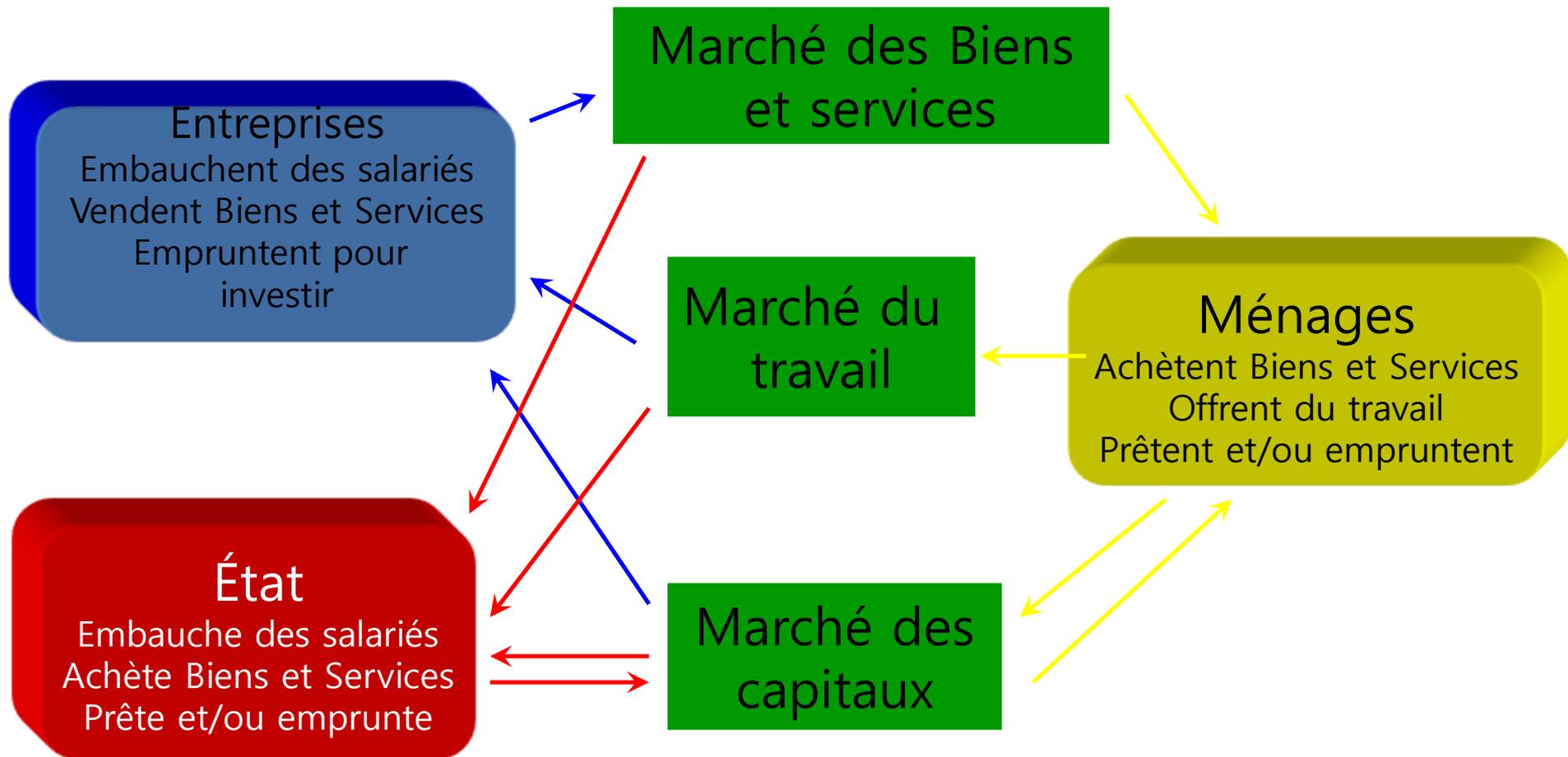
Pourquoi le taux de chômage varie-t-il ?

2.3. Le chômage



Source : CEPII

3. Les trois marchés



Chapitre 1

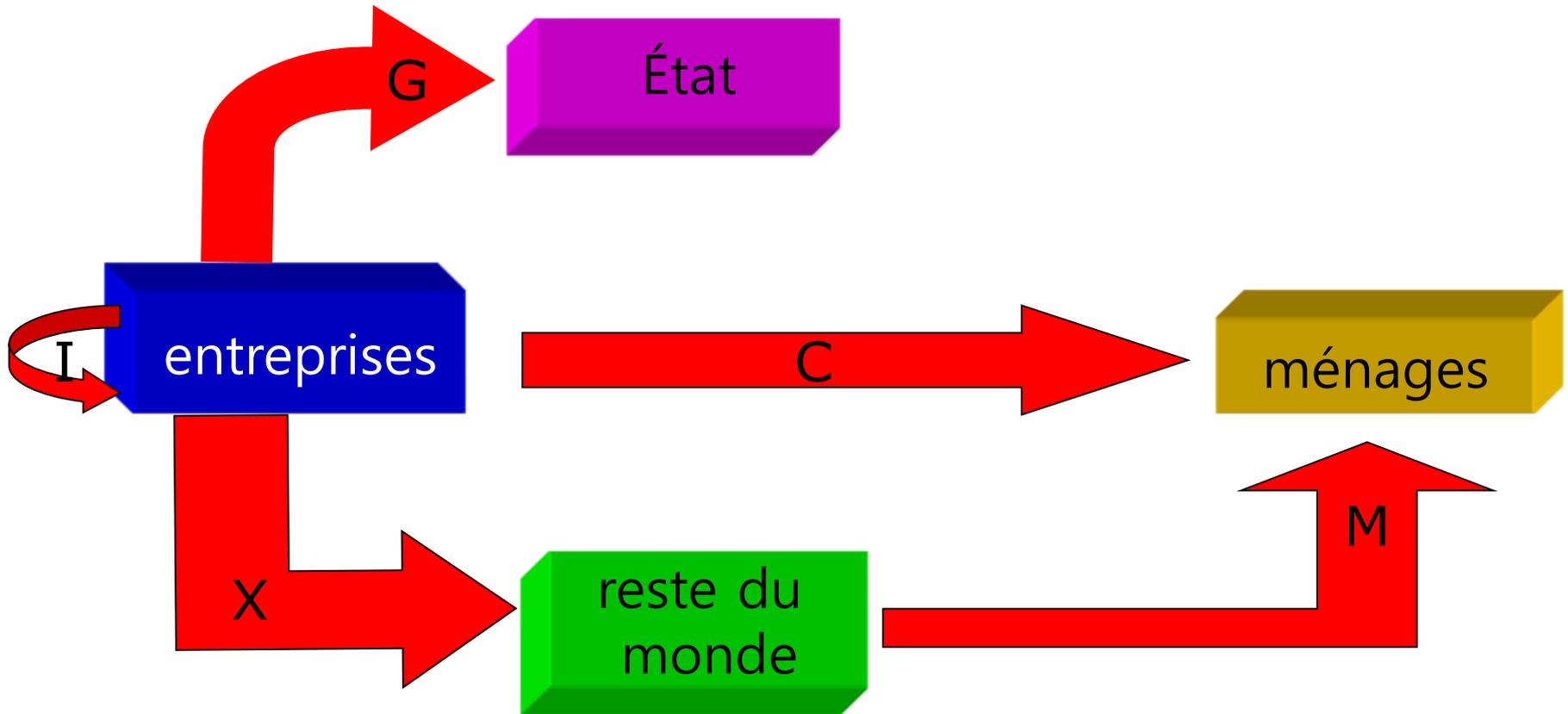
Les données de la macroéconomie

Plan

1. Le circuit économique
2. Le produit intérieur brut
 1. L'optique de la production
 2. L'optique de la dépense
 3. L'optique des revenus
 4. Une autre mesure : le PNB
3. PIB réel et PIB nominal
4. Ce que mesure le PIB

1. Le circuit économique

Un circuit économique avec les 4 agents principaux



2. Le produit intérieur brut

Le Produit Intérieur Brut est une mesure de la richesse nationale.

Le PIB correspond à :

- La production nationale
- La somme des dépenses en bien final
- La somme des revenus distribués

2.1. La mesure de la production

Une économie produit des milliers de biens et services différents.

Comment les additionner pour obtenir la production totale ?

En valorisant chaque bien par son prix :

$$\text{Production} = \sum (\text{prix} * \text{quantité})$$

2.1. La mesure de la production

Exemple : Une économie a produit 3 biens en 2000

Production de l'économie en 2000			
	Quantités	Prix unitaire	valeurs
Voitures	10 000	10 000€	100 000 000€
Oranges	1000 tonnes	5 000€	5 000 000€
Ordinateurs	1 000	1 000€	1 000 000€
Production totale			107 000 000€

La valeur de la production nationale est donc la somme des chiffres d'affaire.

2.2. La mesure du PIB : l'optique de la production

La production n'est pas une bonne mesure de la quantité produite dans un pays durant une année car beaucoup de biens servent à fabriquer d'autres biens et le prix de chaque bien incorpore le prix des consommations intermédiaires.

- ⇒ Problème du double comptage
- ⇒ D'où utilisation du concept de VA

$$\mathbf{VA = Production - C I}$$

La VA est l'augmentation de la valeur des biens qui résulte du processus de production.

2.2. La mesure du PIB : l'optique de la production

Exemple : la production de pains dans l'économie nationale :

Secteurs	Processus productif	Transactions
Agriculteur	<i>Consommations intermédiaires (engrais)</i>	1 000 €
	Production de blé = chiffre d'affaire	2 000 €
Moulin	<i>C. I. (blé)</i>	2 000 €
	CA (farine)	3 000 €
Boulangier	<i>C. I. (farine)</i>	3 000 €
	C. A. (pain)	5 000 €
Supermarché	<i>C. I. (pain)</i>	5 000 €
	C. A. (pain)	10 000 €
Production totale de l'économie	Somme des productions (CA) de chaque secteur	2000 + 3000 + 5000 + 10000 = 20000€
PIB	Somme des VA de chaque secteur	1000 + 1000+2000+5000 = 9000€

2.2. La mesure du PIB : l'optique de la production

Tout ce qui est produit est utilisé d'une manière ou d'une autre par un agent.

On distingue 4 utilisations de la production :

- La consommation finale des ménages (C)
- L'investissement des entreprises et des ménages (I)
- Les dépenses publiques de l'État (G)
- Le solde commercial avec le Reste du Monde (X-M)

Remarques : ces utilisations sont évaluées aux prix de marché.

2.2. La mesure du PIB : l'optique de la dépense

Exemple : la production de voitures peut être utilisée comme :

- Consommation finale par les ménages
- Investissement par les entreprises
- Dépenses publiques par l'État pour les fonctionnaires
- Exportation

Nous avons donc :

$$\begin{array}{l} \mathbf{PIB} = \mathbf{C + I + G + (X-M)} \\ \underbrace{\mathbf{PIB + M}}_{\text{Ressources dont dispose l'économie}} = \underbrace{\mathbf{C + I + G + X}}_{\text{Utilisation de ces ressources}} \end{array}$$

2.2. La mesure du PIB : l'optique de la dépense

La décomposition du PIB

Le PIB et ses composants en 2005		
		Part en % dans
	Réel	PIB réel
Ressources		
Produit intérieur brut	1 552,3	
Importations	474,0	30,54
Total	2 022,2	
Emplois		
Dépenses de consommation finale des ménages	897,4	57,81
Dépenses de consommation finale des administrations	358,6	23,10
Formation brute de capital fixe	308,2	19,86
Variation de stocks	4,8	0,31
Exportations	453,2	29,20

Milliards d'euros

Source : Comptes nationaux - Base 2000, Insee

2.2. La mesure du PIB : l'optique du revenu

Une troisième façon de calculer le PIB est de considérer que toute production donne lieu à des versements de revenu.

Les entreprises emploient leurs recettes de 5 façons différentes :

- Elles paient les salariés
- Elles achètent des consommations intermédiaires (CI)
- Elles paient des impôts indirects (TVA)
- Elles paient des intérêts
- Elles font des profits

Au total, on obtient :

PIB = Chiffre d'affaire - CI

PIB = rémunérations des salariés + profits + paiements d'intérêt + impôts indirects

2.2. La mesure du PIB : l'optique du revenu

Les différentes mesures du PIB

Produit intérieur brut: les trois approches à prix courants					
Approche par la production		Approche par la dépense		Approche par le revenu	
Produit intérieur brut	1 710,0	Produit intérieur brut	1 710,0	Produit intérieur brut	1 710,0
Valeur ajoutée au prix de base	1 531,3	Consommation finale	1 381,6	Rémunérations des salariés	891,1
impôts sur les produits (+)	196,9	Investissement (+)	344,7	Profits (+)	582,0
subventions sur les produits (-)	-18,1	Exportation (+)	446,3	Impôts indirects (+)	270,6
		Importations (-)	462,6	subventions (-)	33,7

Milliards d'euros

Source : Comptes nationaux - Base 2000, Insee

2.3. Autre mesure : le produit national brut

Le PIB mesure la richesse produite sur le territoire national.
Or des entreprises étrangères produisent sur notre territoire mais rapatrient une partie des revenus dans leur pays d'origine.

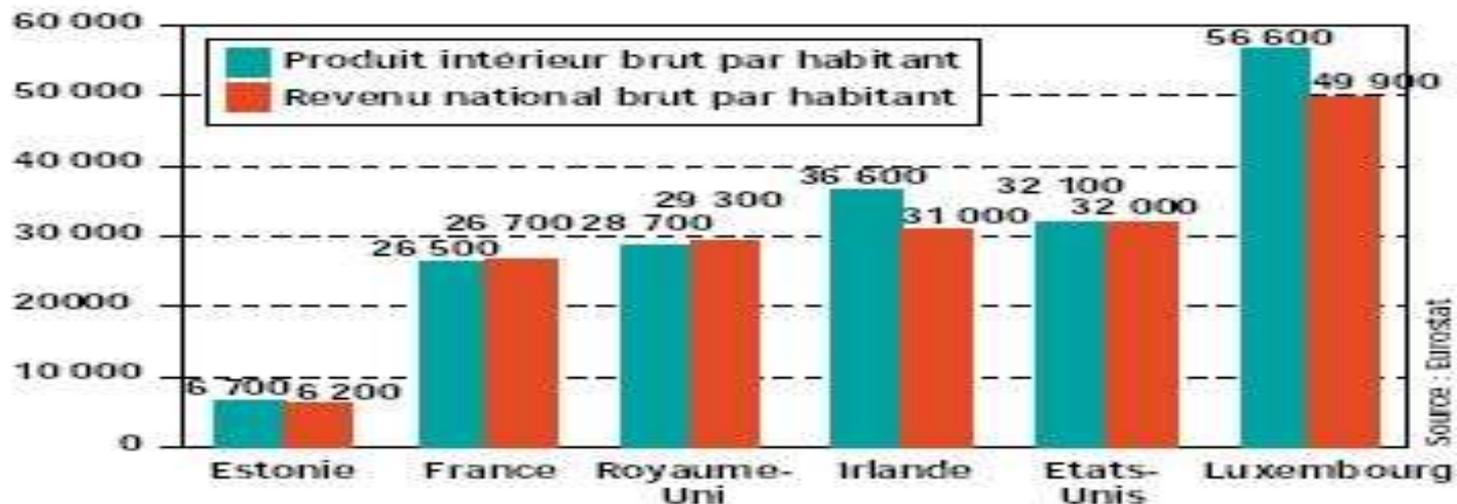
⇒ Ces revenus ne bénéficient pas aux agents nationaux.

$$PNB = PIB + \left(\begin{array}{l} \text{revenu des facteurs} \\ \text{en provenance du} \\ \text{reste du monde} \end{array} \right) - \left(\begin{array}{l} \text{revenu des facteurs} \\ \text{versé} \\ \text{au reste du monde} \end{array} \right)$$

2.3. Autre mesure : le produit national brut

Différence entre le PIB et le PNB

Produit intérieur brut et revenu national brut, en euros par habitant, en 2004



3. PIB réel et PIB nominal

Calcul du PIB :

$$\text{Production} = \sum (\text{prix} * \text{quantité})$$

Le PIB peut augmenter :

- Soit parce que les quantités augmentent
- Soit parce que les prix des biens augmentent

3. PIB réel et PIB nominal

Production et PIB de l'économie en 1980 et 2000				
	1980		2000	
	Quantités	Prix	Quantités	Prix
Voitures	1 000	1 000	10 000	10 000€
Oranges	100 tonnes	100	1 000 tonnes	5 000€
PIB	1 010 000 €		105 000 000 €	

On veut pouvoir différencier la hausse des quantités de la hausse des prix :

⇒ On fixe les prix pour une année de base

PIB nominal = prix de l'année courante * quantités de l'année courante

PIB réel = Prix de l'année de base (1980) * quantités de l'année courante

3. PIB réel et PIB nominal

Production et PIB de l'économie en 1980 et 2000								
					Valeurs à prix courants (en euros courants) En millions		Valeurs aux prix 1980 (en euros constants) En millions	
1980		2000			1980	2000	1980	2000
	Quantités	Prix	Quantités	Prix				
Voitures	1000	1000	10000	10000€	1	100	1	10
Oranges	10 000	2000	20000	5000€	20	100	20	40
PIB					21	200	21	50
					PIB nominal		PIB réel	

Le PIB nominal a augmenté de 852,39%

Le PIB réel a augmenté de 138,1%

⇒ Les quantités produites ont augmenté de 138,1%

⇒ La différence entre ces 2 taux de croissance est le taux de croissance des prix

3. PIB réel et PIB nominal

Le **PIB nominal** mesure la valeur en euros de la production de l'économie.

Le **PIB réel** mesure la quantité produite (évaluée aux prix constants de l'année de base).

Le **déflateur du PIB** mesure le prix d'une unité de production par rapport à son prix au cours de l'année de base. C'est un indice de prix de la production.

$$\text{Déflateur du PIB} = \left(\frac{\text{PIB nominal}}{\text{PIB réel}} \right) \Rightarrow \text{PIB nominal} = \text{Déflateur du PIB} \times \text{PIB réel}$$

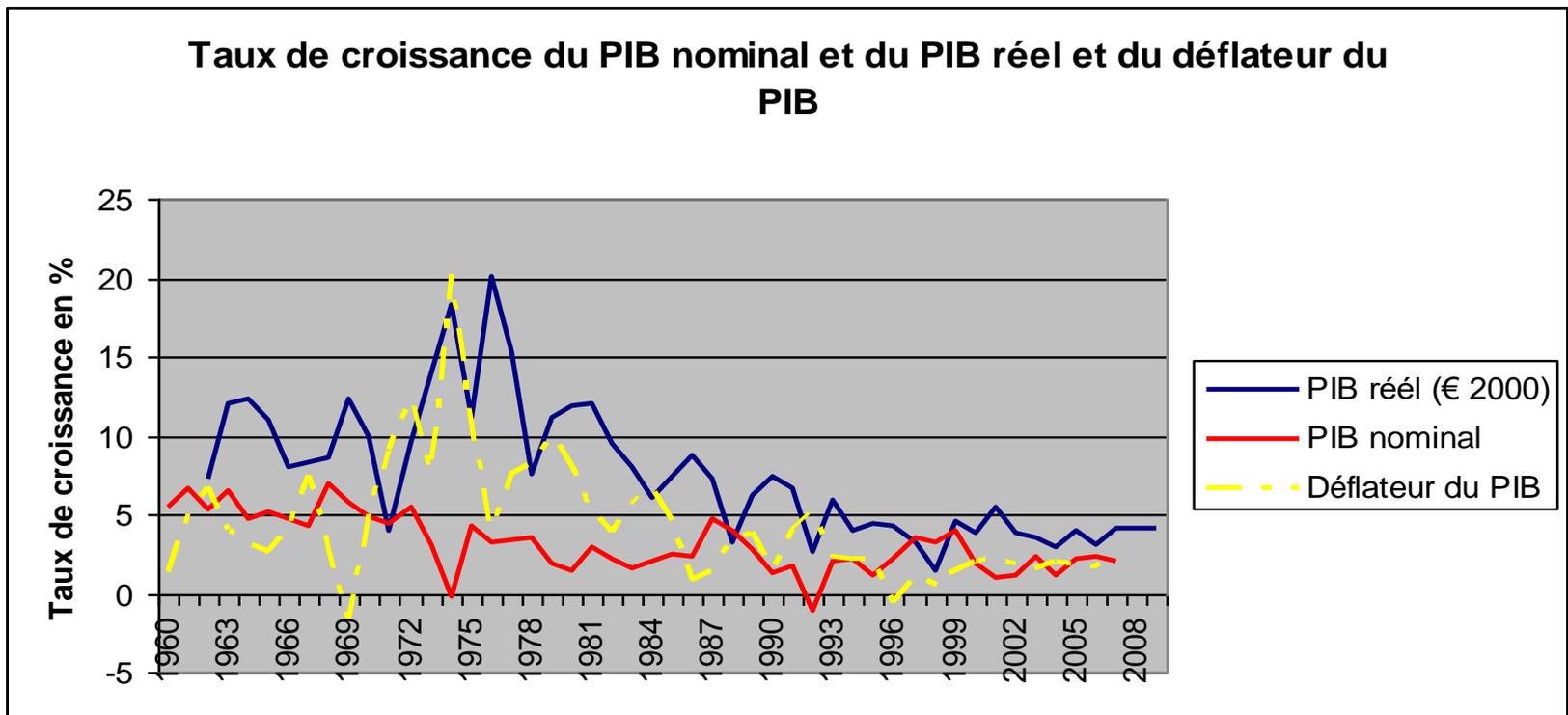
Dans notre exemple, le déflateur du PIB vaut 4 en 2000.

Les prix ont augmenté de 300% entre 1980 et 2000.

3. PIB réel et PIB nominal

Taux de croissance du PIB nominal, du PIB réel et du déflateur du PIB en France

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005
PIB nominal	7,19	8,29	9,56	15,30	9,45	7,22	2,65	3,27	3,87	4,16
PIB réel (€ 2000)	5,50	5,22	4,78	4,24	1,45	2,44	1,25	1,08	1,85	2,16
Déflateur du PIB	1,27	2,62	4,98	10,87	7,92	4,58	1,45	2,09	2,00	1,91



4. Ce que mesure le PIB

Le PIB mesure la production nationale mais toute la production nationale n'est pas comptabilisée (économie domestique, propriétaires de logements).

PIB réel par habitant en France (milliers d'euros)						
	1960	1970	1980	1990	2000	2005
PIB réel par habitant	8,18	12,65	16,57	20,31	23,74	24,76

Le PIB est-il un bon indicateur du bien-être ?

- le PIB ne comptabilise que les valeurs ajoutées et ne tient pas compte des « maux » de la société (pollution, maladie, etc.)
- C'est une moyenne qui ne tient pas compte des inégalités

4. Autre indicateur : IDH

L'Indicateur du Développement Humain prend en compte trois séries de facteurs :

- **Le niveau de santé** représenté par l'espérance de vie à la naissance
- **Le niveau d'éducation**
 - Taux d'alphabétisation des adultes
 - Nombre moyen d'années d'études
- **Le revenu moyen** : PIB par tête corrigé par la non prise en compte de revenus les plus élevés

4. Autre indicateur : l'IDH

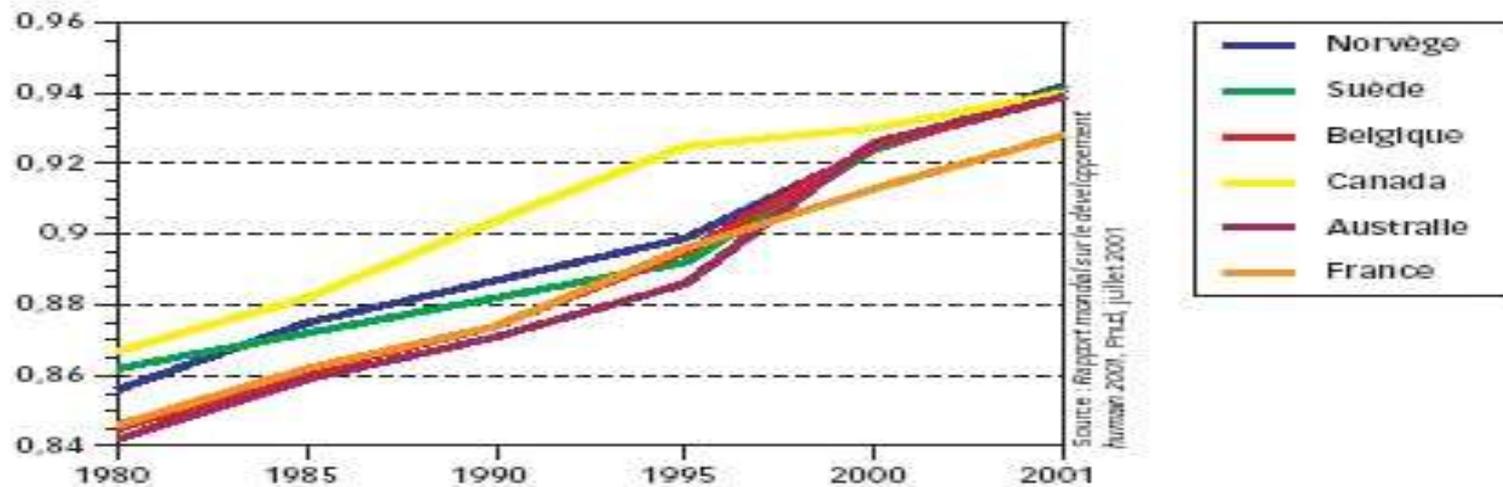
Classement des pays développés selon 2 indicateurs	
Classement IDH-2	Classement PIB/habitant
1, Norvège	5
2, Islande	4
3, Suède	18
4, Australie	12
5, Pays Bas	8
6, Belgique	11
7 Etats-Unis	2
8. Canada	9
9, Japon	14
10 Suisse	7
11, Danemark	6
12, Irlande	3
13, R. Uni	19
14, Finlande	17
15, Luxembourg	1
16, Autriche	10
17, France	20
18, Allemagne	13
19, Espagne	24

Source : Rapport 2003 du PNUD

4. Autre indicateur : l'IDH

IDH : la France en 12^e position

Indice de développement humain des Nations unies



Source : Alternatives Économiques

Chapitre 2

L'État et ses interventions

Plan

- Les conceptions de l'État
- Les fonctions de l'État
- Les politiques économiques
- Le budget de l'État

Introduction

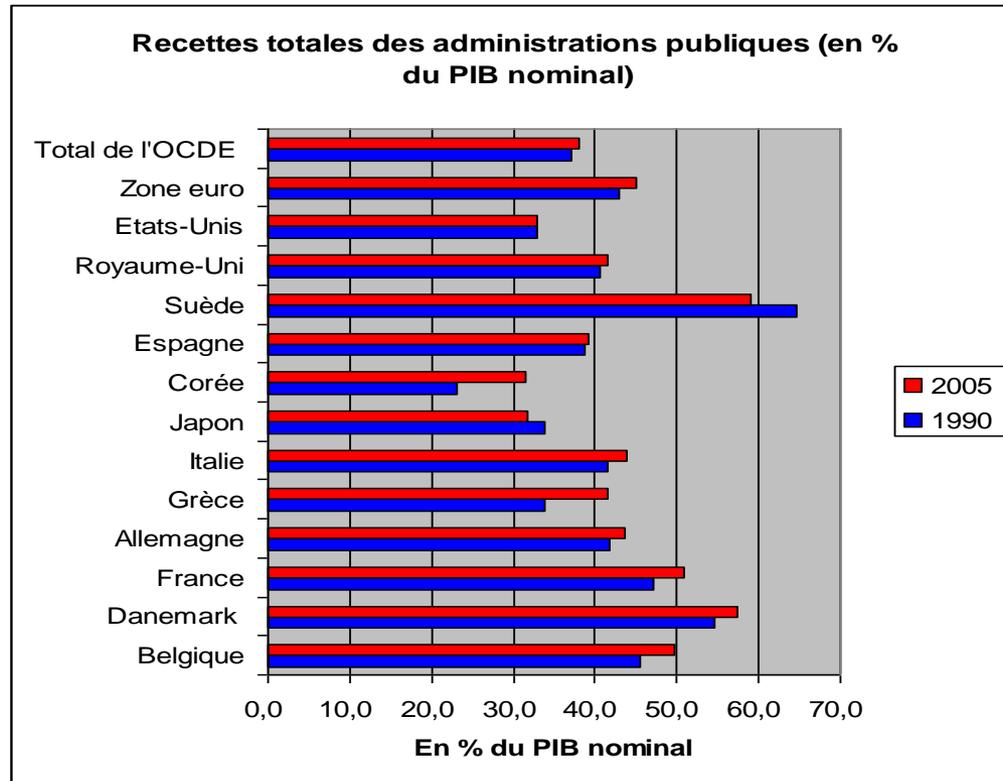
L'État est présent dans toutes les économies, même les économies de marchés.

Les raisons de l'activité de l'État sont :

- Efficacité économique : garant de la concurrence, fournisseur de biens collectifs et lutte contre les externalités
- Équité : redistribution des revenus et assureur
- Stabilisateur de la conjoncture

Introduction

On mesure l'intervention de l'État par le montant des recettes publiques dans le PIB.



Source OCDE

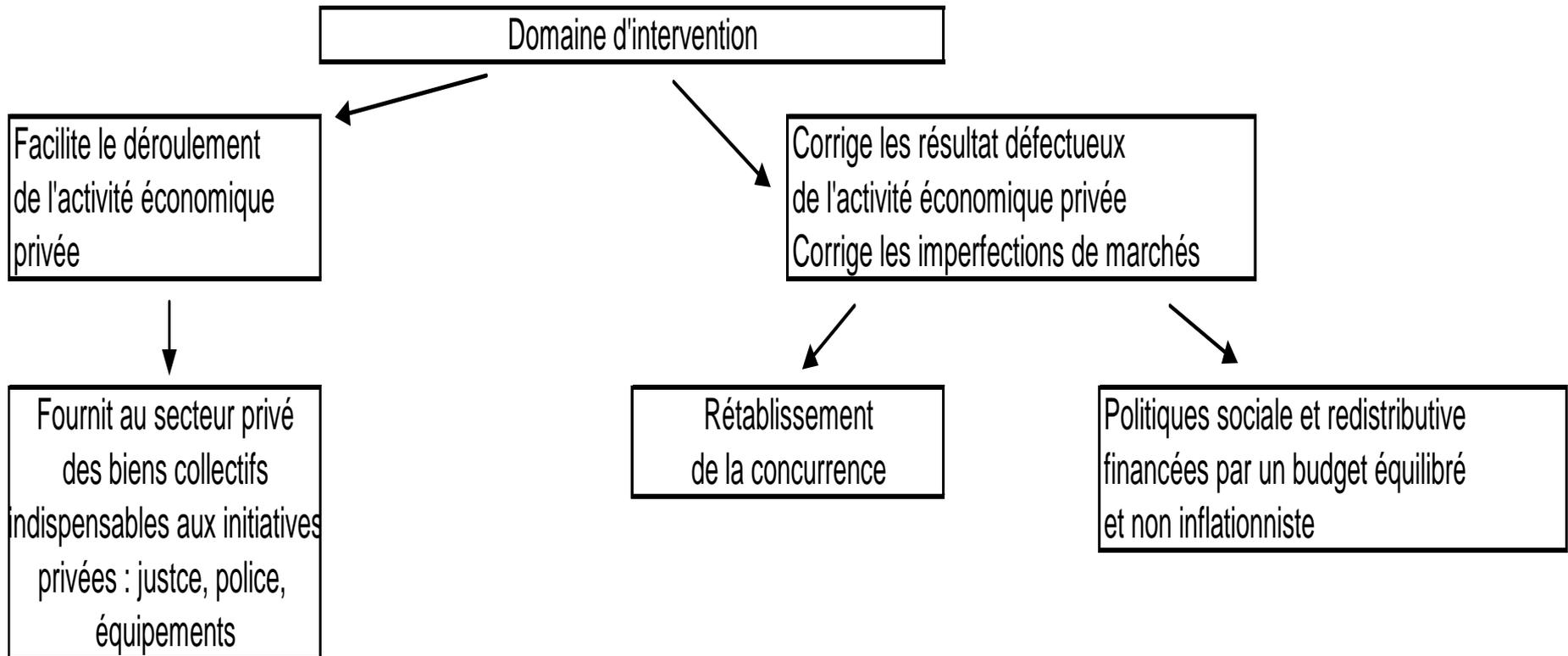
2. Les différentes conceptions de l'État

L'État est présent dans toutes les économies mais son poids et ses fonctions sont un sujet de controverse.

1. **L'État gendarme**
2. **L'État providence**

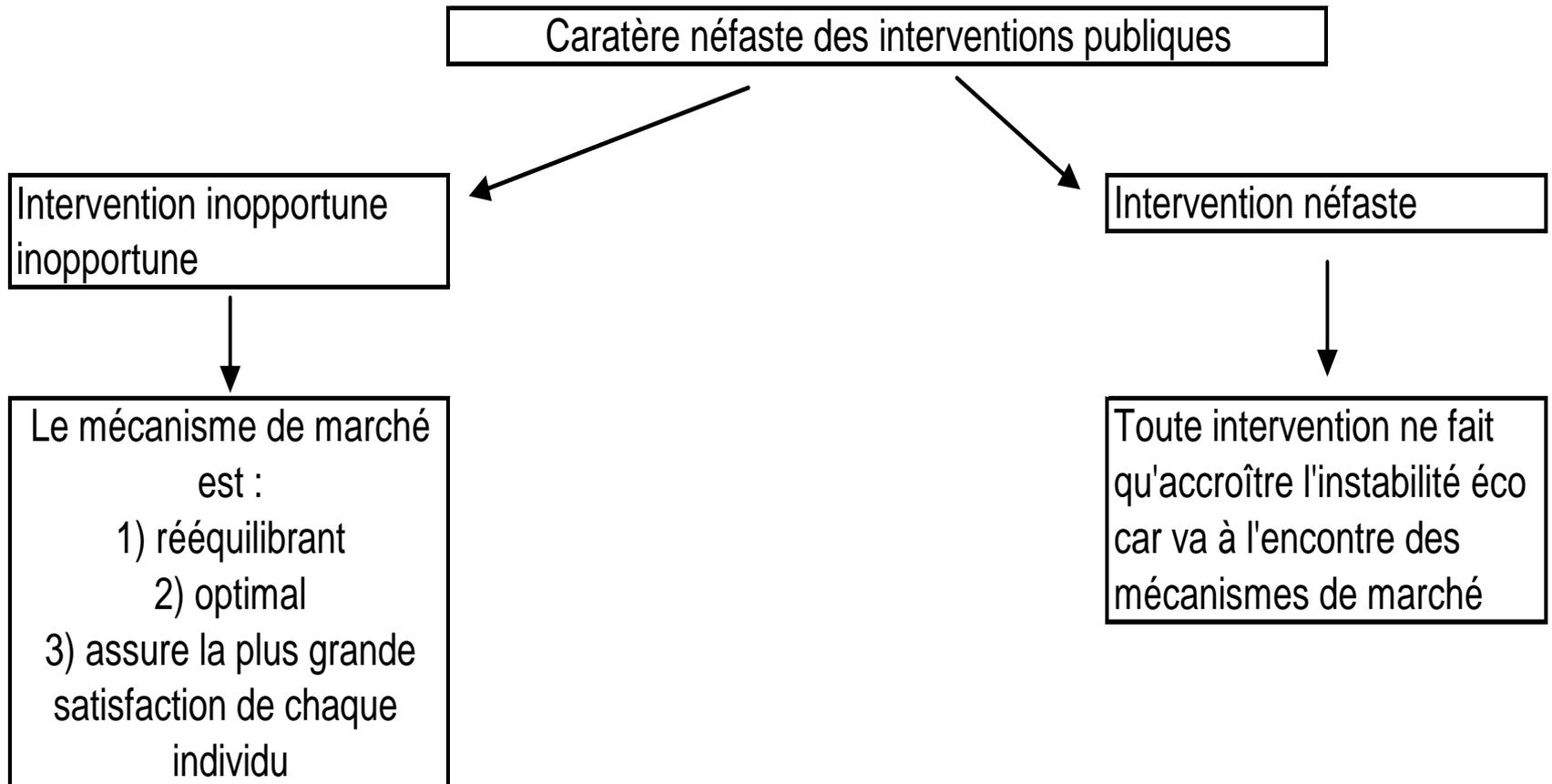
2.1. l'État gendarme

C'est la conception du courant libéral, l'État ne doit intervenir que dans certains domaines :



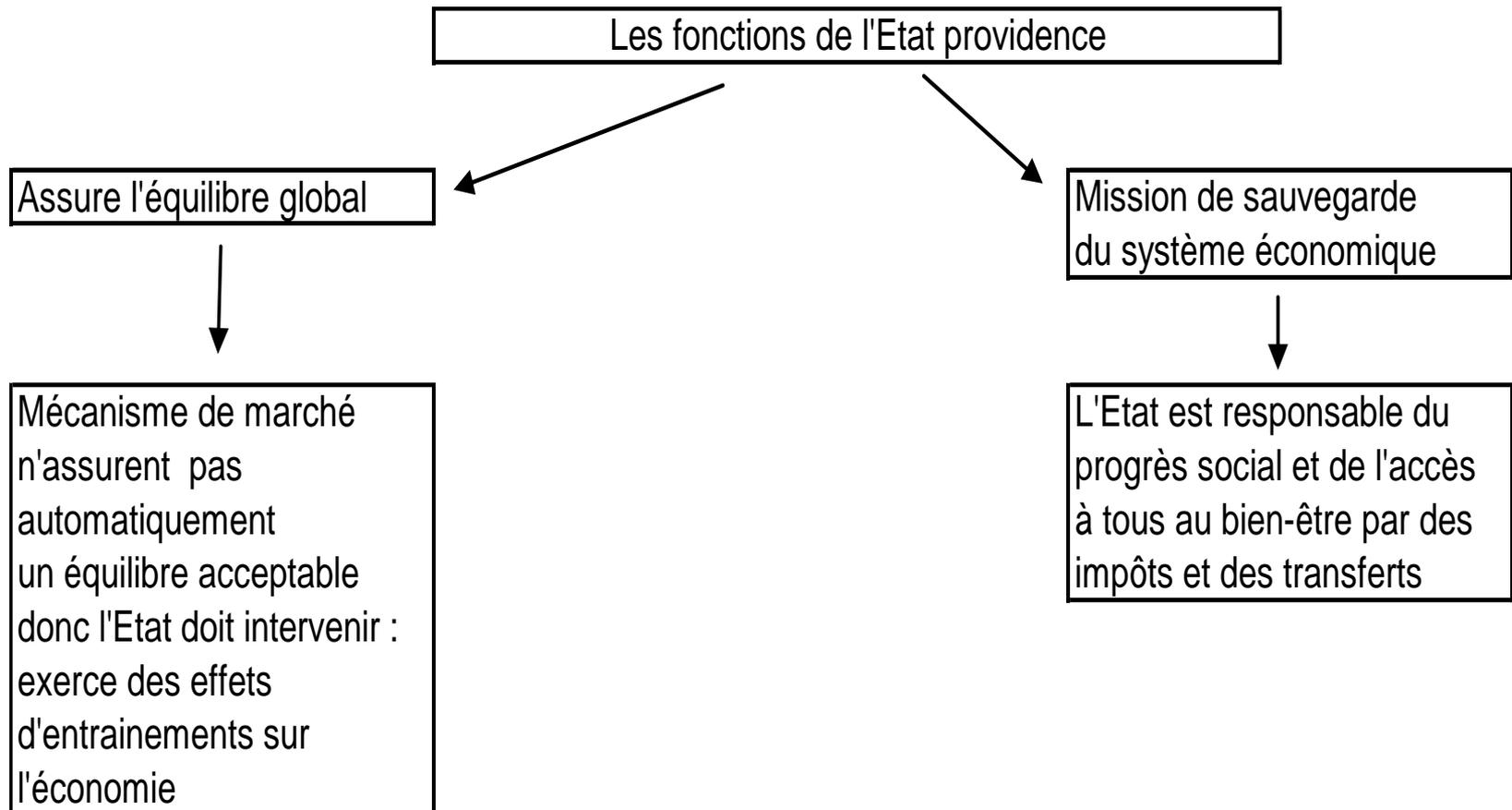
2.1. l'État gendarme

Les libéraux considèrent que l'intervention de l'État dans d'autres domaines est néfaste :



2.2. l'État providence

C'est la conception keynésienne. L'État est un agent macroéconomique autonome qui assure deux fonctions essentielles :



3. Les fonctions de l'État dans les économies développées

L'État a trois grandes fonctions :

1. Fonction de production et d'affectation des ressources
2. Fonction de redistribution des richesses
3. Fonction de stabilisation de la conjoncture et d'orientation économique

3.1. Fonctions de production et d'affectation des ressources

Fournit des biens et services collectifs :

- Éducation
- Police
- Justice
- Infrastructure, etc.

Affecte des ressources à certains projets :

- Biens et services collectifs
- Grands projets

3.2. Fonctions de redistribution

Pour réduire les inégalités (inégalités de revenu ou face aux risques), l'État prélève des ressources et les redistribue.

- Prélève des ressources sous forme d'impôts et cotisations
- Redistribution sous la forme de prestations

3.3. Fonction de stabilisation de la conjoncture

L'État se donne comme objectif de stabiliser la conjoncture économique (à court terme), c'est-à-dire de maintenir la demande ou la croissance à un niveau désiré.

⇒ Recherche à éviter les fluctuations du PIB et de l'emploi

⇒ Oriente le développement économique à long terme par la politique industrielle

3.3. Fonction de stabilisation de la conjoncture

- L'action par les dépenses publiques :
En modifiant ses dépenses, l'État peut influencer la croissance économique.
- L'action par les recettes publiques :
Le niveau des impôts et les taxes influencent le revenu des agents, orientent les dépenses vers certains secteurs particuliers.

4. Le budget des Administrations publiques

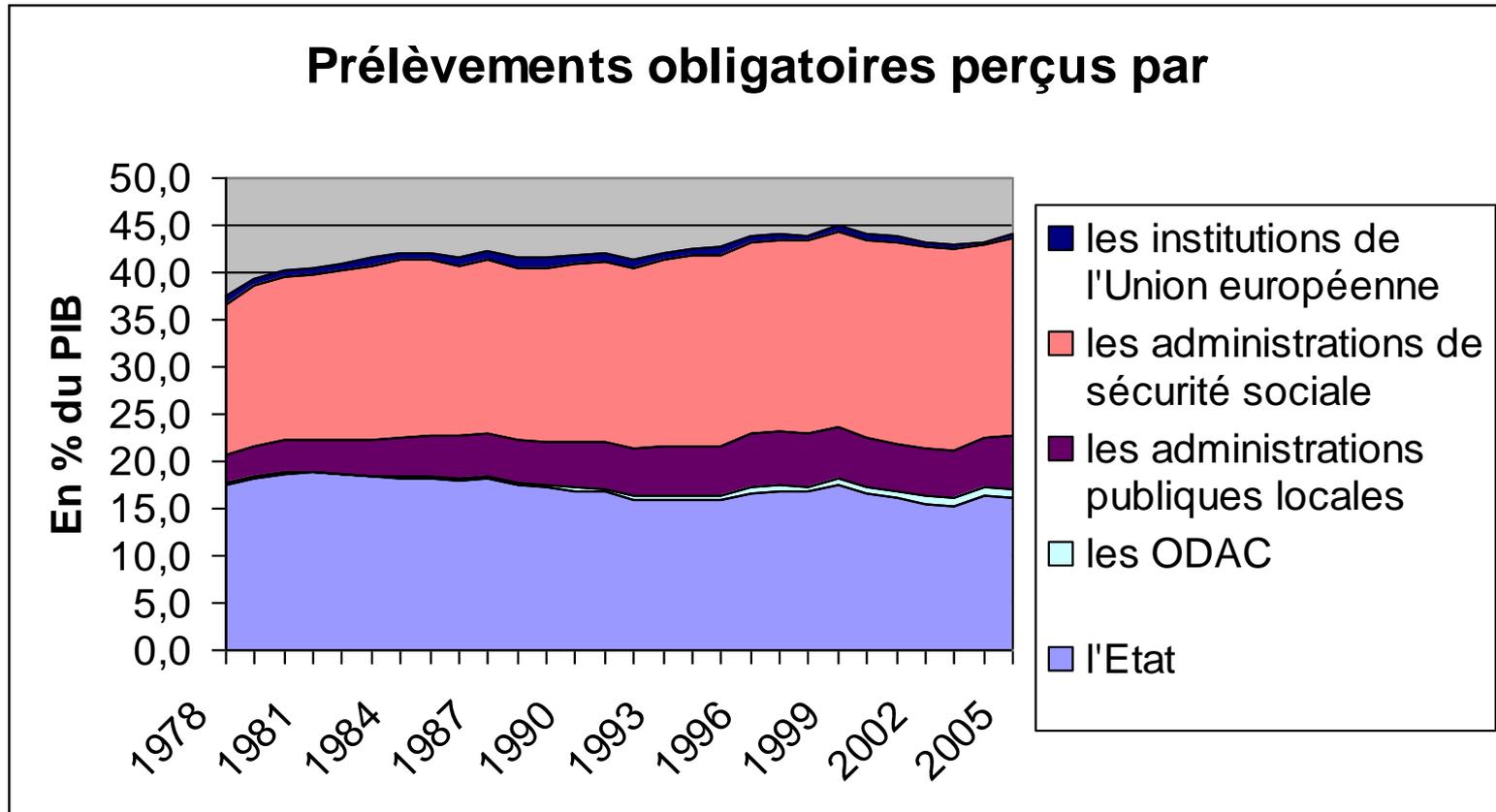
- 4.1. Qu'est-ce que les administrations publiques
- 4.2. Les recettes des ADM
- 4.3. Les principales dépenses des ADM
 - 4.3.1. Les dépenses de l'État
 - 4.3.2. Les dépenses d'assurances sociales
 - 4.3.3. Les dépenses des collectivités locales
- 4.4. Le solde du budget des ADM
- 4.5. La dette publique

4.1. Qu'est-ce que les administrations publiques ?

Les Administrations publiques se décomposent en :

- Administration Centrale (État)
- Organismes divers de l'Administration Centrale
- Organismes de sécurité sociale
- Administration publiques locales

4.2. Les recettes des Administrations publiques



Source : INSEE

Attention : il y a une différence entre recettes publiques et prélèvements obligatoires

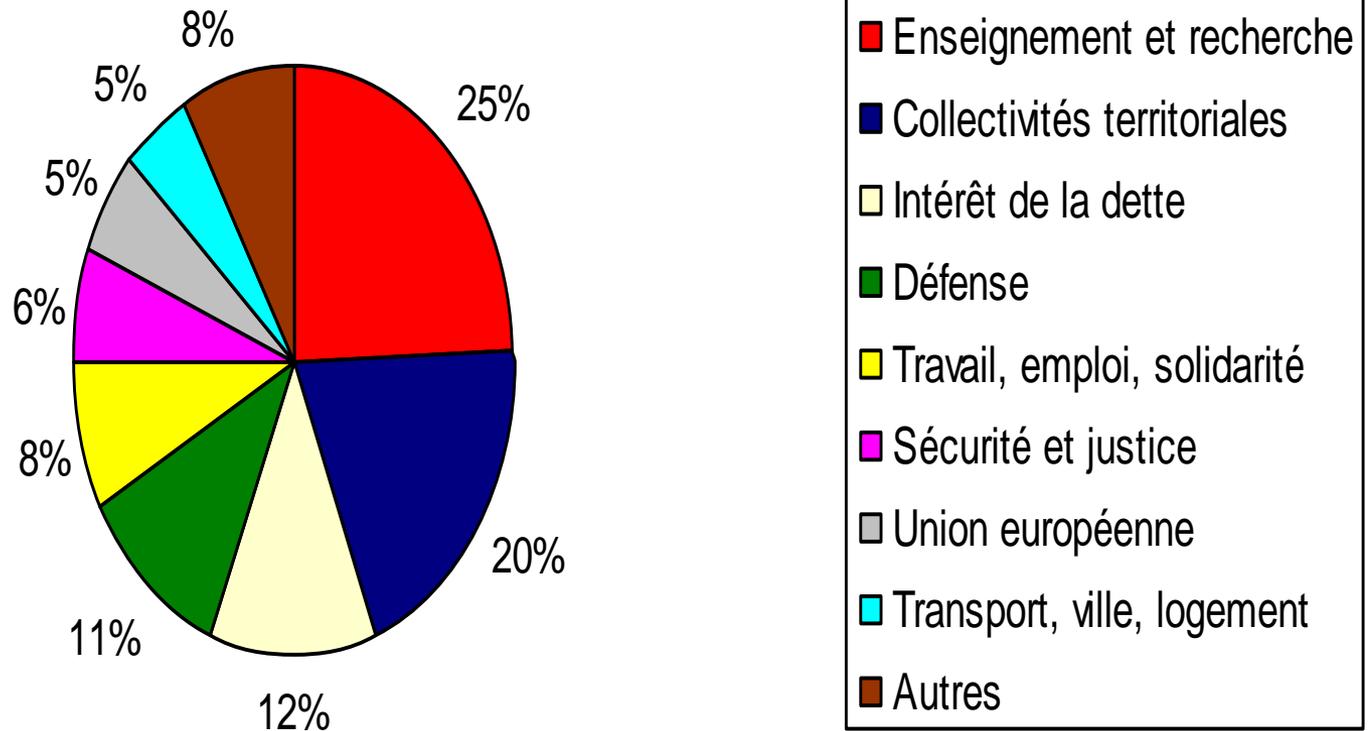
4.2. Les recettes des Administrations publiques

Principaux impôts et cotisations des administrations publiques en 2004		
	Milliards d'euros	en %
TVA	121	16,90
TIPP	25	3,45
Taxes sur les tabacs et alcools	7	0,96
Impôts sur le revenu	50	7,04
Française des jeux, PMU	3	0,41
Taxe d'habitation	11	1,48
Taxe foncière	19	2,63
Autres impôts locaux	13	1,75
CRDS	5	0,68
CSG	66	9,25
Cotisations sociales	270	37,75
Droits de successions	16	2,24
ISF	3	0,36
Impôts sur les bénéfices	38	5,27
Taxe sur les salaires	9	1,26
Taxe professionnelle	23	3,21
Autres	38	5,36
Total des prélèvements obligatoires	716	100,00

Source : alternatives Economiques

4.3.1. Les principales dépenses de l'État

Total : 329,5 milliards d'euros en 2006



4.3.2. Les dépenses d'assurances sociales

Principales dépenses en 2004

- Vieillesse : 49,6%
- Santé : 34,8%

Total des dépenses : 418 milliards d'euros (hors prestations financées par l'État et régimes complémentaires non obligatoires)

4.3.3. Les dépenses des collectivités locales

Dépenses pour 2006 (164 milliards d'euros)

- Réseaux, transport et voirie : 21%
- Développement économique : 7,8%
- Administration : 16,8%
- Enseignement et formation : 15,2%
- Action sociale et exclusion : 21,5%

Source : Alternatives Économiques

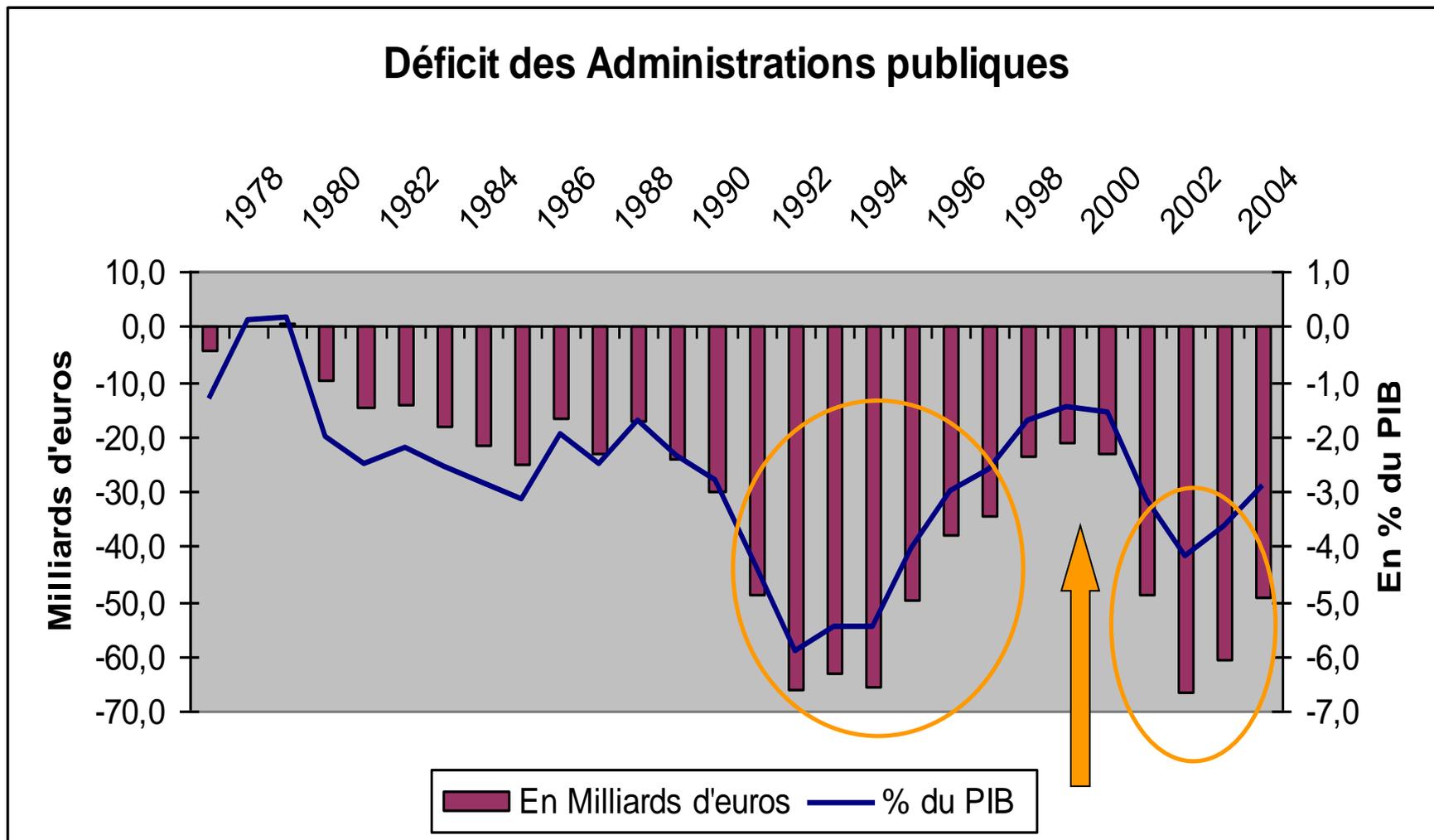
4.4. Le solde du budget des administrations publiques

Solde budgétaire = recettes - dépenses

Déficits publics des différents organismes des Administrations publiques				
(En milliards d'euros)				
	1980	1990	2004	2005
Etat	0,1	-21,1	-52,4	-51,3
Organismes divers d'administration centrale	0,7	1,5	10,0	7,6
Administrations locales	-4,3	-4,1	-2,3	-1,8
Administrations de sécurité sociale	4,2	-0,3	-15,9	-3,8
Total administrations publiques	0,7	-24,0	-60,6	-49,3

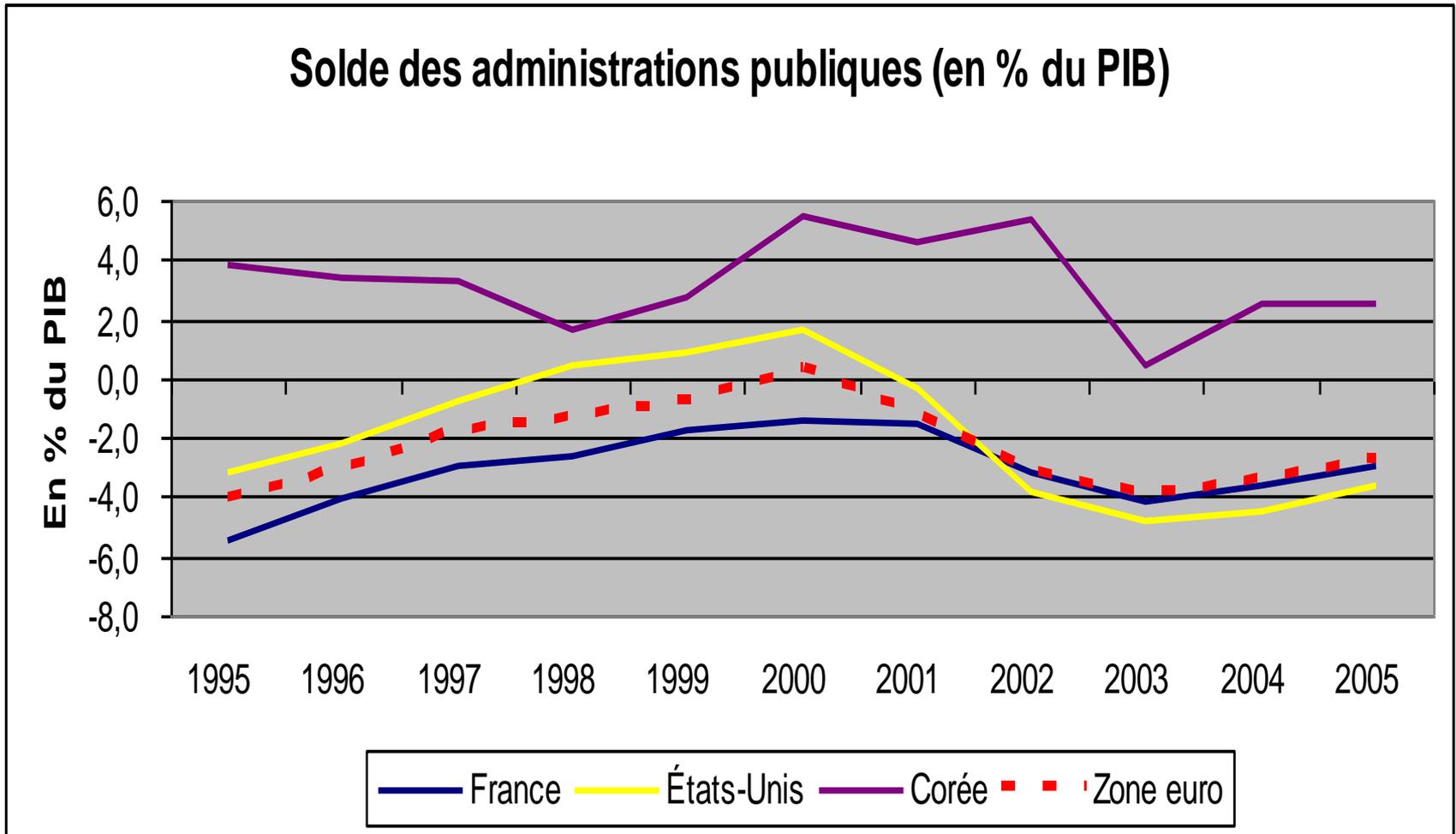
Source : INSEE

4.4. Le solde du budget des administrations publiques



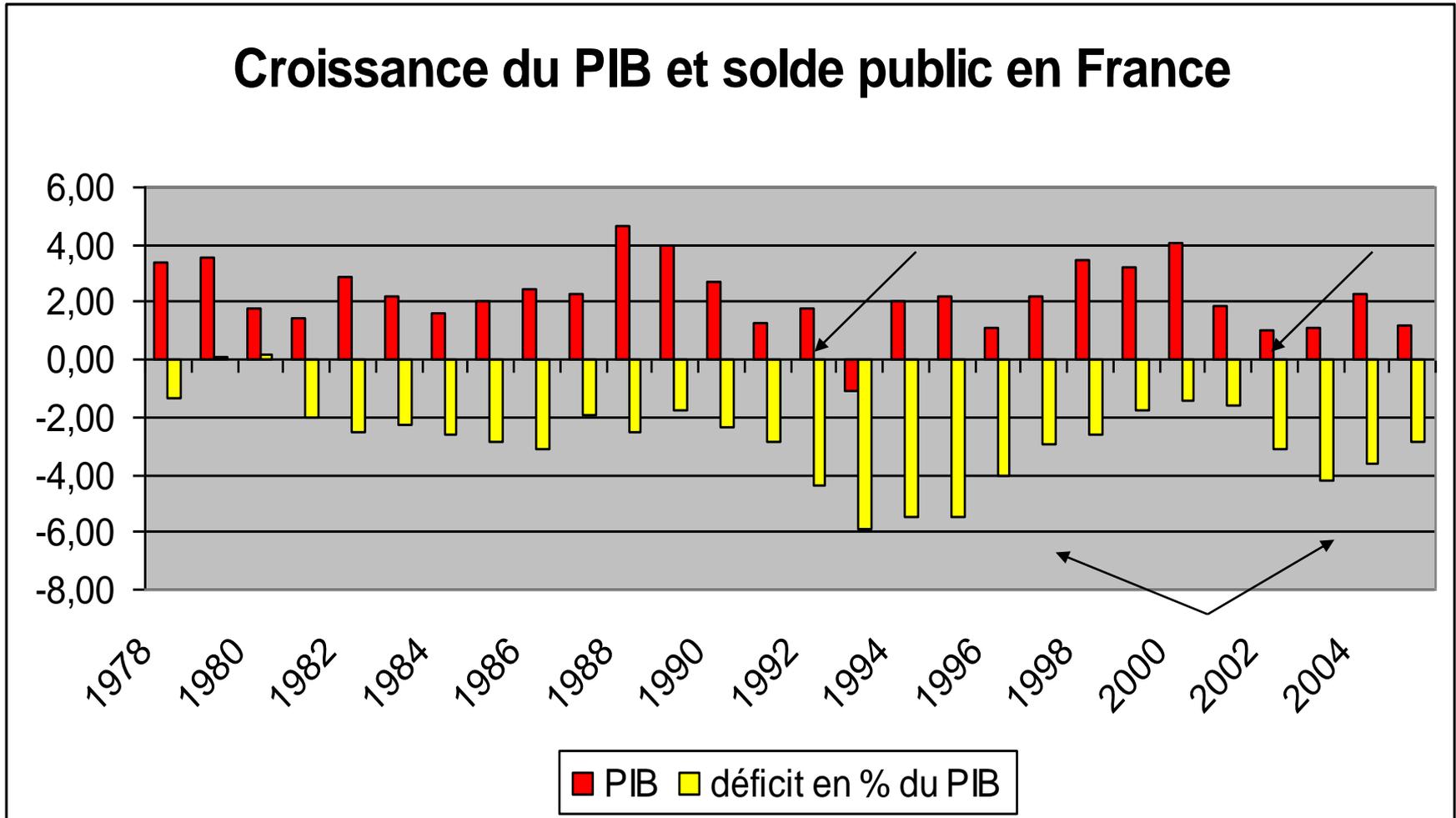
4.4. Le solde du budget des administrations publiques

Comparaisons internationales



4.4. Le solde du budget des administrations publiques

Le lien entre évolutions conjoncturelles et solde budgétaire



4.4. Le solde du budget des administrations publiques

Déficit primaire = Déficit budgétaire – intérêts de la dette

Exemple en 2015 :

Déficit budgétaire = 50 milliards d'€

Intérêts de la dette = 46,2 milliards

Déficit primaire = 3,8 milliards

Intérêts de la dette (2016) = dette (2015) x taux d'intérêt (2016)

4.5. La dette publique

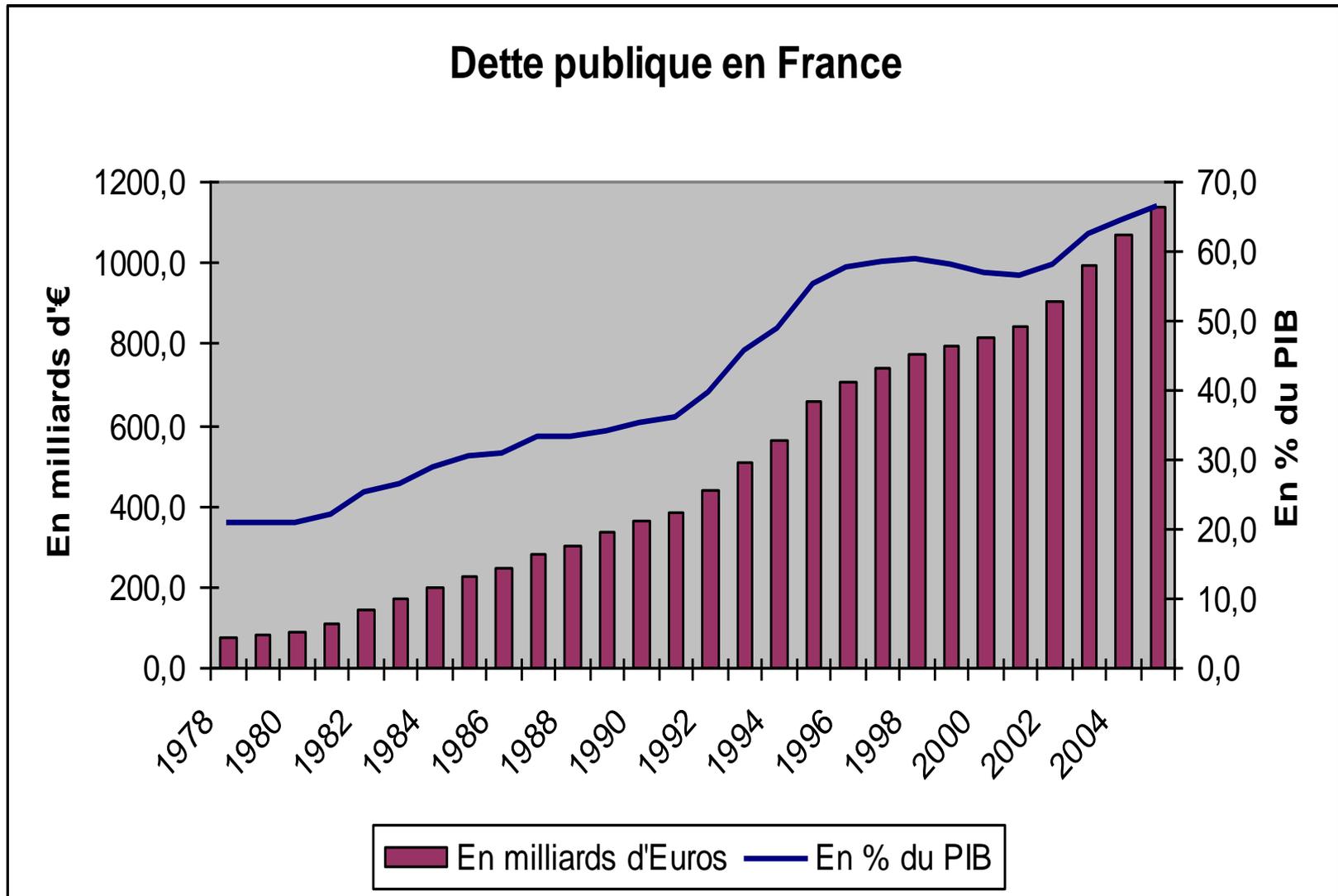
Dette publique = montant cumulé des déficits publics

$$\begin{aligned} \text{Dette (2016)} = & \text{Dette (2015)} \\ & + \text{Déficit primaire (2016)} \\ & + \text{intérêts de la dette (2016)} \end{aligned}$$

Conséquence :

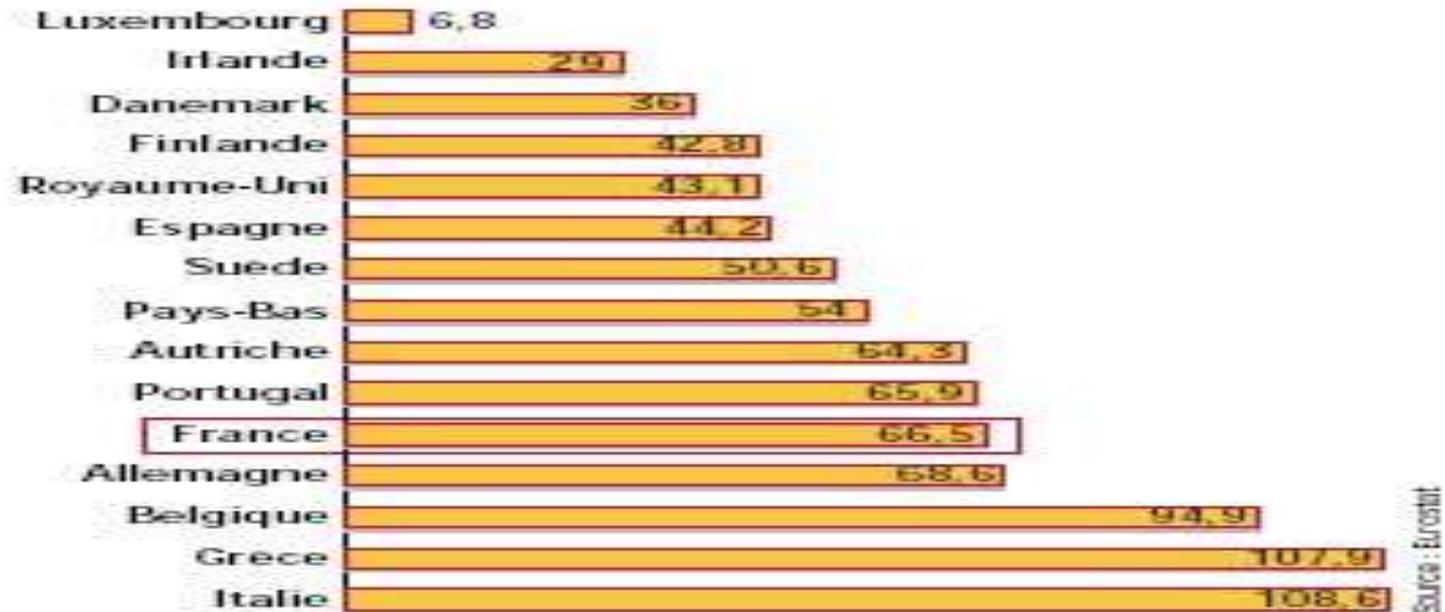
- Si taux d'intérêt augmente, dette augmente
- Si dette diminue, intérêts de la dette diminuent (effet boule de neige)

4.5. La dette publique



4.5. La dette publique : comparaisons internationales

Dette publique brute en 2005, en % du PIB



N.B. : Le chiffre d'Eurostat pour la France est un peu différent des sources nationales.

4.5. La dette publique : résorption

- Croissance économique
- Baisse des taux d'intérêt
- Excédent primaire

Chapitre 3

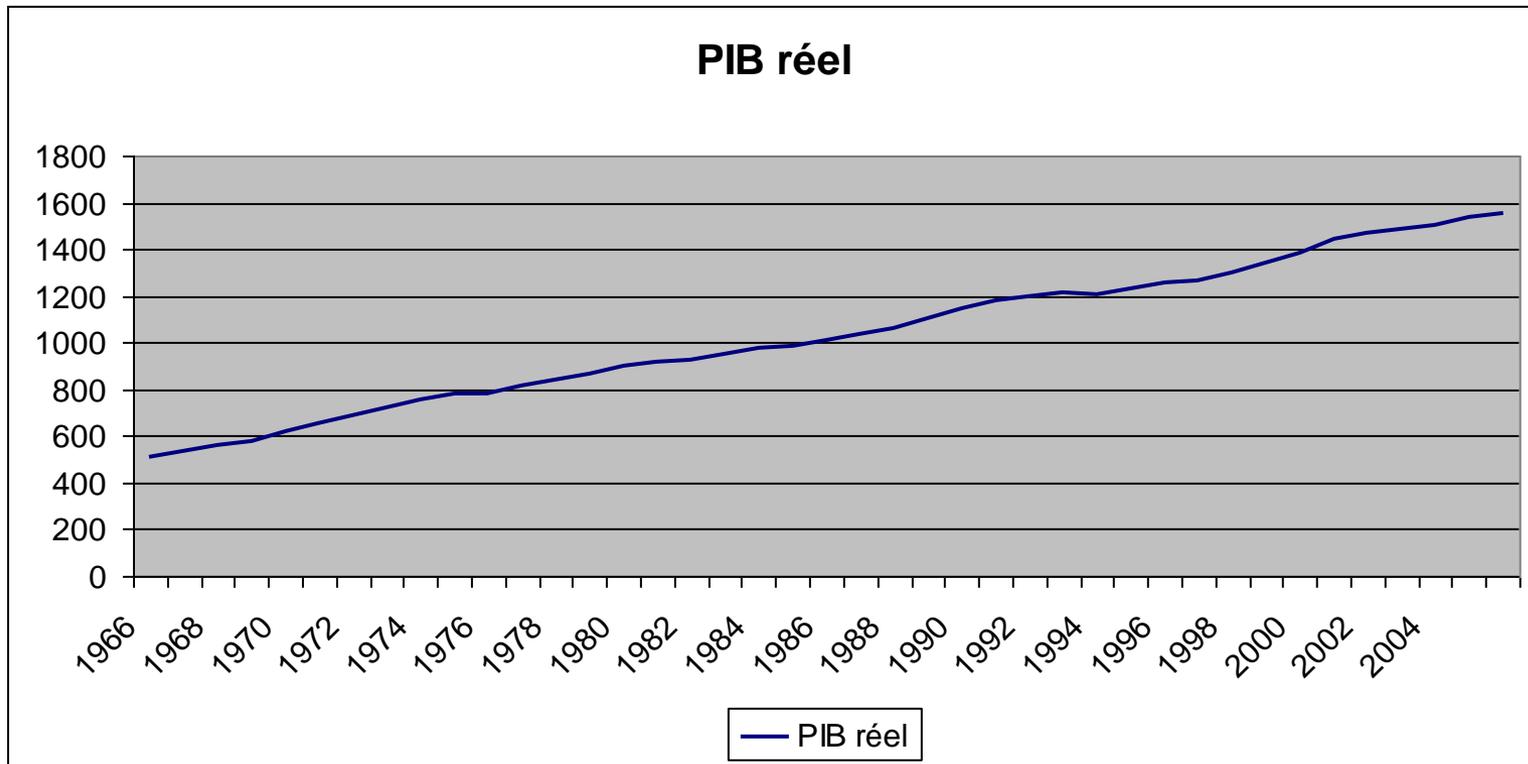
Le revenu national et la politique budgétaire

Plan

- Introduction
- Le revenu national
- Les fluctuations du PIB à court terme
- Les politiques budgétaires
- Autre interprétation de l'équilibre ressources-emplois
- Le problème de l'épargne

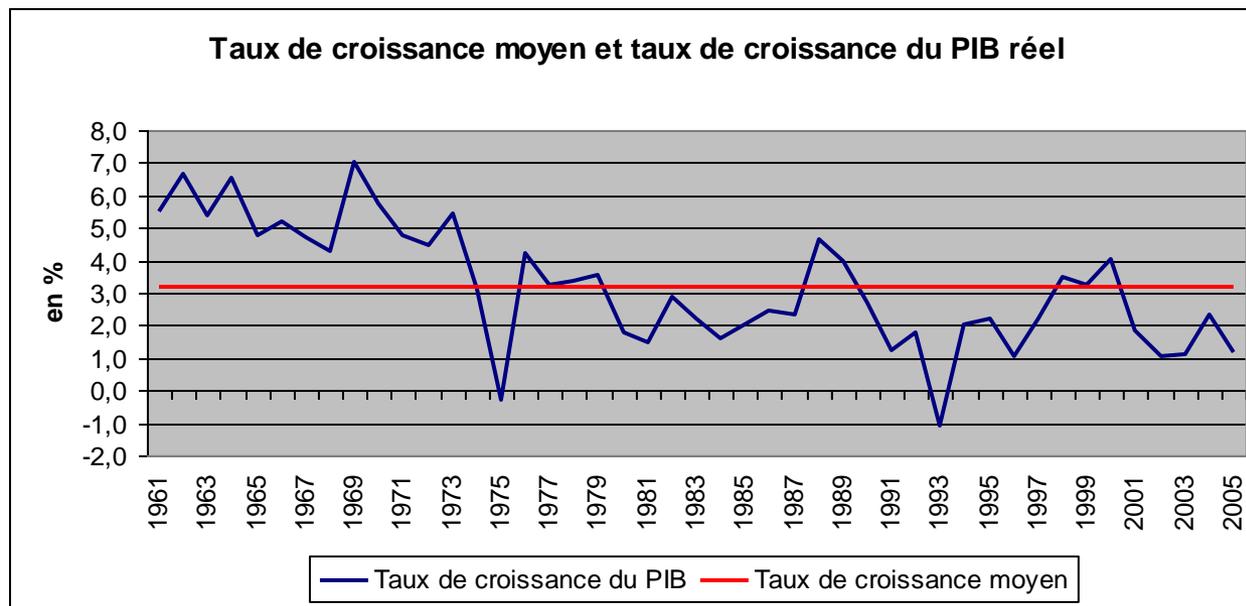
Introduction : La production sur longue période

Entre 1960 et 2005, le taux de croissance du PIB est d'environ 3% par an en moyenne.



Introduction : Évolutions à court terme

Le taux de croissance du PIB effectif s'écarte souvent de sa moyenne.



Introduction : Évolution PIB

L'offre totale de biens et services est représentée par le PIB.

Cette quantité dépend :

- Du nombre de personnes ayant un emploi
- Du nombre d'heures travaillées
- Du stock de capital
- De la productivité

On ne parlera pas pour l'instant du comportement des entreprises.

Introduction : Évolutions à court terme

Pourquoi y-a-t-il des fluctuations à court terme ?

- Chocs externes (exports, imports, choc pétrolier)
- variations de la demande

Introduction : Objectif du chapitre

On se situe à court-terme et on cherche à expliquer les déterminants PIB.

Hypothèses :

- Stock de capital fixé
- Pas de progrès technique
- Il existe des capacités de production inemployées (Hommes et machines)
- On assimile le PIB au PNB
- Le PIB est le revenu distribué *in fine* aux ménages

Introduction : Objectif du chapitre

S'il existe des capacités inutilisées :

⇒ On peut facilement satisfaire une hausse de la demande en embauchant et utilisant les machines plus intensément.

Si les capacités sont toutes utilisées (machines et hommes)

⇒ Une hausse de la demande à court-terme entraîne une hausse des prix.

Introduction : Objectif du chapitre

Analyse de court terme + capacités inutilisées

Deux conséquences :

- Les prix sont fixes
- C'est la demande qui détermine la production

Les entreprises réagissent aux variations de la demande adressée.

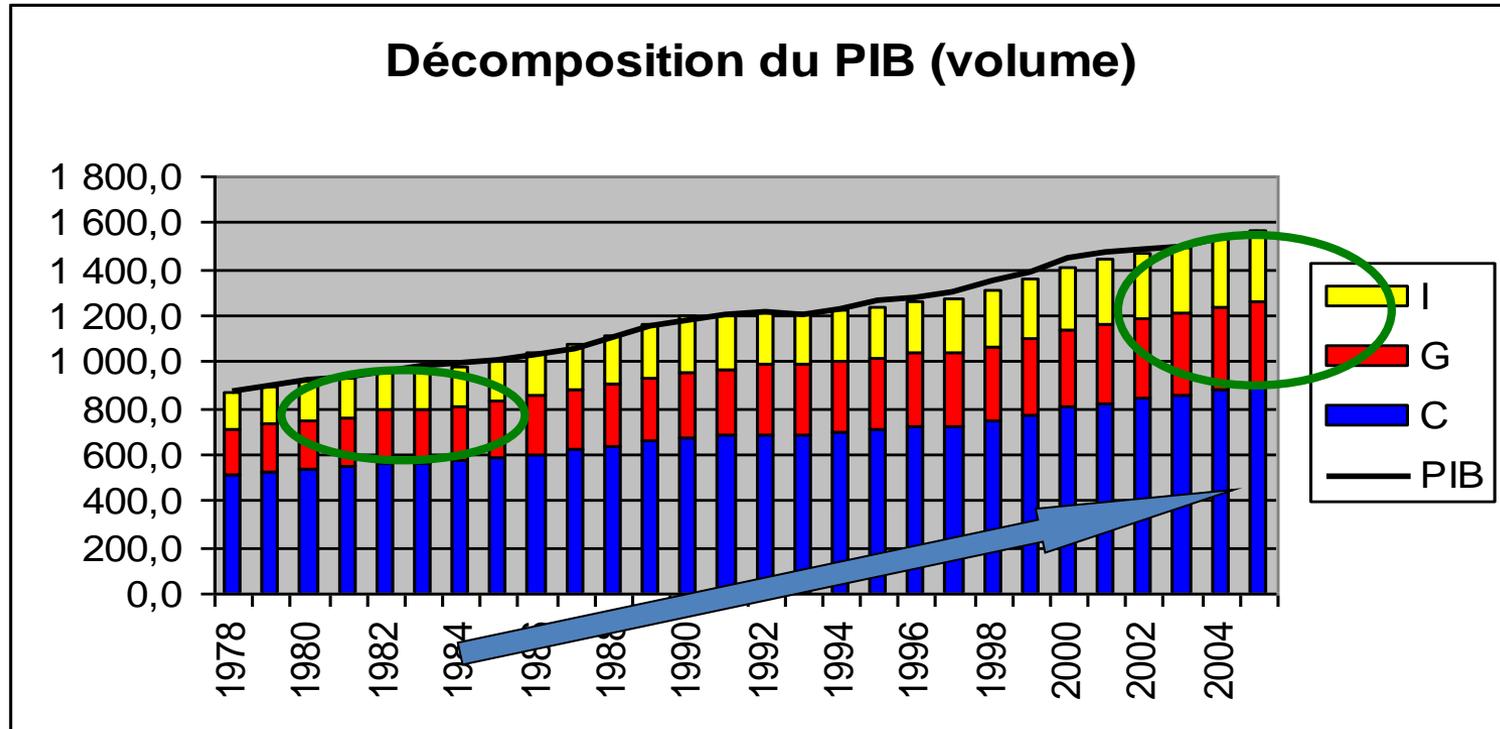
1. Le revenu national

$$\text{Demande globale} = C + I + G + (X-M)$$

Si on connaît les déterminants de la demande globale pour chaque niveau de prix, alors on peut la faire varier

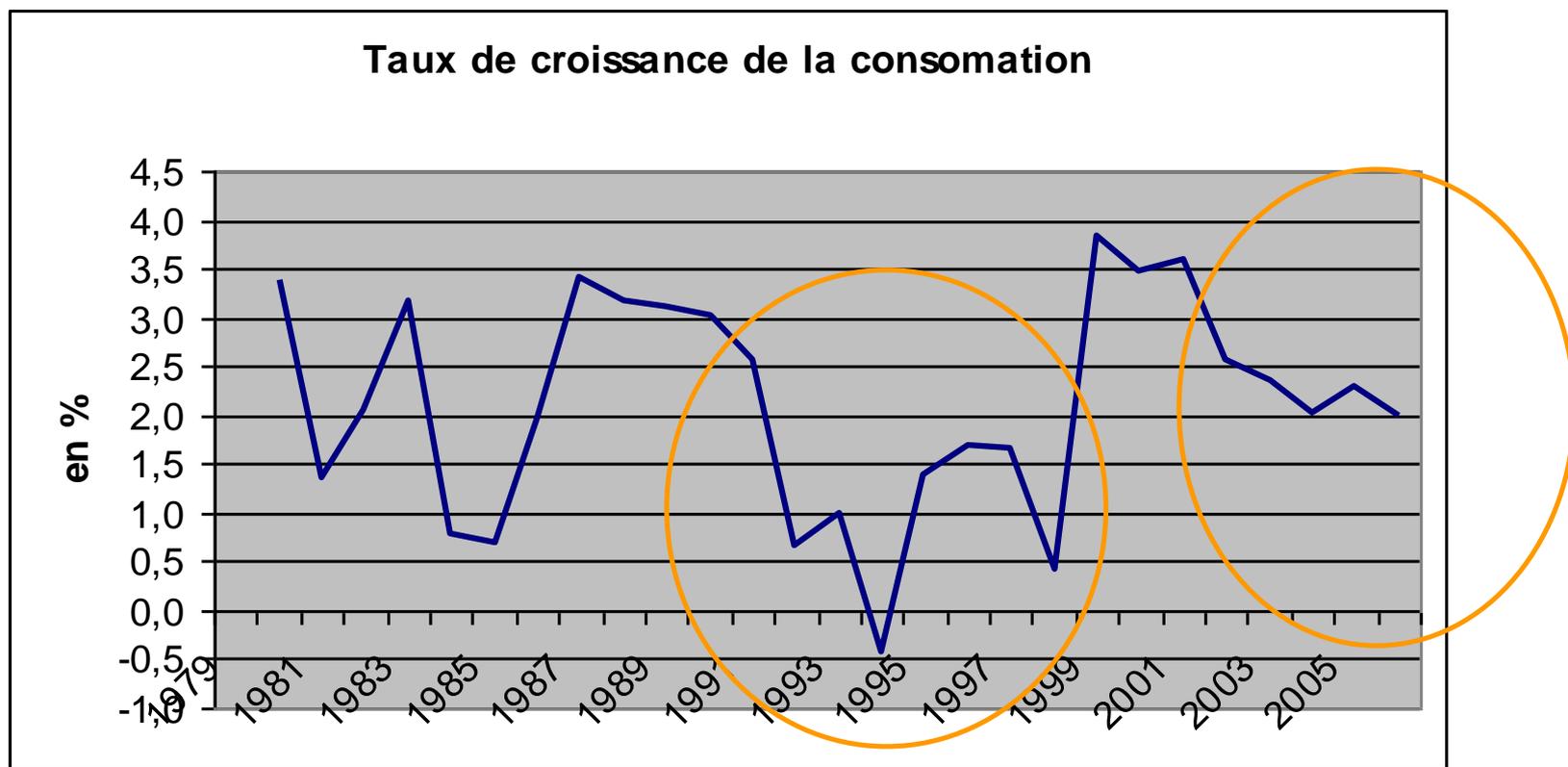
⇒ PIB = DG si DG ↑ alors PIB ↑

1. Le revenu national



1.1. La consommation finale des ménages

La consommation des ménages est la composante la plus importante de la demande globale (60%).



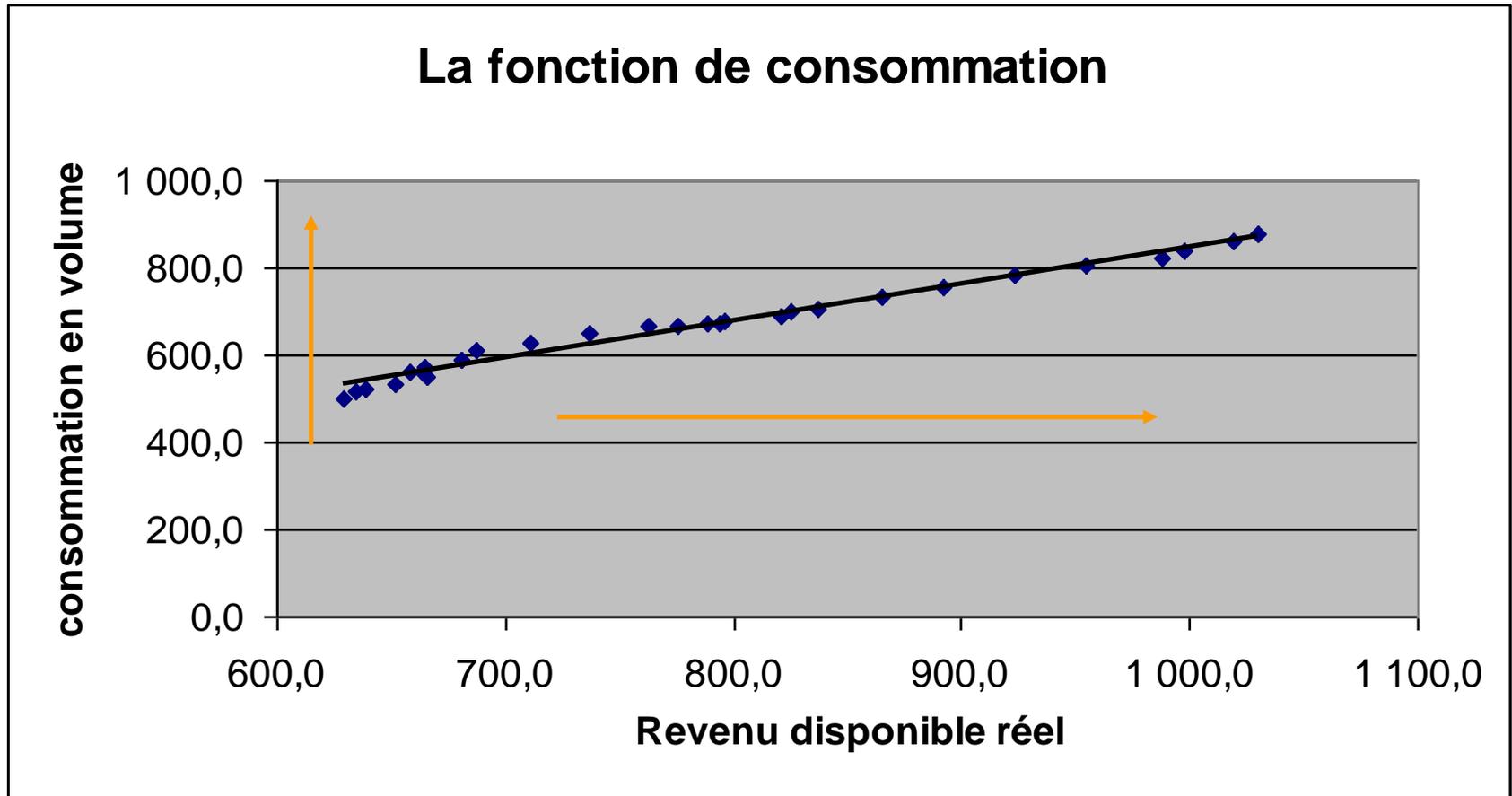
1.1. La consommation

La consommation dépend du revenu disponible :

$$\text{RDB} = \text{Revenu} - \text{impôts} + \text{transferts}$$

$$\text{RDB} = \text{PIB} - \text{impôts} + \text{transferts}$$

1.1. La consommation



1.1. La consommation

En moyenne les ménages consomment 80% de leur revenu disponible. Le reste est épargné.

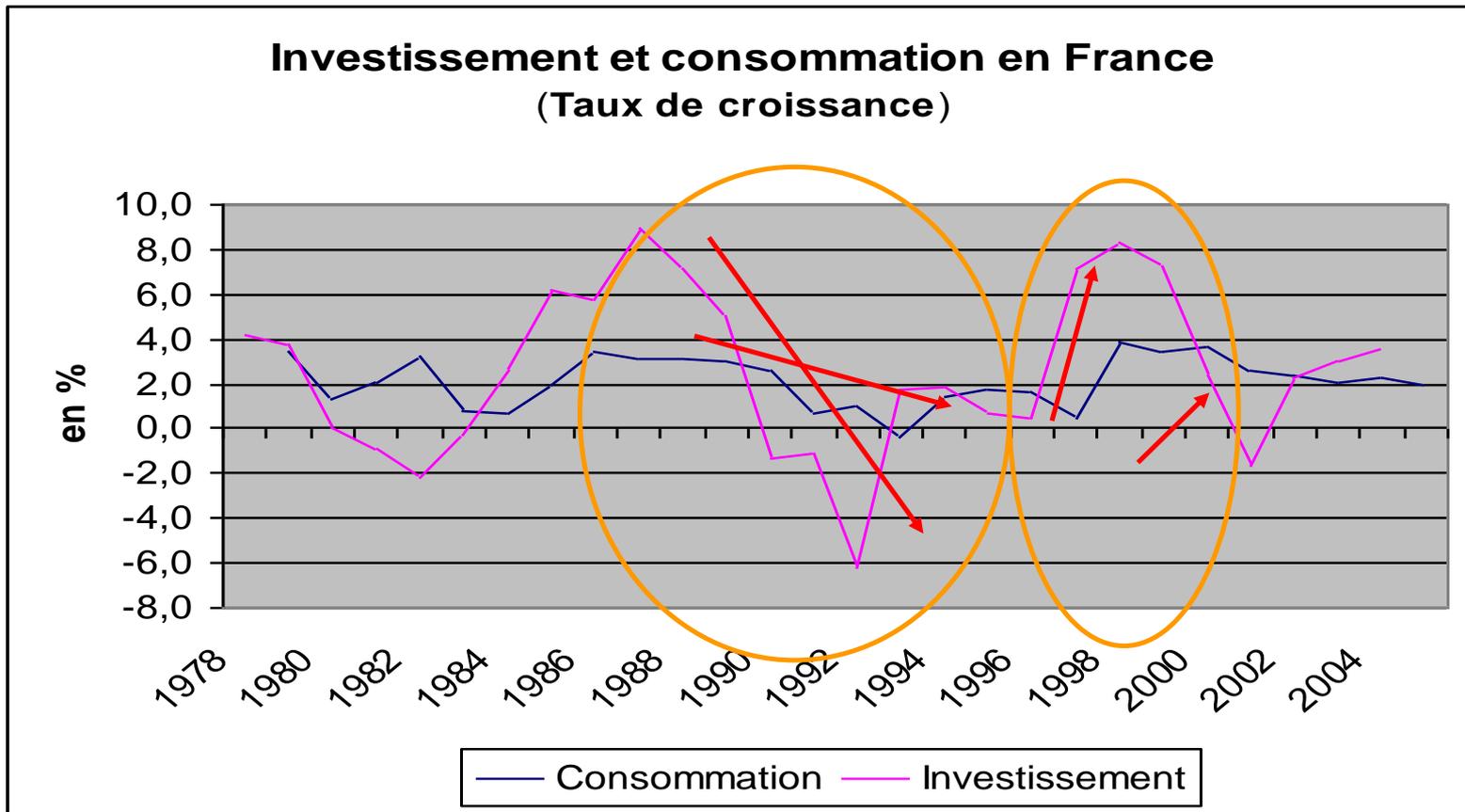
⇒ **Propension moyenne à consommer = 0,8**

⇒ Si RDB augmente de 100€ alors C augmente de 80€ et épargne 20€

Remarque : on associe propension moyenne et propension marginale.

1.2. L'investissement

A peu près 20% du PIB en 2005



1.2. L'investissement

Investissement :

- Matériel
- Financier
- De capacité
- De productivité

Pourquoi les entreprises investissent ?

- Pour se moderniser (ou renouvellement)
- Pour faire face à une demande anticipée supérieure

1.2. L'investissement

L'investissement dépend :

- Des anticipations de demande \Rightarrow du revenu distribué
- Du taux d'intérêt

1.2. L'investissement

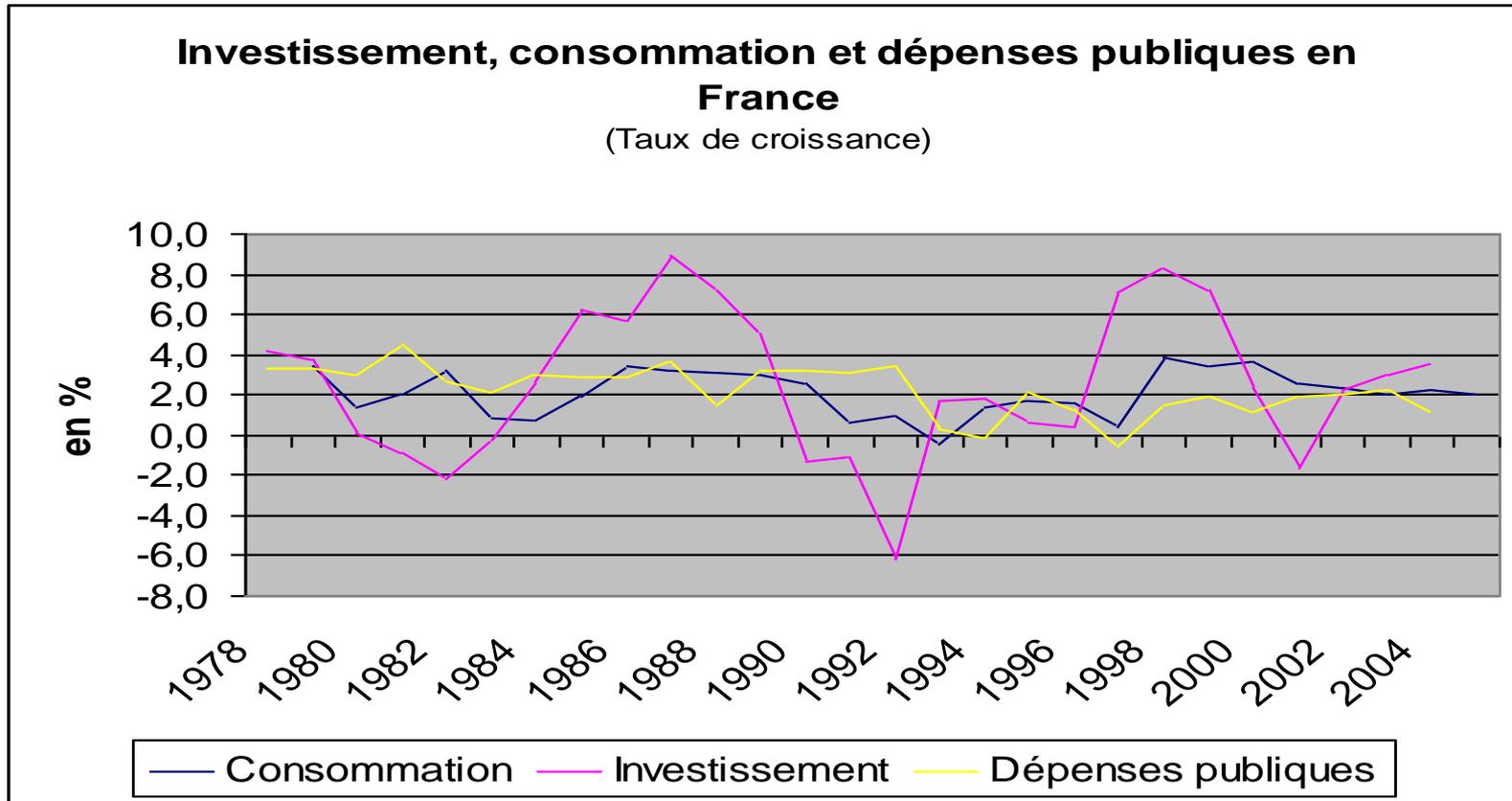
Pour investir, il faut emprunter .

⇒ comparaisons entre le rendement de l'investissement et le coût de l'emprunt.

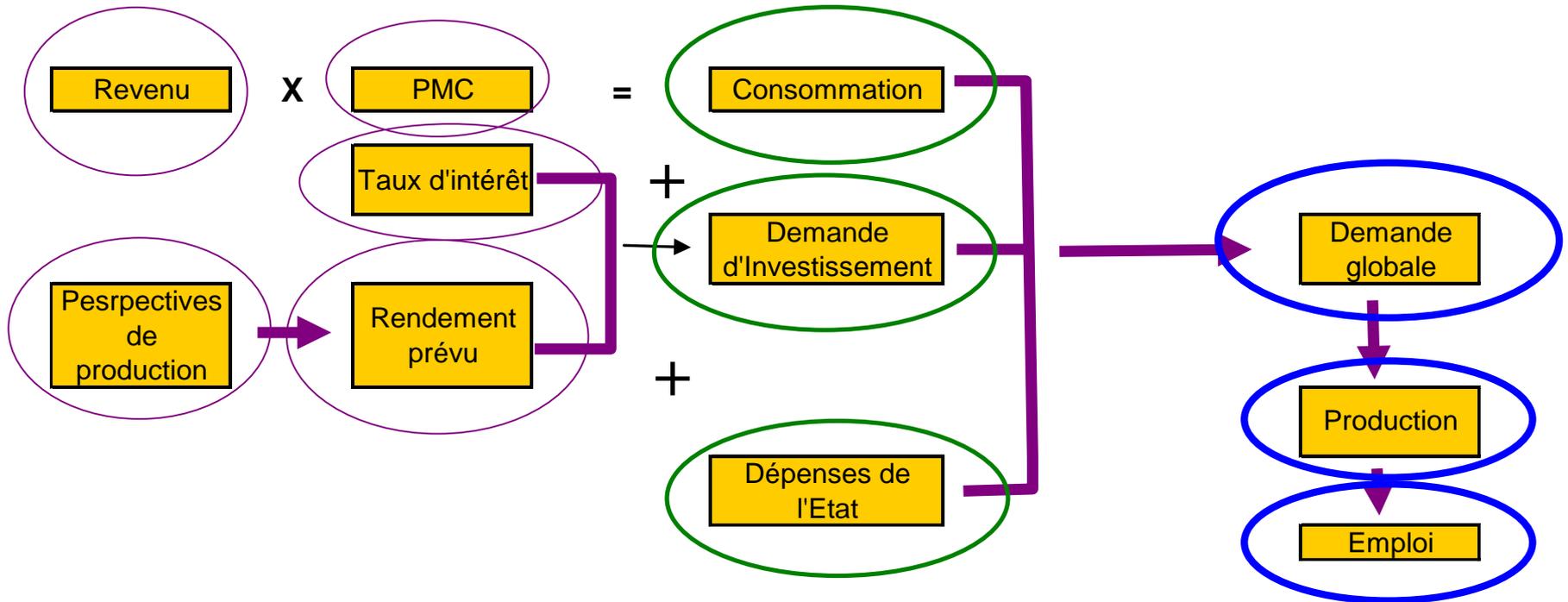
⇒ Plus le taux d'intérêt est élevé, plus il faut que le rendement (r) attendu soit élevé.

1.3. L'État

Interventions par les dépenses publiques ou par les impôts



1.4. Le revenu national en économie fermée



1.5. Le commerce extérieur

Les exportations dépendent de :

- La demande internationale \Rightarrow PIB étranger
- Des prix relatifs nationaux et étrangers

Les importations dépendent de :

- La demande et production nationale \Rightarrow PIB national
- Des prix relatifs nationaux et étrangers

2. Les fluctuations du PIB à court terme

D'après la formation du PIB, fluctuations à court terme si modification de la demande globale.

Baisse de la demande adressée :

Baisse de l'investissement des entreprises

Baisse de la consommation des ménages

Baisse des dépenses publiques ou hausse des impôts

Baisse des exportations si économie ouverte

2. Les fluctuations du PIB à court terme : pourquoi ?

Baisse des dépenses publiques :

- réduction du déficit par exemple

Baisse de la consommation :

- Hausse des impôts
- Manque de confiance dans l'avenir

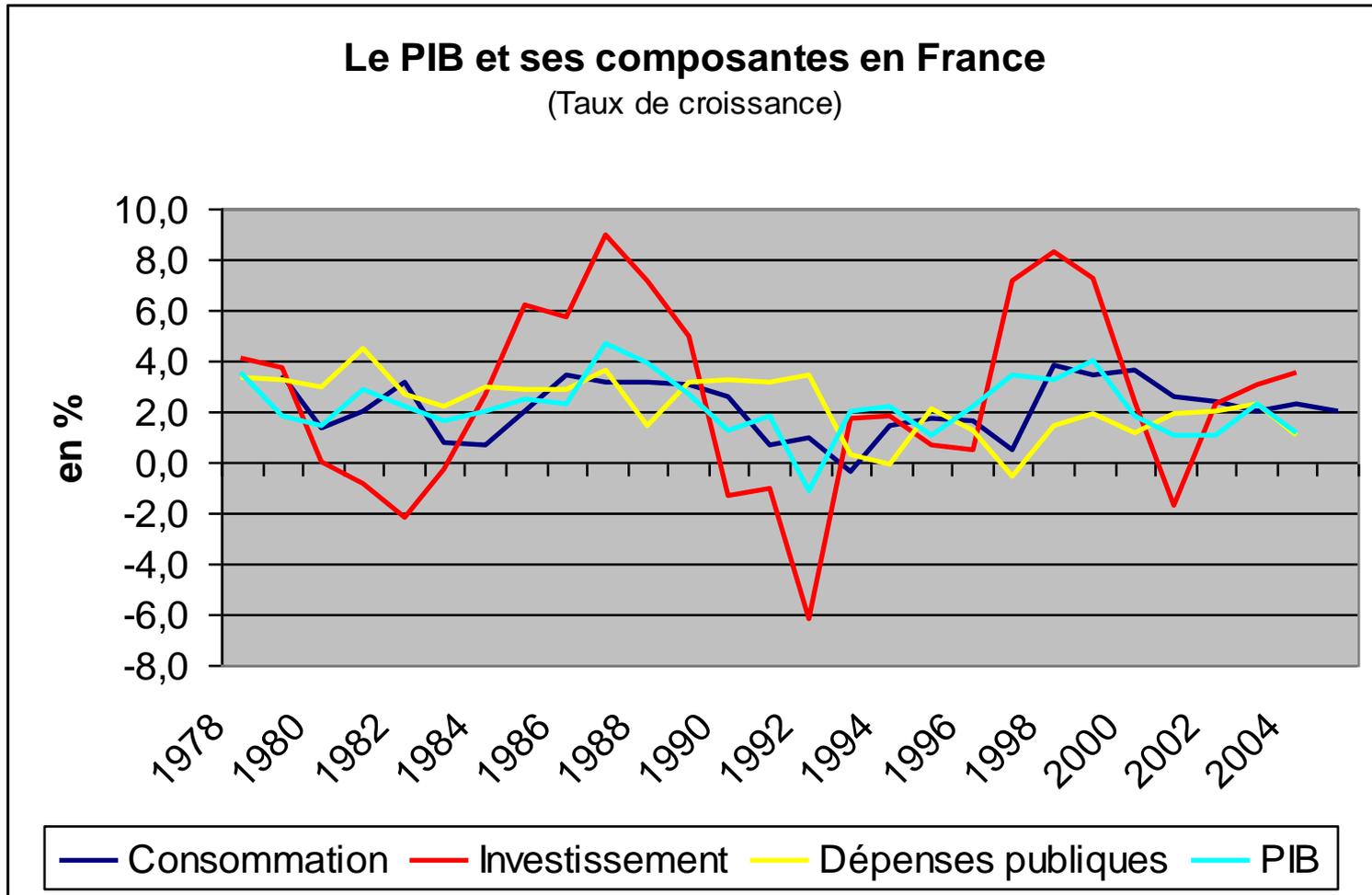
Baisse de l'investissement :

- Hausse du taux d'intérêt
- Entreprises prévoient une baisse de demande

Baisse des exportations :

- Récessions chez les partenaires commerciaux

2. Les fluctuations du PIB à court terme : pourquoi ?



3. Les politiques budgétaires

Permettent de limiter les fluctuations et d'améliorer l'emploi à court-terme.

3.1. Multiplicateur simple

3.2. Multiplicateur avec impôts proportionnels

3.3. Multiplicateur en économie ouverte

3.4. Multiplicateur fiscal

Hypothèses simplificatrices :

pas d'impôts \Rightarrow RDB = PIB

pas de commerce extérieur

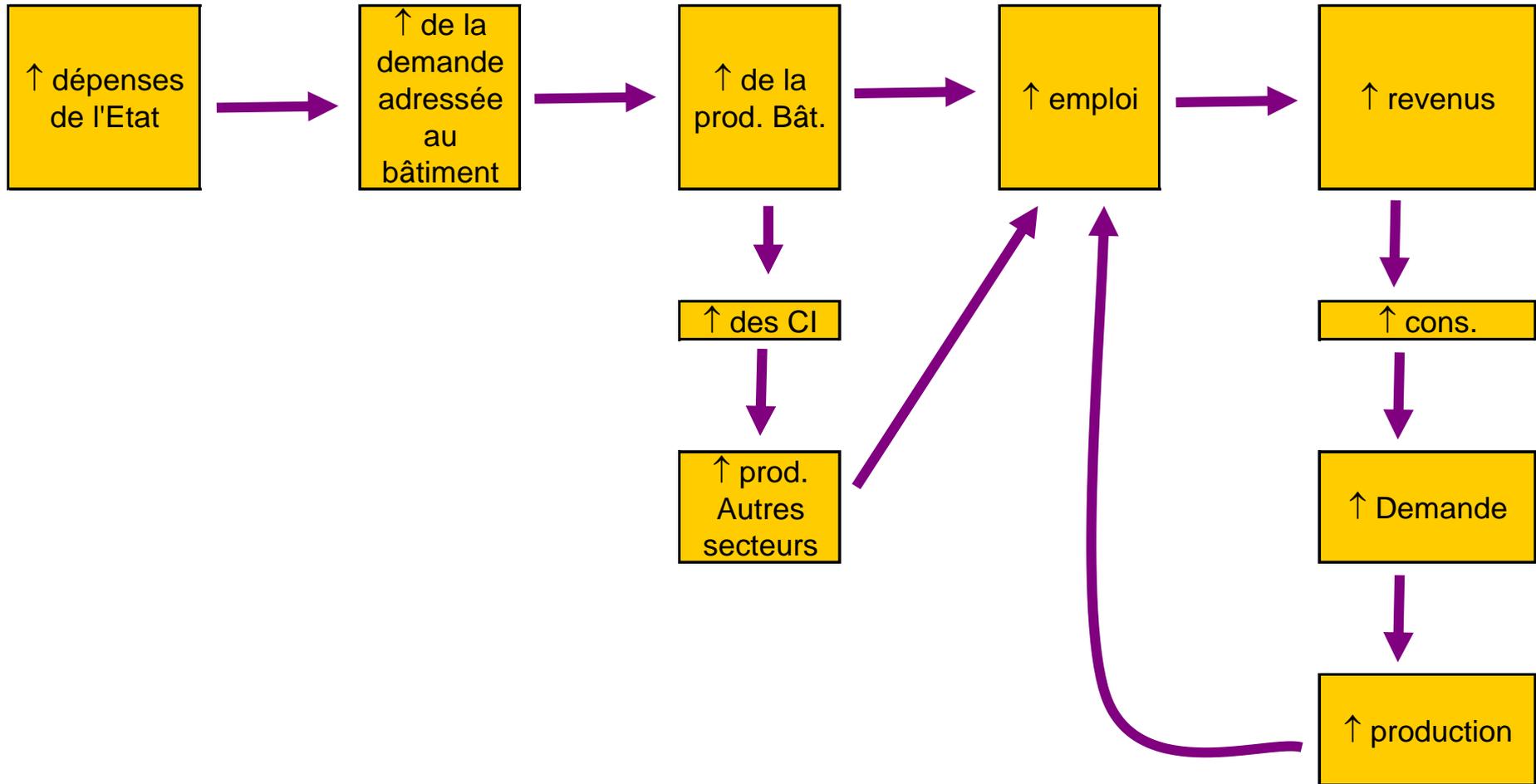
Investissement exogène

3.1. Le multiplicateur simple

Politique budgétaire : augmentation des dépenses publiques (Ex. L'état lance un programme de construction de logement)

- CA donc VA du secteur de la construction augmente
- Les CI de ce secteur augmentent donc la production d'autres secteurs augmente
- Distribution de revenus supplémentaires
- Une partie de ces revenus supplémentaires sont consommés
- Le supplément de consommation accroît la production

3.1. Le multiplicateur simple



3.1. Le multiplicateur simple

Effets d'une hausse des dépenses publiques de 100 €				
	Supplément de G	Supplément de PIB	Supplément de revenus	Supplément de conso ($C = 0,8 \cdot R$)
Départ	100	100	100	80
Etape 1	0	80	80	64
Etape 2	0	64	64	51,2
Etape 3	0	51,2	51,2	41,0
Etape 4	0	41,0	41,0	32,8
Etape 5	0	32,8	32,8	26,2
Etape 6	0	26,2	26,2	21,0
Etape 7	0	21,0	21,0	16,8
Etape 8	0	16,8	16,8	13,4
...
Total		500,0	500,0	400,0

3.2. Multiplicateur avec impôts proportionnels

Question : Que se passe-t-il si il y a des impôts proportionnels ?

Taux d'imposition = 20% $\Rightarrow T = 0.2 \times PIB$

$$RDB = PIB - T = PIB - t \times PIB = (1 - t)PIB$$

$$C = 0.8 \times RDB = 0.8 \times (1 - 0.2) \times PIB = 0.64 \times PIB$$

Propension à consommer le revenu total < propension à consommer le revenu disponible.

\Rightarrow Effet multiplicateur plus petit

3.2. Multiplicateur avec impôts proportionnels

Effet d'une hausse de 100€ des dépenses publiques dans une économie avec impôts							
	Supplément de G	Supplément de PIB	Supplément de revenus distribués	Supplément d'impôts	Supplément de RDB	Supplément de consommation	
				$T=0,2*PIB$	$RDB=PIB - T$	$C = 0,8*RDB$	$C = 0,64*PIB$
Départ	100	100	100	20	80	64	64
Etape 1	0	64	64	12,8	51,2	41,0	41,0
Etape 2	0	41,0	41,0	8,2	32,8	26,2	26,2
Etape 3	0	26,2	26,2	5,2	21,0	16,8	16,8
Etape 4	0	16,8	16,8	3,4	13,4	10,7	10,7
Etape 5	0	10,7	10,7	2,1	8,6	6,9	6,9
Etape 6	0	6,9	6,9	1,4	5,5	4,4	4,4
Etape 7	0	4,4	4,4	0,9	3,5	2,8	2,8
Etape 8	0	2,8	2,8	0,6	2,3	1,8	1,8
...
Total	100	277,8	277,8	55,6	222,2	177,8	177,8

3.3. Multiplicateur en économie ouverte

Question : comment le multiplicateur est-il modifié en économie ouverte ?

Toute augmentation de la production et donc de la consommation entraîne une hausse des importations.

- ⇒ Une partie du revenu supplémentaire part à l'étranger
- ⇒ La consommation n'augmente pas autant
- ⇒ L'effet multiplicateur est plus faible

Dépend de la part des M dans le PIB.

3.3. Exemple : la politique de relance en France en 1981

Programme de relance pour réduire le chômage :

Hausse des retraites et des allocations de Sécurité Sociales

⇒ hausse du revenu des ménages

Effets de la politique de relance de 1981 en France			
	1980	1981	1982
Taux de croissance du PIB	1,6	1,2	2,5
Solde budgétaire*	0	-1,9	-2,8
Solde de la balance commerciale*	-0,6	-0,8	-2,2

* en % du PIB

3.4. Multiplicateur fiscal

Quels sont les effets d'une baisse des impôts?



Effet d'une baisse des impôts de 100€ <i>(impôts forfaitaires)</i>				
	Baisse de T	Supplément de RDB	Supplément de consommation ($C = 0,8 \cdot RDB$)	Supplément de PIB
Départ	100	100	80	80
Etape 1	0	80	64	64
Etape 2	0	64	51,2	51,2
Etape 3	0	51,2	41,0	41,0
Etape 4	0	41,0	32,8	32,8
Etape 5	0	32,8	26,2	26,2
Etape 6	0	26,2	21,0	21,0
Etape 7	0	21,0	16,8	16,8
Etape 8	0	16,8	13,4	13,4
...	...			
Total	100	500,0	400,0	400,0

3.5. Difficultés de la politique budgétaire

- Les délais
 - de prise de décision
 - de transmissions
- Surchauffe
- Le déficit budgétaire induit
- Le déficit commercial

4. Autre interprétation de l'équilibre sur le marché des biens

Production = dépense

$$Y = C + I + G$$

Production = revenu

Comment est-il utilisé par les ménages ?

$$Y = C + T + S$$

$$\Rightarrow C + T + S = C + I + G$$

$$\Rightarrow S = I + (G - T)$$

\Rightarrow L'épargne des ménages finance l'investissement et le solde budgétaire.

5. Le problème de l'épargne

Propension à consommer (p_c) = 0.8

⇒ propension à épargner (p_e) = 0.2

Plus la PME est élevée, plus la PMC est faible.

⇒ L'épargne réduit la consommation ⇒ fuite

Limites :

A long-terme l'épargne favorise l'investissement

⇒ Accroissement du PIB potentiel

Modèle keynésien = modèle de court terme.

Chapitre 4

Monnaie, financement de l'économie
et politique monétaire

Plan

- Qu'est-ce que la monnaie ?
- Le financement de l'économie
- La création monétaire
 - *Avec réserves intégrales*
 - *Avec réserves fractionnaire*
 - *Les limites à la création monétaire*
- La politique monétaire
- Interactions entre politique monétaire et politique budgétaire

Qu'est-ce que la monnaie ?

- La définition
- Les fonctions
- Les formes
- Les instruments financiers
- La masse monétaire

1.1. Définition

Deux définitions sont communément admises :

1. La monnaie est défini comme l'ensemble des moyens de paiements dont disposent les agents économiques pour régler leurs transactions.
2. La monnaie est défini comme un bien d'échange accepté par une communauté de paiement.

1.2. Les fonctions de la monnaie

La monnaie remplit 3 grandes fonctions :

1. Intermédiaire des échanges :

Troc souvent impossible.

2. Unité de compte :

Permet de chiffrer directement la valeur d'un bien sans faire référence aux autres biens.

3. Réserve de valeur :

Permet de transférer du pouvoir d'achat dans le temps.

1.3. Les formes de la monnaie

1. Les problèmes liés au troc
2. La monnaie marchandise
3. La monnaie métallique
4. La monnaie fiduciaire
5. La monnaie scripturale

1.3.1. Les problèmes liés au troc

Le troc a 2 grands inconvénients :

- La double coïncidence des besoins
- Le stockage des marchandises en attente d'échange

1.3.2. La monnaie marchandise

Pour résoudre ces problèmes, les sociétés antiques ont utilisé différents biens comme monnaie.

Un bien particulier est donné en échange d'un autre bien

Exemples de monnaie marchandises : morceaux de Fer, pièces de tissus, coquillages, selle, peau, ...

Difficulté : Ce bien doit être accepté par tous.

1.3.3. La monnaie métallique

Progressivement la monnaie marchandise a été remplacée par l'or, le bronze, l'argent...

Avantages :

- Peu encombrants
- Durables
- De qualité homogène
- Divisible sans perte de valeur

1.3.4. La monnaie papier ou monnaie fiduciaire

Monnaie métallique devient insuffisante donc création du papier monnaie au 17^{ème} siècle.

Difficultés : Garantie de sa valeur :

- D'abord convertible en or
- Ensuite cours forcé (valeur fixée sans possibilité de le convertir en or)
- Et pouvoir libératoire illimité (billet doit être accepté par tous)

⇒ Repose sur la confiance (*fiducia = confiance*)

1.3.5. La monnaie scripturale

Lien entre valeur du support et valeur nominale disparaît totalement au 19^{ème} siècle avec la monnaie scripturale (jeux d'écritures sur les livres de compte).

Exemples de monnaie scripturale :

Chèques, virement, avis de prélèvement, cartes de crédit, ...

1.3.5. La monnaie scripturale

Avantages :

- Rapidité des transactions
- Sécurité
- Pas de problème d'appoint
- Moyen de preuve

Difficultés :

L'utilisation de cette monnaie repose sur la confiance dans le système bancaire.

1.4. Les instruments financiers

Classés par ordre de liquidité décroissante.

La liquidité est la faculté qu'a un actif financier d'être rapidement transformé en un moyen de paiement immédiatement utilisable pour effectuer une transaction.

La liquidité dépend de l'échéance et de la possibilité de négocier l'instrument avant échéance.

1.4. Les instruments financiers

Les plus liquides :

- Monnaie divisionnaire (pièces)
- Monnaie fiduciaire (billets)
- Dépôts à vue (monnaie scripturale)

Un peu moins liquides :

- Livrets de caisse d'épargne
- CODEVI

Les moins liquides :

- Comptes à terme
- Titres à long terme négociables

1.4. Les instruments financiers

Deux titres à long terme *négociables* particuliers :
les *actions* et les *obligations*.

Négociable : pouvant être vendu avant échéance

Action : titre de propriété d'une entreprise, rémunéré par un dividende

Obligation : titre de créance rémunéré par un taux d'intérêt

1.5. La masse monétaire

On cherche à quantifier la monnaie en circulation. On mesure la quantité de monnaie à l'aide d'agrégats.

Ces agrégats sont classés par ordre de liquidité décroissante.

- **M1** : actifs très liquides (pièces, billets et dépôts à vue)
- **M2** : M1 + comptes rémunérés
- **M3** : M2 + comptes à terme
- **M4** : M3 + titres de long terme

1.5. La masse monétaire

Principaux indicateurs monétaires en France et dans la zone euro en 2005
encours bruts en fin de période en milliards d'euros

	France	Zone euro
Billets et pièces	///	514,8
+ Dépôts à vue	446,8	2 902,5
= M1		3 417,3
+ Dépôts avec préavis à 3 mois	391,4	1 540,8
+ Dépôts à terme à 2 ans	53,1	1 109,1
= M2		6 067,2
+ Instruments négociables	395,6	990,1
<i>dont titres d'OPCVM monétaires</i>	291,6	626,6
<i>dont titres de créance à 2 ans</i>	67,4	131,1
= M3		7 057,3

Section 2 : le financement de l'économie

1. Qu'est-ce que le financement de l'économie ?
2. Les capacités et les besoins de financement
3. Le financement indirect
4. Le financement direct
5. Exemple : le financement d'un investissement

2.1. Qu'est-ce que le financement de l'économie ?

Permet aux agents de trouver un financement pour leurs besoins.

Comment financer l'achat d'un logement ?

Comment obtenir les moyens de construire une nouvelle chaîne de production ?

Sans possibilité de financement, l'économie ne peut pas fonctionner efficacement puisque tout le monde n'a pas les ressources nécessaires.

2.2. Les besoins et les capacités de financement

Les besoins de financement se définissent comme une insuffisance d'épargne.

Le montant du besoin de financement d'un agent correspond à la somme qu'il doit se procurer auprès d'autres agents.

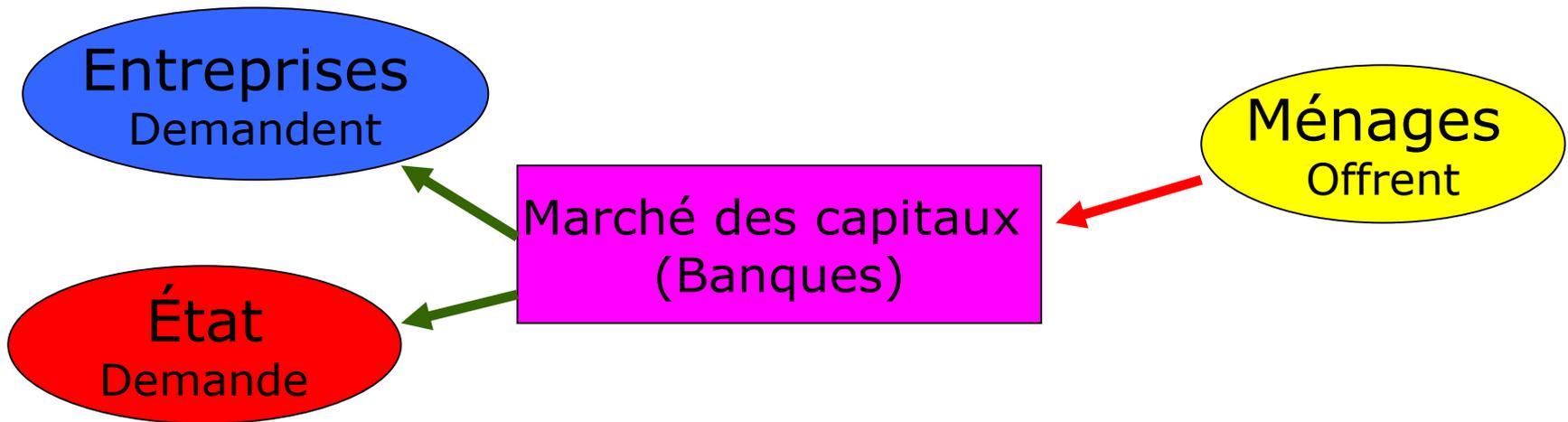
Les capacités de financement se définissent comme une épargne excédentaire qui peut être prêtée.

2.2. Les besoins et les capacités de financement

Les besoins de financement		
Entreprises	Ménages	État
Besoins liés au cycle d'exploitation (décalages entre recettes et dépenses)	Besoins liés à la consommation	Financement des infrastructures
Besoins liés à l'investissement	Besoins liés à l'investissement	Financement du déficit budgétaire

2.3. Le financement indirect

Intermédiation bancaire



Si Offres de prêts > Demandes d'emprunts \Rightarrow taux d'intérêt diminue

Si Offres de prêts < Demandes d'emprunts \Rightarrow taux d'intérêt augmente

2.4. Le financement direct

Les demandes de financement ne passent plus par le système bancaire :

Les agents (entreprises et État) se financent directement auprès d'autres agents par l'intermédiaire du marché financier.

Émissions d'actions ou d'obligations que d'autres agents, qui ont des capacités de financement achètent.

2.4. Le financement direct : organisation

Le marché primaire :

Marché sur lequel sont mis en vente les nouveaux titres.
Permet le financement de l'économie.

Les entreprises émettent des actions ou des obligations pour financer leurs investissements.

L'État émet des obligations pour se financer.

Les banques et les sociétés de bourse jouent un rôle de courtage entre emprunteurs et prêteurs.

2.4. Le financement direct : organisation

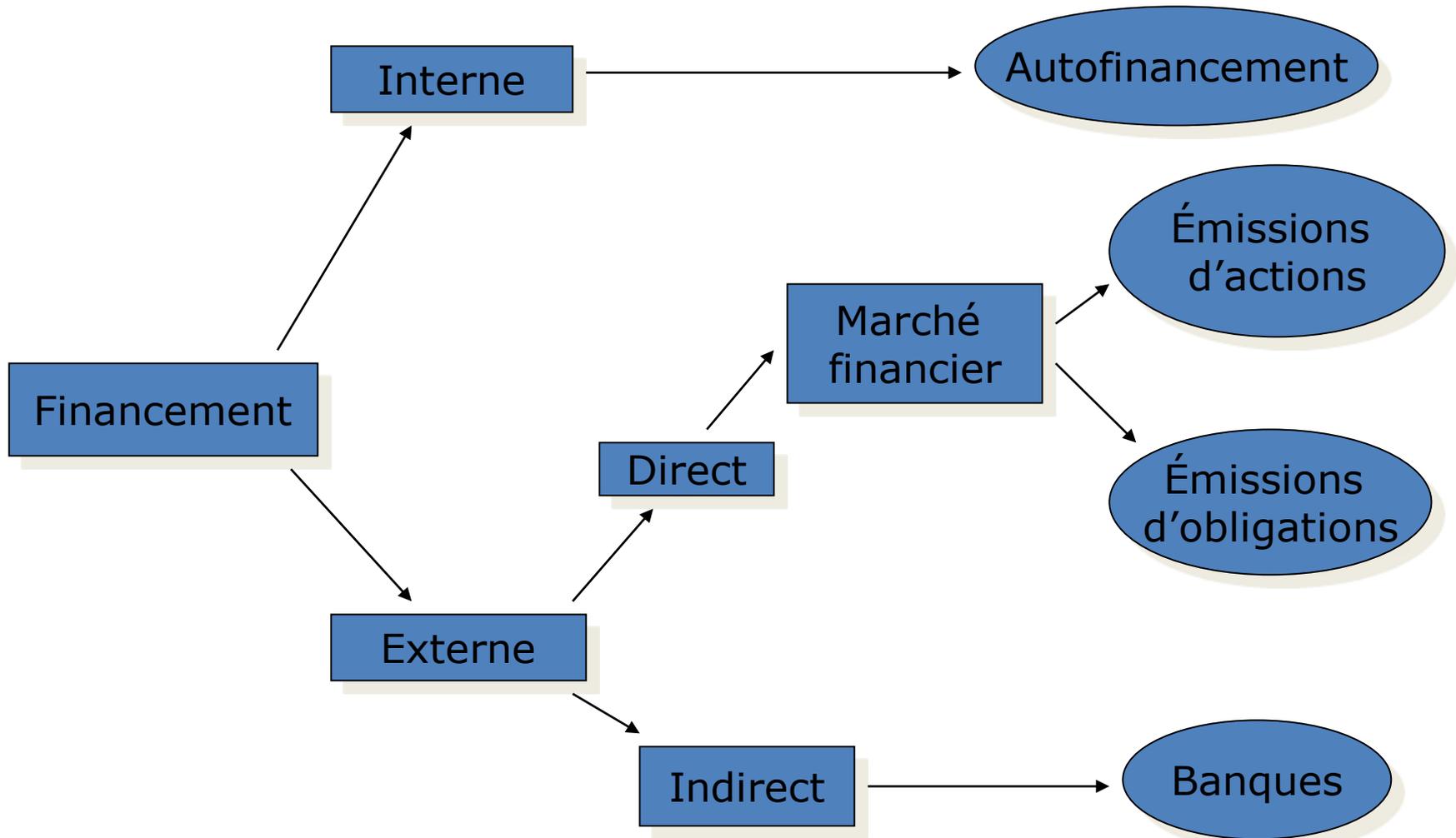
Le marché secondaire (ou bourses de valeurs) : lieu d'échanges des titres déjà émis.

Prix des actions et obligations dépend de l'offre et de la demande :

Si $O < D \Rightarrow$ prix augmente

Si $O > D \Rightarrow$ prix diminue

2.5. Exemple : Le financement d'un investissement



2.5. Exemple : Le financement d'un investissement

Financement interne	
Avantages	Inconvénients
<p>L'entreprise ne dépend que d'elle même</p> <p>Elle ne subit pas la pression des actionnaires</p>	<p>Il faut disposer des ressources nécessaires</p> <p>Risque d'être à cours de liquidités</p> <p>L'argent utilisé ne rapporte plus</p>

2.5. Exemple : Le financement d'un investissement

Financement Indirect	
Avantages	Inconvénients
Ne dépend pas de la conjoncture boursière Effet levier possible	Il faut rembourser le capital emprunté et les intérêts Droit de regard des banques

2.5. Exemple : Le financement d'un investissement

Financement direct : Actions	
Avantages	Inconvénients
<p>Pas d'intérêts à payer</p> <p>Pas de remboursements à prévoir</p>	<p>Le pouvoir de l'entreprise peut changer de main</p> <p>Dépend de la conjoncture boursière</p> <p>Il faut que les actionnaires potentiels soient intéressés par ces actions</p>

2.5. Exemple : Le financement d'un investissement

Financement direct : Obligations	
Avantages	Inconvénients
Plus d'autonomie qu'avec des actionnaires	Charges à payer (intérêts) Il faut rembourser le capital emprunté

3. La création monétaire

1. Qui crée de la monnaie ?
2. Le processus de création monétaire
 1. Avec réserves intégrales
 2. Avec réserves fractionnaires
3. Les contreparties de la création monétaire
4. Les limites à la création monétaire

3.1. Qui crée de la monnaie ?

- Les Banques Centrales

Émission de billets et de pièces

- Le Trésor public (banque de l'État)

Crédits à l'État

- Les banques commerciales ou banques de second rang

Octroi des crédits

3.2. Le processus de création monétaire

Par hypothèse la quantité de monnaie en circulation est représentée par **M1**, c-à-d le montant total de pièces, de billets et de dépôts à vue.

Pour augmenter la quantité de monnaie, on peut fabriquer plus de pièces et de billets.

Mais l'octroi de prêts par les banques commerciales accroît aussi la quantité de monnaie car elle augmente le montant des dépôts à vue.

3.2.1. Le processus de création monétaire avec réserves intégrales

Réserves obligatoires = montant de l'argent déposé à la Banque Centrale et que les banques ne peuvent pas prêter.

Réserves intégrales = coefficient de réserve de 100%

Il y a 1000€ de monnaie dans l'économie. Ils sont déposés dans une banque qui ne peut pas les prêter.

Bilan de la banque			
Actif		Passif	
Réserves	1000	Dépôts	1000

3.2.2. Le processus de création monétaire avec réserves fractionnaires

Si le coefficient de réserves est inférieur à 100%, les banques peuvent prêter une partie des dépôts.

Ces crédits vont être déposés sur un compte bancaire

Or les dépôts à vue sont de la monnaie

⇒ si les dépôts augmentent, alors la masse monétaire augmente

3.2.2. Le processus de création monétaire avec réserves fractionnaires

Exemple :

- Quantité initiale de monnaie en circulation = 1000 €
- Coefficient de réserve = 10%

Bilan de la banque			
Actif		Passif	
Réserves	100 €	Dépôts	1000€
Prêt potentiel	900€		

3.2.2. Le processus de création monétaire avec réserves fractionnaires

- Étape 1 : Monsieur A emprunte 900 € pour acheter un logement à monsieur B qui dépose ces 900 € à la banque.
- Étape 2 : Monsieur C emprunte 810 € pour acheter une voiture à monsieur D qui les dépose à la banque
- Étape 3 : Monsieur E emprunte 719 € pour acheter un ordinateur à l'entreprise F qui les dépose à la banque.

3.2.2. Le processus de création monétaire avec réserves fractionnaires

Bilan de la banque				
	Actif		Passif	
Départ	Réserves	100	Dépôt	1000
	Prêt potentiel	900		
Étape 1	Prêt à A	900	Dépôt de B	900
	Réserves	90		
	Prêt potentiel	810		
Étape 2	Prêt à C	810	Dépôt de D	810
	Réserves	81		
	Prêt potentiel	719		
Étape 3	Prêt à E	719	Dépôts de F	719
	Réserves	71,9		
	Prêt potentiel	647,1		
...
Final	Réserves	1000	Dépôts	10 000

3.2.2. Le processus de création monétaire avec réserves fractionnaires

Avec une masse monétaire de 1000 € au départ et un coefficient de réserves de 10%, la création monétaire est au maximum de 9000 €.

⇒ Les prêts créent de la monnaie

⇒ Les remboursements de prêts détruisent de la monnaie

Si les nouveaux prêts consentis sont supérieurs aux remboursements des anciens prêts alors la masse monétaire augmente.

3.3. Les contreparties de la création monétaire

Quelles sont les décisions économiques qui créent de la monnaie?

➤ Les créances sur l'économie

Les prêts accordés par les banques aux agents économiques accroissent la masse monétaire.

Si les nouveaux prêts consentis sont supérieurs aux remboursements des anciens prêts alors la masse monétaire augmente.

➤ Les créances sur le Trésor

Les autorisations de découvert de l'État.

➤ Les créances sur l'extérieur

Si la balance commerciale est excédentaire, la quantité de monnaie en circulation s'accroît.

3.3. Les limites à la création monétaire

- Les besoins en liquidité des agents non financiers (si pas de demandes d'emprunts alors pas de prêts accordés).
- Les besoins des agents en billets.

Les banques doivent conserver sur leur compte à la Banque Centrale de quoi pouvoir fournir les demandes en billet. Cela limite le montant des prêts potentiels.

- L'action de la Banque centrale par la politique monétaire.

4. La politique monétaire

La politique monétaire consiste à fournir les liquidités nécessaires au bon fonctionnement de l'économie tout en veillant à la stabilité de la monnaie (l'inflation)

- Qui décide de la politique monétaire ?
- Les instruments de la politique monétaire
- Les canaux de transmissions de la politique monétaire

4.1. Qui contrôle la politique monétaire ?

BCE et SBCE

SBCE = BCE + Ensemble des BCN

La BCE créée le 1^{er} juin 1998, siège à Francfort.

Le conseil des gouverneurs définit la politique monétaire.

La politique monétaire consiste à contrôler l'offre de monnaie.

Objectif : contrôle de l'inflation dans la zone Euro. Celle-ci doit être inférieure à 2%.

4.1. Qui contrôle la politique monétaire ?

La Banque Centrale

Fonctions

- Création des billets et gestion des moyens de paiements
- Gestion des systèmes de paiement
- Gestion de la liquidité bancaire et émission de monnaie centrale

4.2. Les instruments de la politique monétaire

Pour réguler la quantité de monnaie en circulation, la BCE possède plusieurs instruments :

1. L'encadrement du crédit
2. Le coefficient de réserve
3. Le refinancement des banques
4. Les opérations d'open market

4.2.1. L'encadrement du crédit

N'est plus utilisé depuis 1986.

Ce sont les prêts des Banques qui créent de la monnaie.

⇒ Limitation des possibilités de prêts

⇒ Régulation par les quantités

4.2.3. Le coefficient de réserves

En accroissant le coefficient de réserve, les banques ont moins de prêts potentiels pour un même montant de dépôts.

Exemple : taux de RO = 20% et non plus 10%

⇒Création monétaire maximale 4 000€

En diminuant le coefficient de RO, la banque Centrale augmente la création monétaire.

4.3.3. Le refinancement des banques

Lorsque le montant de leurs réserves n'est pas suffisant, les banques doivent se refinancer auprès de la BCE :

- ⇒ Elles doivent emprunter à la BCE pour reconstituer leurs réserves.
- ⇒ La BCE décide du taux d'intérêt auquel elle leur prête.
- ⇒ Les banques vont donc répercuter ce taux d'intérêt sur les crédits.
- ⇒ Limitation de la demande de crédits

4.3.3. Le refinancement des banques

Pourquoi les banques doivent-elles se refinancer ?

- Lorsqu'un agent désire emprunter
- Après compensation journalière entre banques
- Si beaucoup de clients de la banque retirent leur argent sous forme de billets.

Les banques n'ont aucun intérêt à avoir des réserves excédentaires car elles ne sont pas rémunérées.

4.2.4. Les opérations d'open market

Peu utilisées par la BCE.

La Banque Centrale peut vendre ou acheter des obligations d'État.

- En vendant des obligations d'état, elles réduit la quantité de monnaie en circulation
- En achetant des obligations d'état, elle augmente la masse monétaire

4.3. Les canaux de transmissions de la politique monétaire

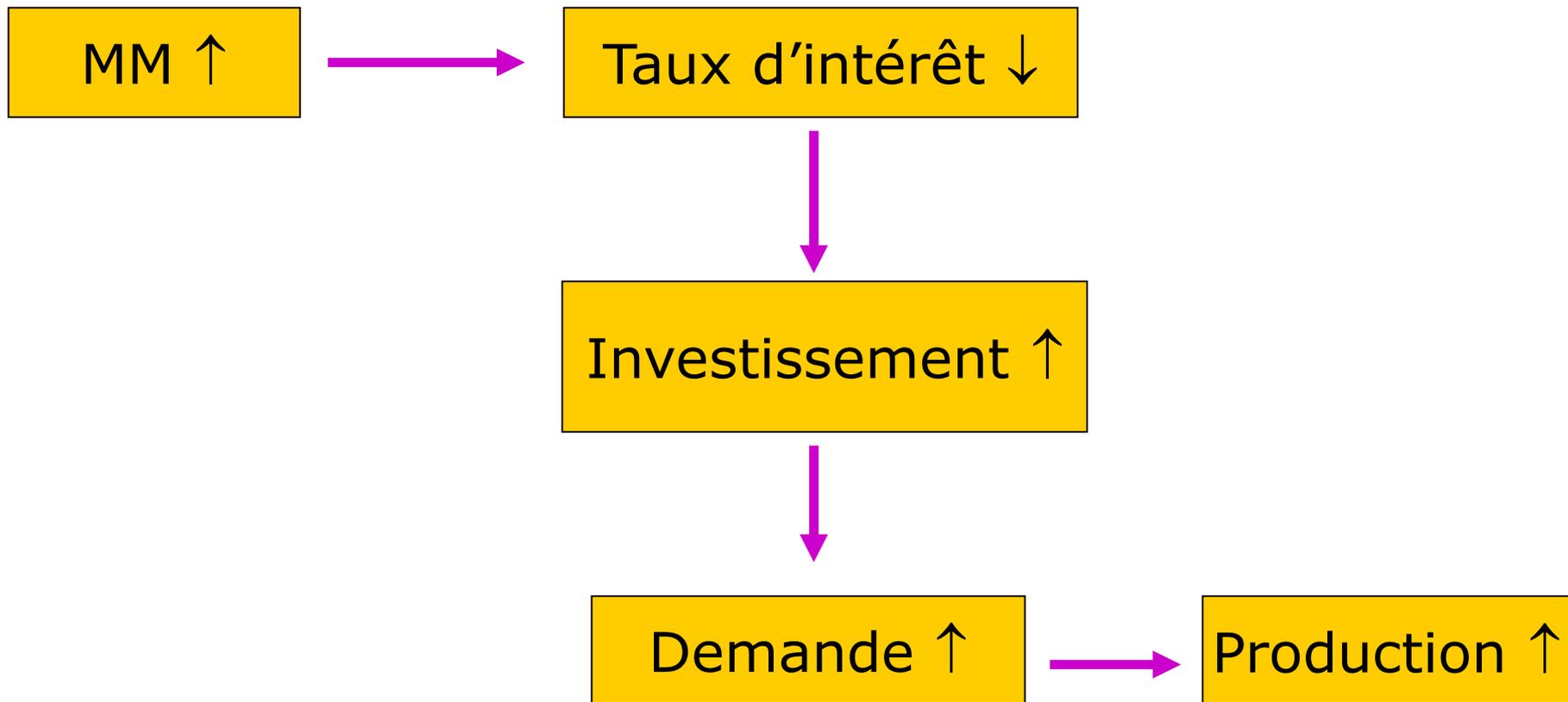
Toute modification de la Masse Monétaire entraîne une modification des conditions de l'offre et de la demande de crédit.

Si la MM s'accroît \Rightarrow les possibilités de crédits se trouvent accrues

Si la MM diminue \Rightarrow les possibilités de crédits se trouvent réduites

\Rightarrow Toute modification de la MM conduit à une modification du taux d'intérêt.

4.3. Les canaux de transmissions de la politique monétaire



5. Retour sur la politique budgétaire

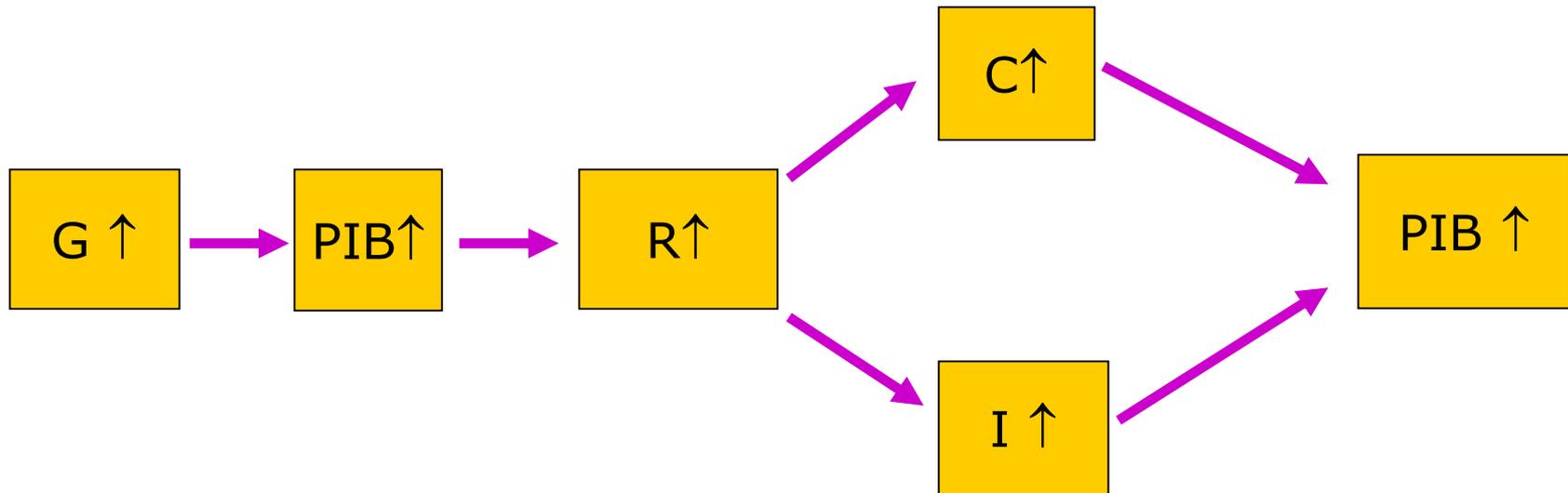
Comment le multiplicateur est-il modifié lorsque l'investissement et le taux d'intérêt sont endogènes?

L'investissement dépend de :

- Demande anticipée \Rightarrow du revenu
- Du taux d'intérêt

5. Retour sur la politique budgétaire

Hypothèse : taux d'intérêt ne varie pas.



La hausse de l'investissement accroît la hausse de la demande.

5. Retour sur la politique budgétaire

Hypothèse : le taux d'intérêt peut maintenant varier

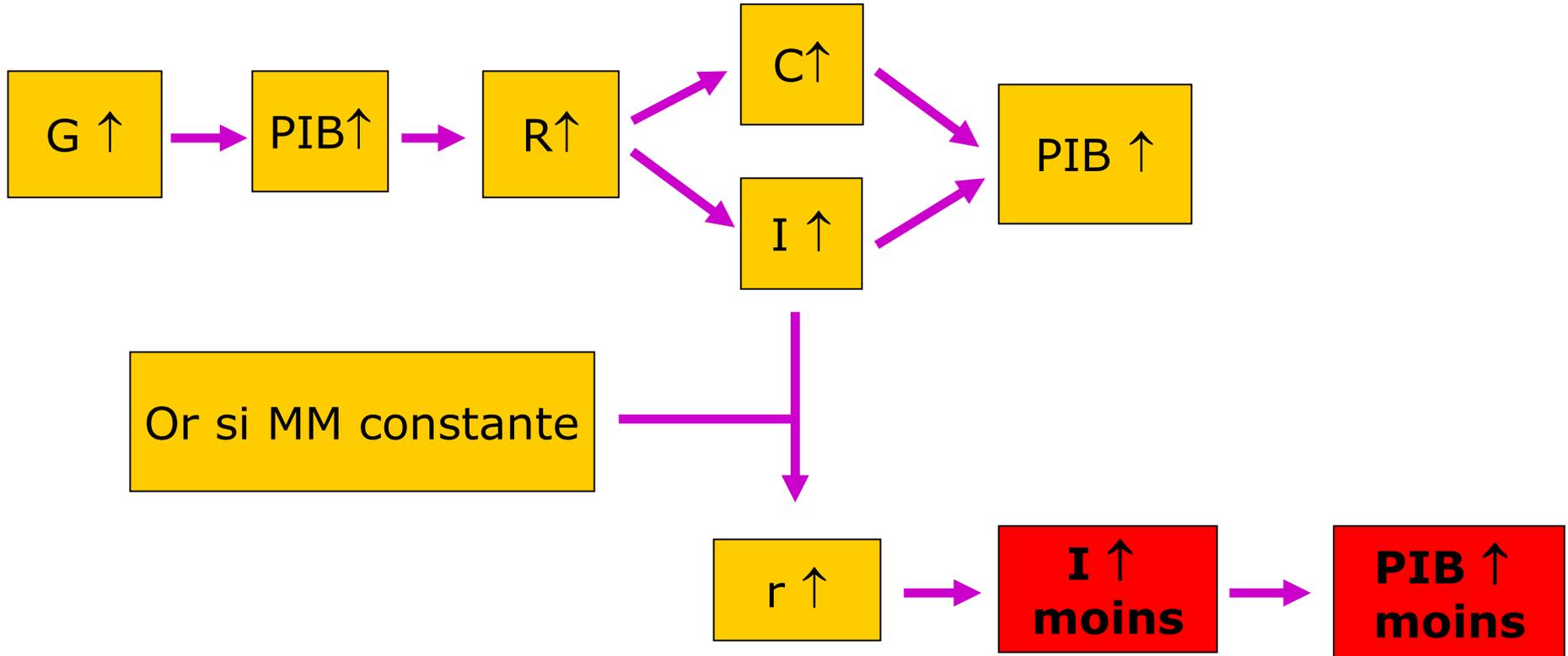
Hausse des dépenses publiques \Rightarrow hausse des dépenses d'investissement et de consommation \Rightarrow hausse de la demande de crédits.

Or si la MM ne varie pas alors : Offre de crédits reste constante.

$\Rightarrow D > O \Rightarrow$ taux d'intérêt $\uparrow \Rightarrow I$ augmente moins.

\Rightarrow Effet d'éviction par le taux d'intérêt

5. Retour sur la politique budgétaire



$PIB \uparrow$ moins que s'il n'y avait pas de hausse de r . Car la hausse de r limite la demande d'investissement.

5. Interactions entre les deux politiques

Une politique budgétaire expansionniste couplée avec une politique monétaire expansionniste accroît le multiplicateur car limite la hausse du taux d'intérêt.

Chapitre 5

Le chômage

Plan

1. Définition, mesures et quantification
2. Les explications du chômage
3. Politiques de lutte contre le chômage

1. Définitions, mesures et quantifications

1. Définitions
2. Les frontières entre emploi et chômage
3. Les mesures du chômage en France
4. Les caractéristiques du chômage en France

1.1. Définition

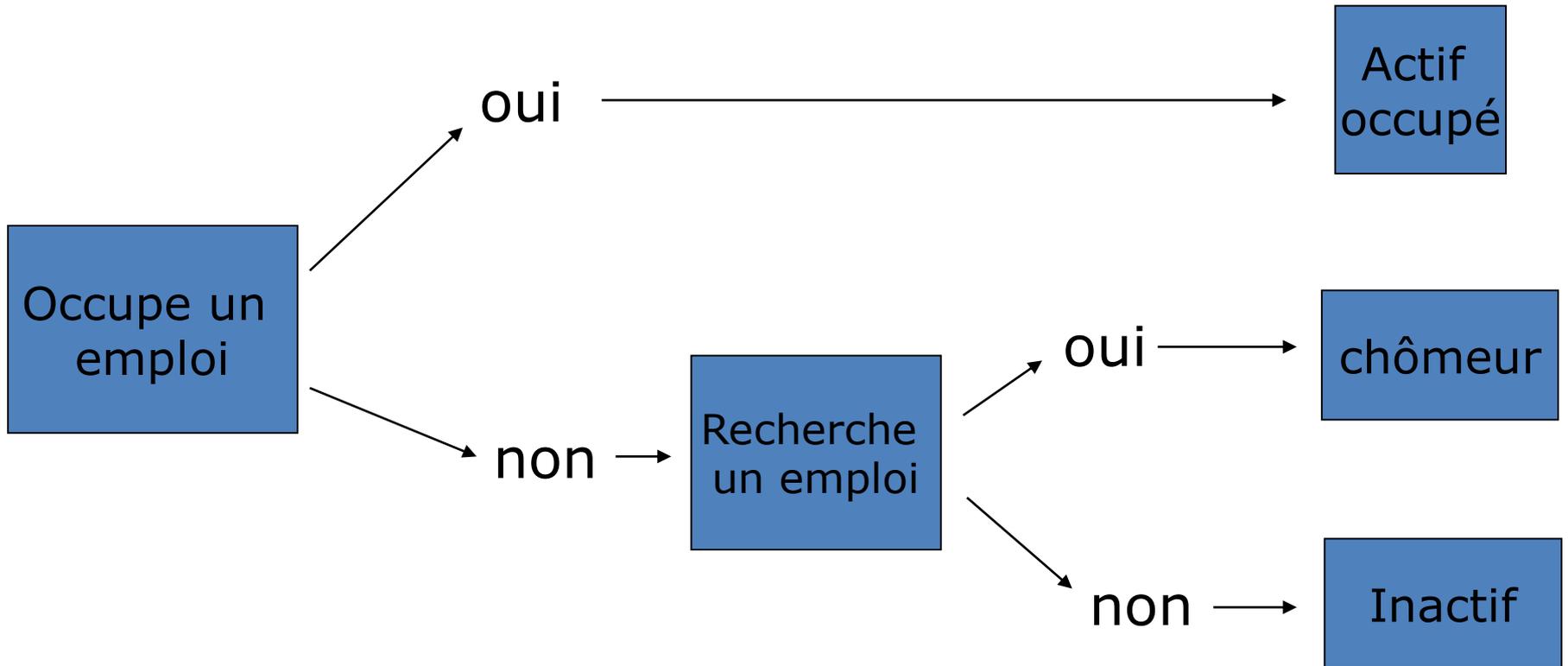
Chômage = déséquilibre entre offre et demande de travail.

Définition au sens du BIT :

Pour être considéré comme chômeur, 3 conditions sont nécessaires :

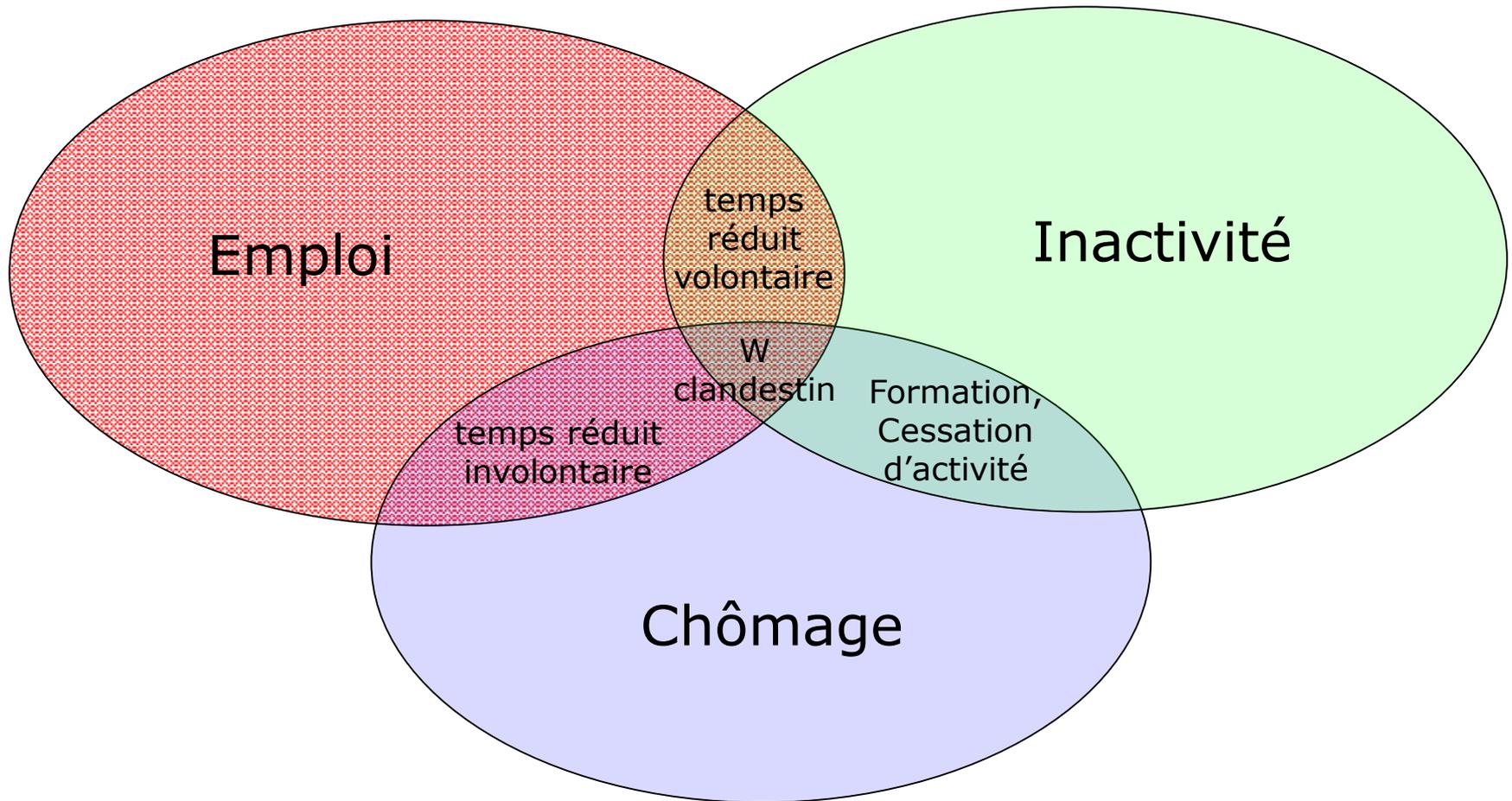
- Être sans travail
- Être disponible pour travailler
- Être à la recherche d'un travail

1.1. Définition



1.2. Difficultés de mesure

Chevauchement entre emploi, inactivité et chômage :



1.3. La mesure du chômage

En France, le chômage est mesuré par l'INSEE et l'ANPE.

- Enquête emploi : INSEE
- Demandes d'emploi en Fin de Mois : ANPE

La mesure de l'INSEE est très proche de celle du BIT. Il peut toutefois y avoir un écart entre les deux mesures.

1.3. La mesure du chômage

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{nombre de chômeurs}}{\text{Population active}}$$

Population active = personnes ayant un emploi + chômeurs

Population active = population totale – inactifs

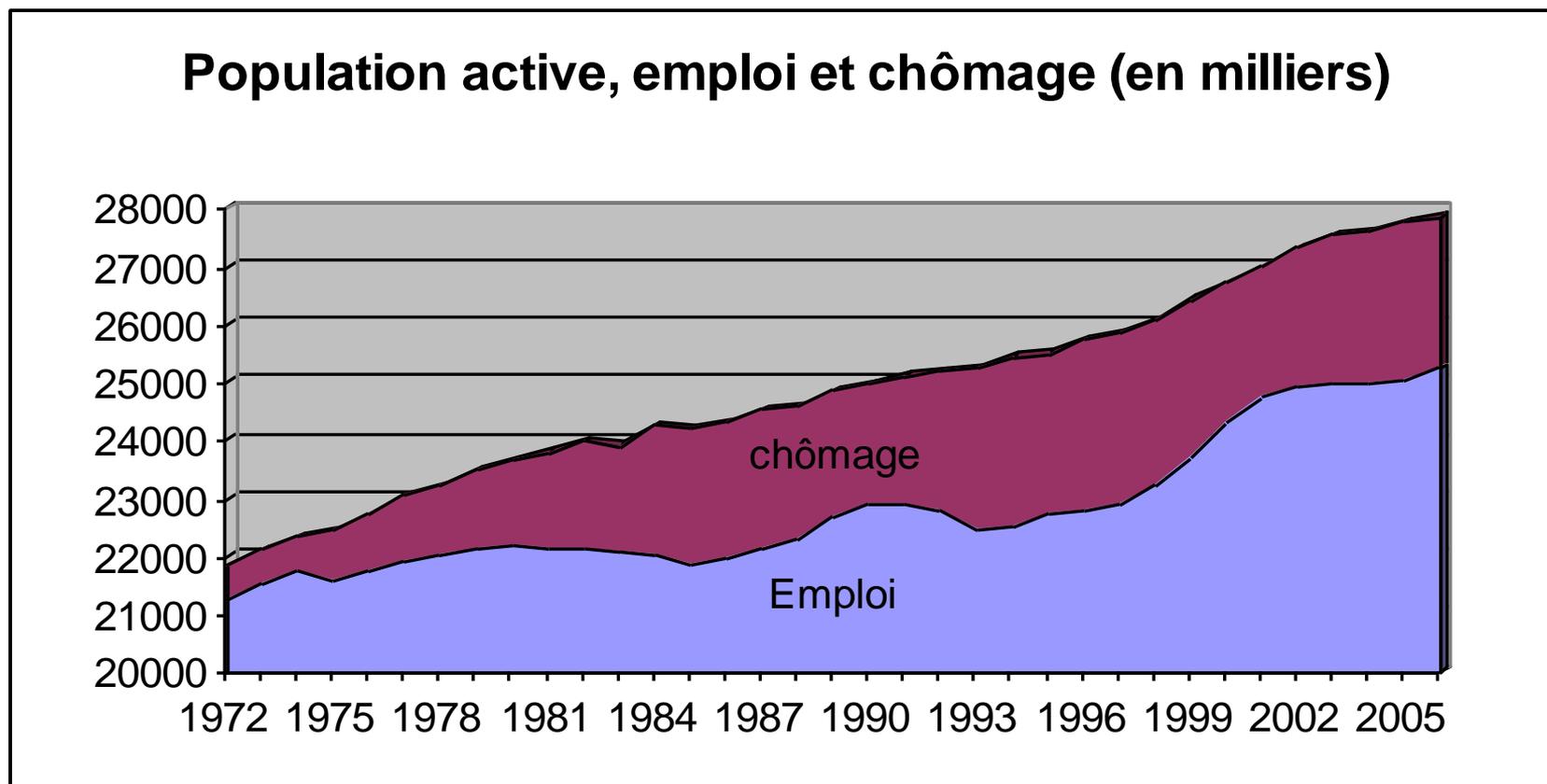
Inactifs = personnes ne cherchant pas d'emplois (jeunes, retraités, militaires du contingent, étudiants, etc.)

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{Population active}}{\text{Personne en âge de travailler}}$$

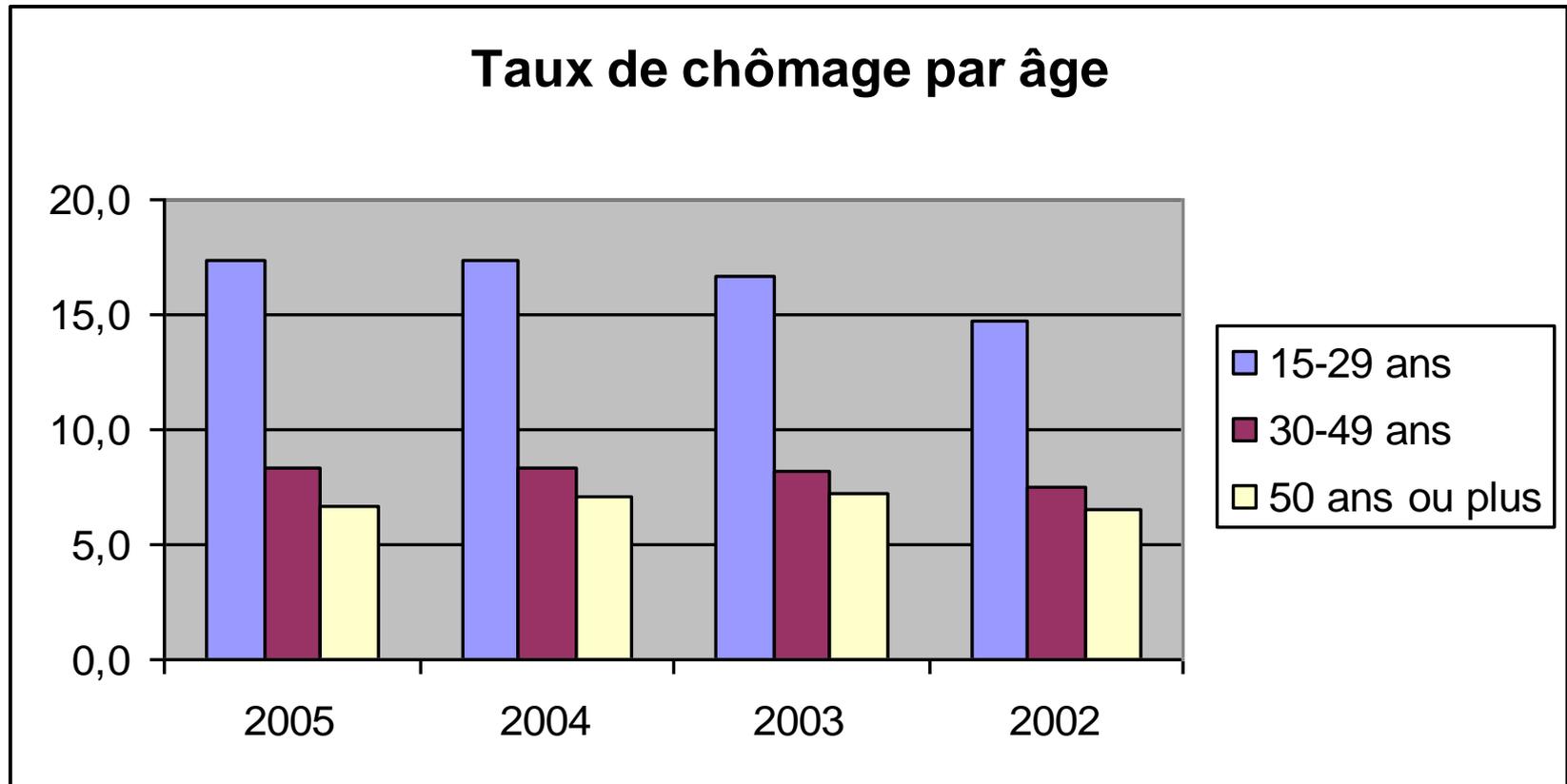
1.4. Caractéristiques du chômage

1. Population active et chômage
2. Les inégalités face au chômage
3. Comparaisons internationales
4. Stock et flux de chômage

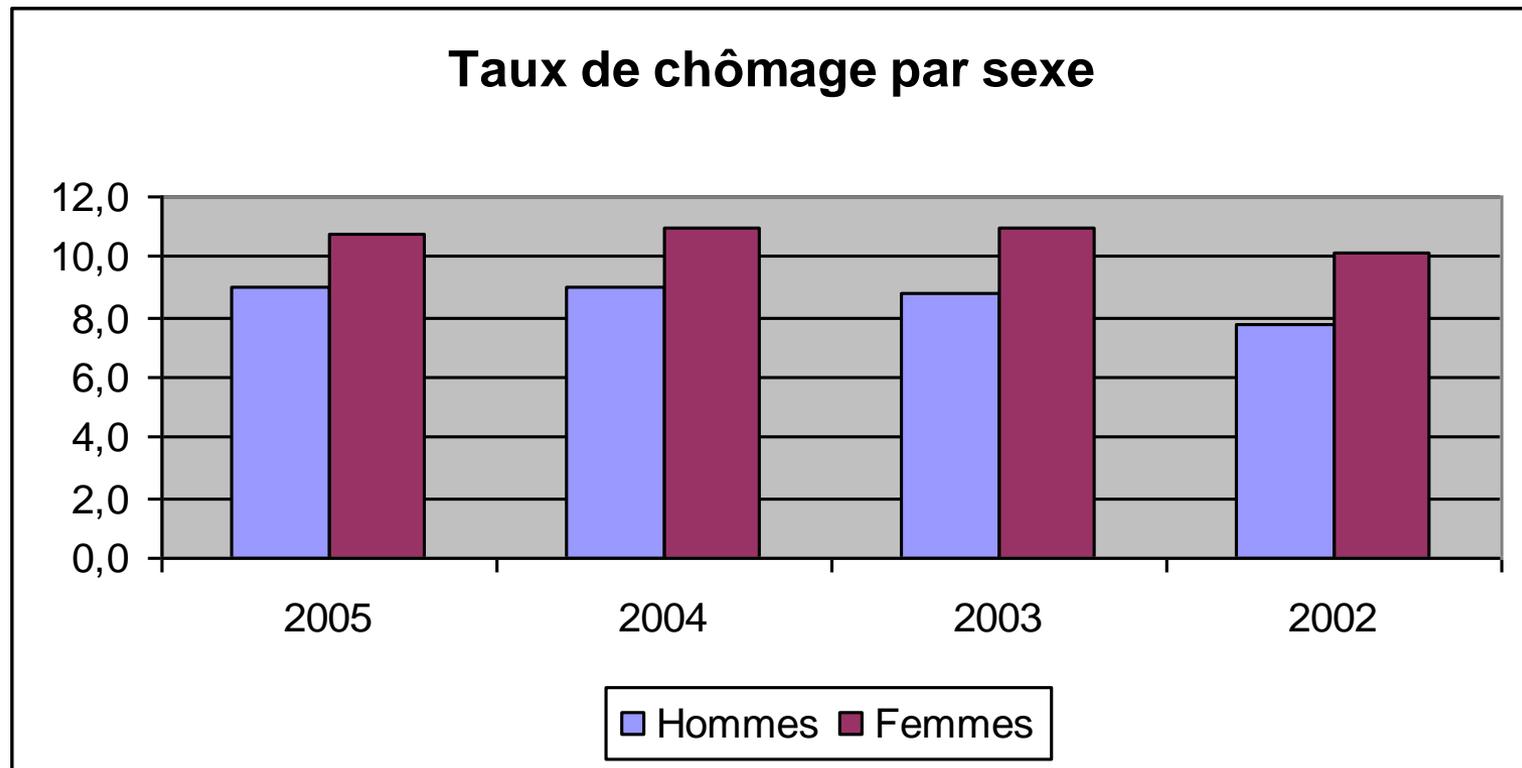
1.4.1. Population active et chômage



1.4.2. Les inégalités face au chômage



1.4.2. Les inégalités face au chômage



1.4.2. Les inégalités face au chômage

Situation en 2004 des jeunes entrés dans la vie active en 2001, selon leur niveau de formation, en %

Niveau de formation	Part dans la génération 2001	Taux de chômage en 2004	Part des jeunes en emploi en CDI
Sans qualifications ⁽¹⁾	8	40	52
Non diplômés ⁽²⁾	10	31	54
CAP-BEP tertiaires	8	15	61
CAP-BEP industriels	10	14	68
Niveau bac non diplômés	4	20	60
Bacs pro. et techno. tertiaires	6	16	62
Bacs pro. et techno. industriels	5	9	76
Niveau bac +1 et bac + 2 non diplômés	12	18	62
Bac + 2 et bac + 3 de la santé et du social	3	2	78
BTS et DUT industriels	5	6	80
BTS et DUT tertiaires	7	9	70
Deug (Bac + 2)	3	10	73
Bac + 3 et bac + 4 maths, sciences et techniques	1	10	72
Bac + 3 et bac + 4 lettres et sciences hum., droit, éco et gestion	8	9	72
Bac + 5 à 8, maths, sciences et techniques	3	9	67
Bac + 5 à 8, lettres et sciences hum., droit, éco et gestion, écoles de commerce ⁽³⁾	5	12	76
Ecoles d'ingénieurs	2	2	93

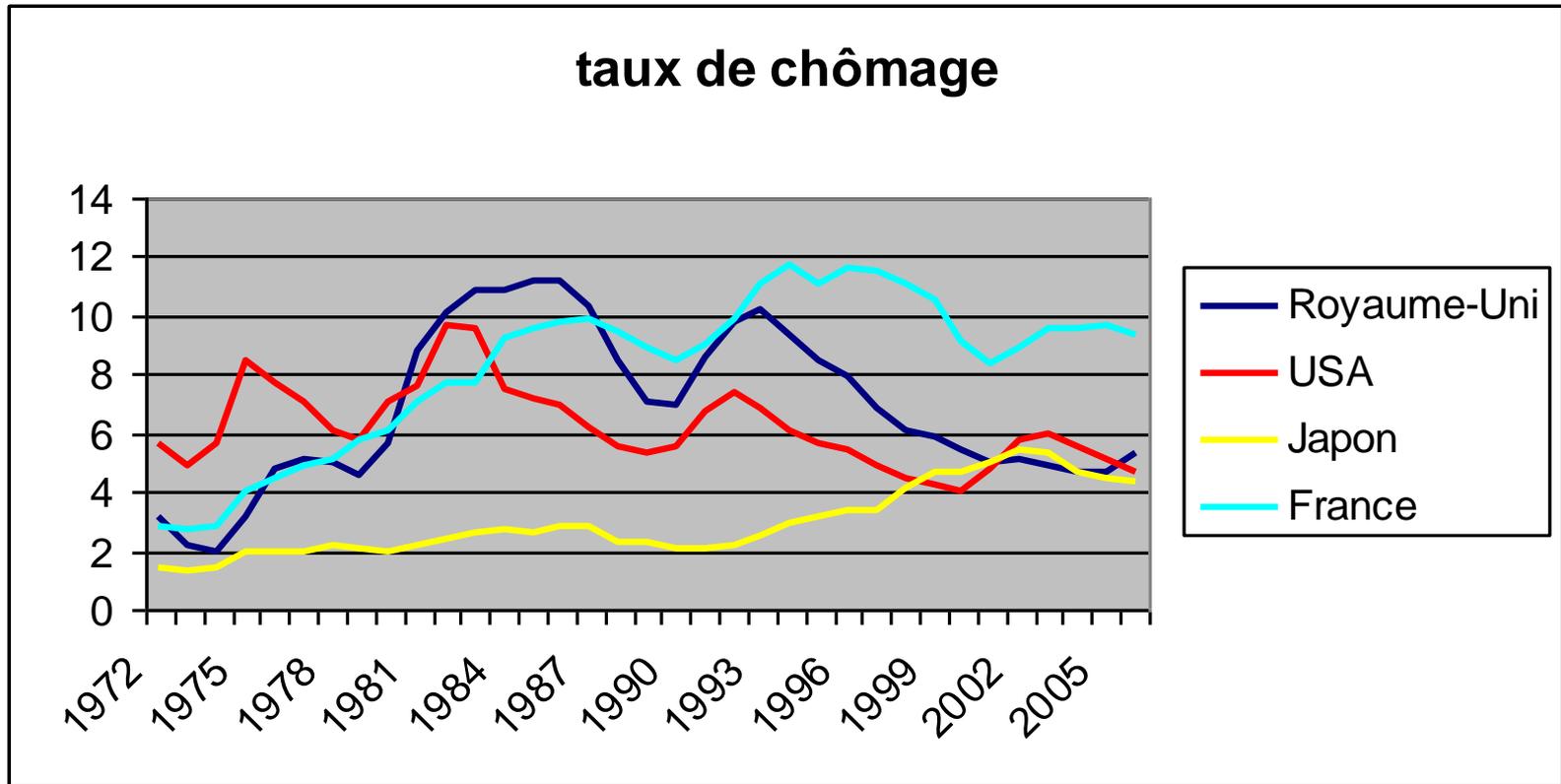
Source : Céreq. Enquête entrées dans la vie active - génération 2001.

(1) Jeunes sortis du système éducatif sans avoir dépassé le niveau collège ou à l'issue d'une première année de CAP-BEP.

(2) Jeunes ayant suivi leur deuxième année de CAP-BEP sans obtenir leur diplôme ou ayant quitté l'enseignement général ou technologique en fin de seconde ou de première.

(3) L'enquête ne distingue pas entre ces différentes catégories de diplômés, mais d'autres travaux font apparaître que les diplômés en lettres et sciences humaines ont une insertion plus difficile que les diplômés en droit, économie et gestion et que les sortants d'écoles de commerce.

1.4.3. Comparaisons internationales

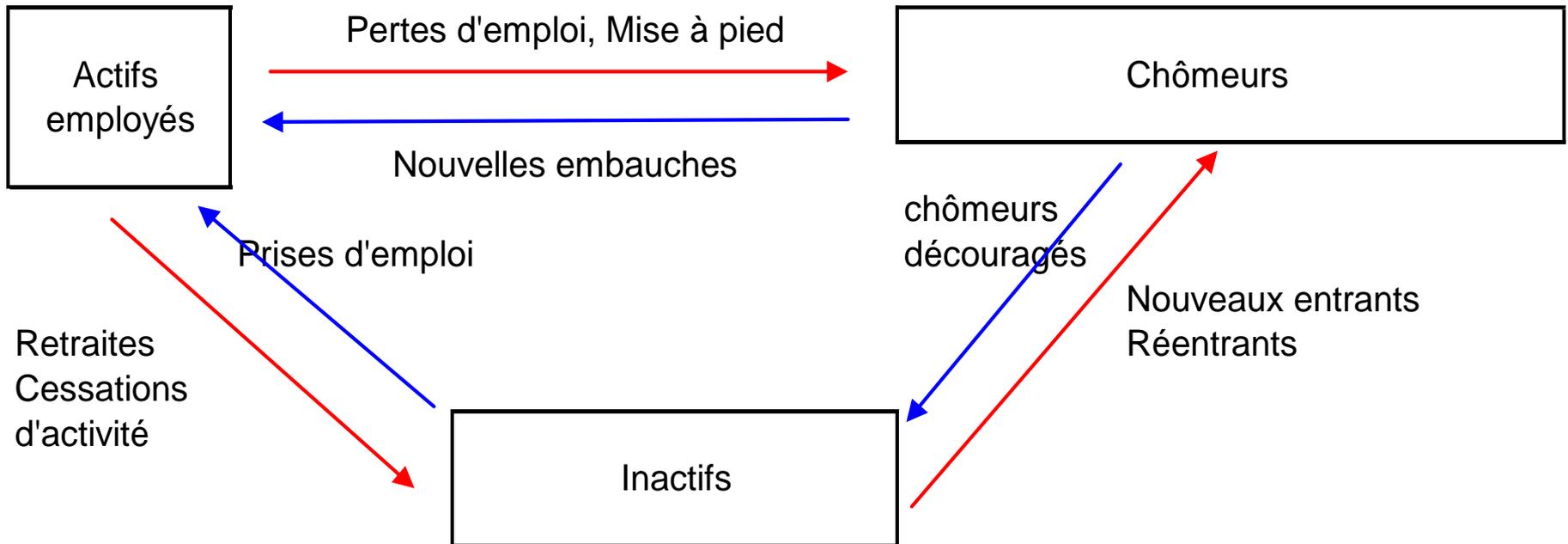


1.4.4. Stock et flux de chômage

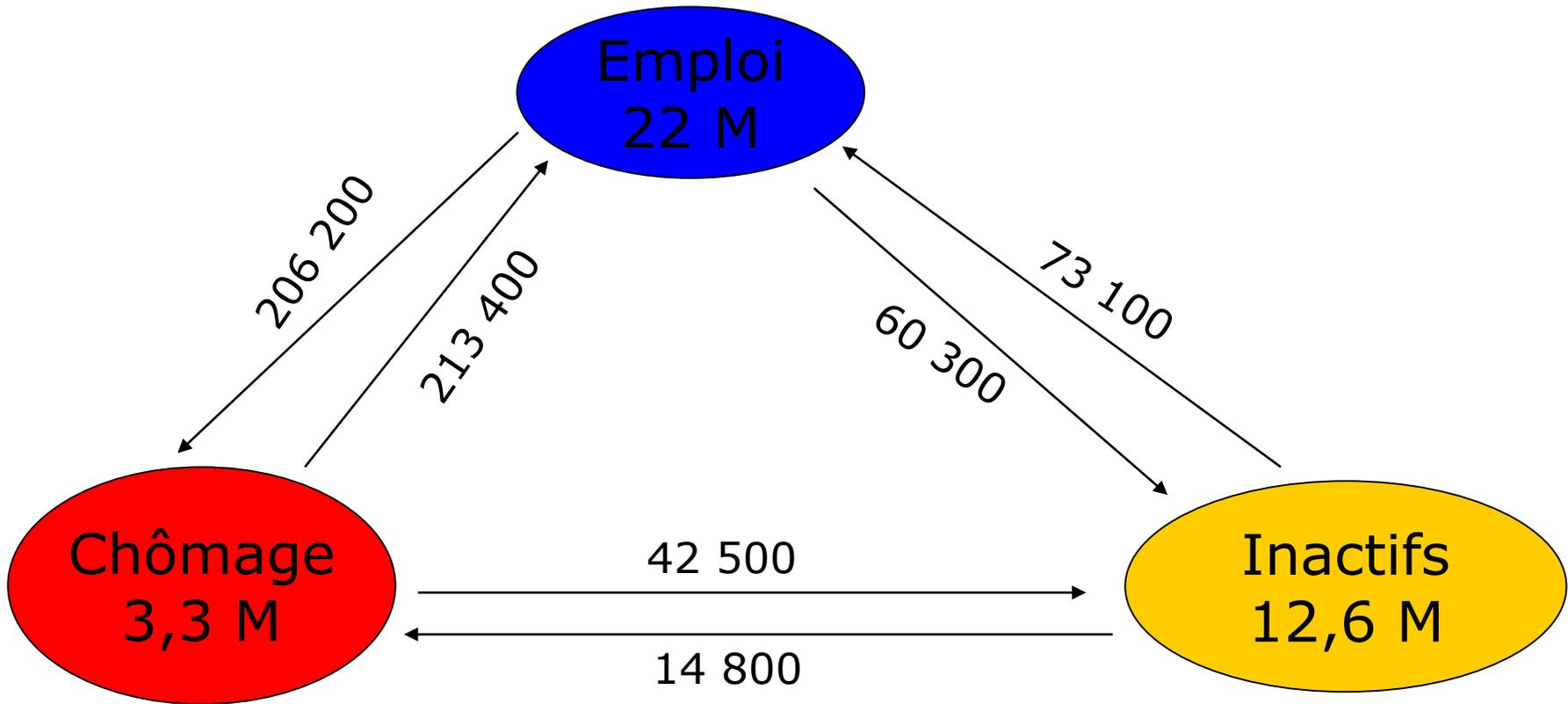
Le nombre de chômeurs constitue le stock de chômage à un instant donné.

Le stock varie d'une période à l'autre en fonction des flux d'entrée et de sorties.

1.4.4. Stock et flux de chômage



1.4.4. Stock et flux de chômage



Source : Blanchard et Cohen et INSEE

2. Les explications du chômage

1. Le chômage frictionnel
2. Le chômage dû au coût du travail trop élevé
3. Le chômage dû à une insuffisance de la demande
4. le chômage structurel

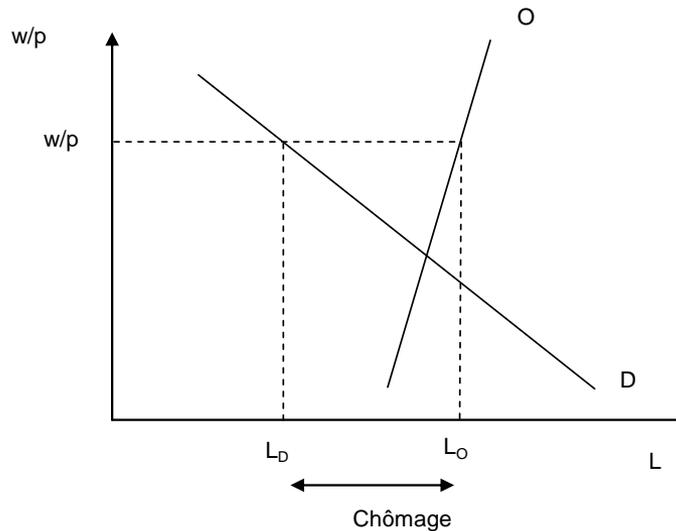
1. Le chômage frictionnel

Il correspond aux personnes passant par une brève période de chômage entre deux emplois.

Le marché du travail

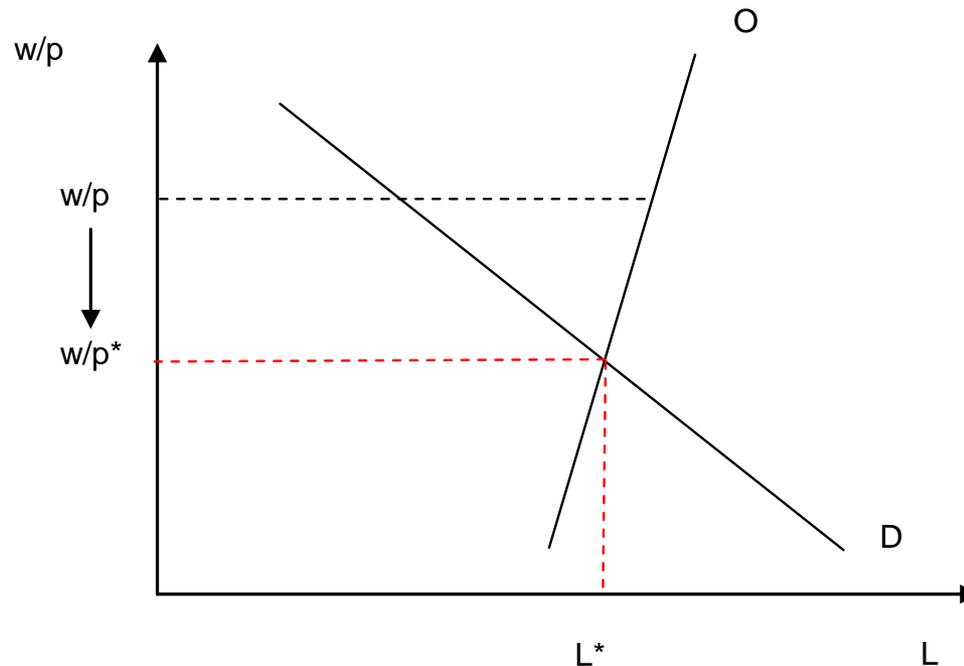
La demande de travail dépend :

- Du niveau de production (positivement)
- Du salaire réel (négativement)
- Du coût du capital (positivement)



2. Le chômage est dû à un coût du travail trop élevé

Pour les économistes libéraux, le chômage existe car les salaires ne s'ajustent pas rapidement.



2.1. La rigidité des salaires

Question : pourquoi les salaires ne s'ajustent-ils pas rapidement ?

- Négociation salariale
- Contrat de travail
- Salaire d'efficiency

2.1.1. Les négociations salariales

Le pouvoir de négociation des salariés dépend :

- De la qualification de l'emploi :

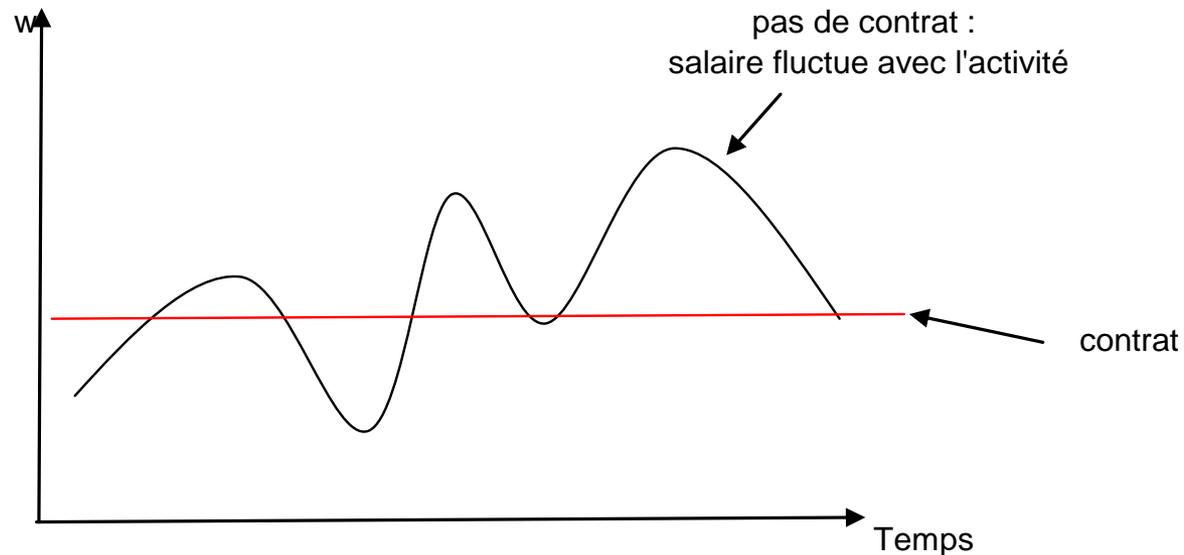
Plus l'emploi est qualifié, plus il est coûteux de rechercher un autre salarié (sportif).

- Du niveau du chômage :

Plus le chômage est élevé, plus le risque d'être (ou de rester) au chômage est élevé.

2.1.2. Le contrat de travail

Les salariés sont *averses au risque*. Ils préfèrent percevoir un salaire plus faible mais constant.



2.1.2. Le salaire d'efficience

Une entreprise peut avoir intérêt à donner une rémunération plus élevée à ses salariés pour les inciter à être plus productifs. Une baisse des salaires peut entraîner une baisse de productivité.

Cela dépend :

- Des contrôles exercés sur les salariés
- Du niveau du chômage

Exemple : H. FORD

2. Le chômage est dû à une insuffisance de la demande

Pour les keynésiens, ce n'est pas un dysfonctionnement du marché du travail.

⇒ Chômage car contraintes de débouchés

Entreprises anticipent une demande faible ⇒ produisent peu ⇒ embauchent peu.

3. Le chômage structurel

Il est dû à des modifications de structure de l'économie.

#Question : lorsqu'il y a un choc négatif (déclin d'un secteur), les chômeurs peuvent-ils rapidement trouver du travail dans d'autres secteurs en expansion ?

Cela dépend de l'organisation économique et sociale du marché du travail.

3. Le chômage structurel

Le problème : un emploi vacant a un coût :

- Coût de publicité
- Coût de recherche
- Coût de formation du salarié

3. Le chômage structurel

Difficultés :

- Inadaptations des qualifications : \exists des emplois vacants et des chômeurs
- Syndicats
- Allocations chômage : Allongent la durée de recherche, mais augmentent le bien-être
- Législation restrictive sur le licenciement
- ...

3. Le chômage structurel

Le chômage structurel est considéré comme le niveau de chômage minimum atteint par une économie, quelque soit la conjoncture.

Il regroupe le chômage dû au coût du travail et le chômage frictionnel.

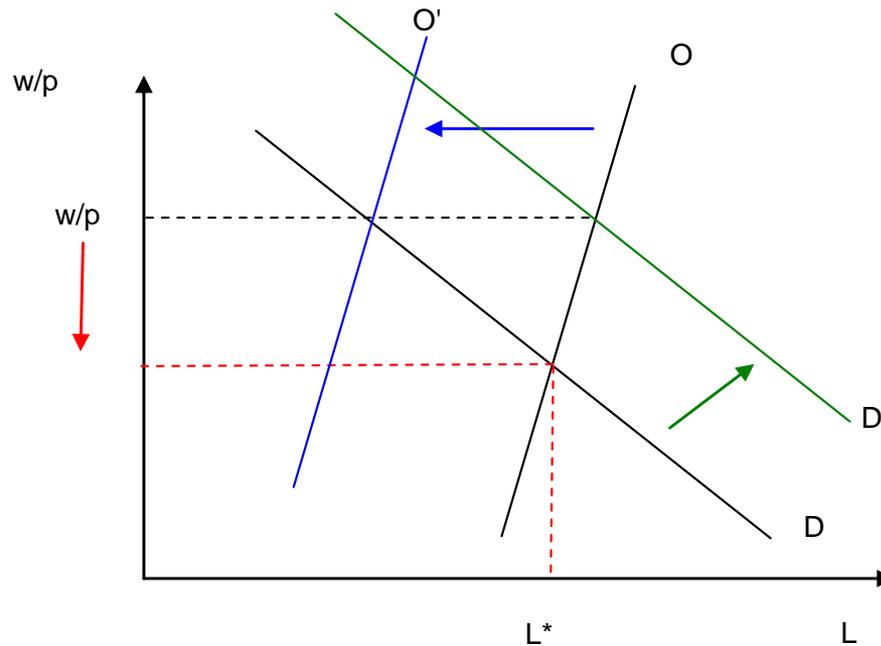
3. Les politiques de l'emploi

Selon l'offre et la demande de travail, on a 3 possibilités pour réduire le chômage :

- Réduire l'offre de travail
- Accroître la demande de travail
- Réduire le salaire

Attention : Le succès des politiques dépend du type de chômage...

3. Les politiques de l'emploi



Remarque : raisonnement en équilibre partiel. Attention aux enchaînements macroéconomiques.

3. Les politiques de l'emploi

Les politiques de l'emploi se partagent entre différents principes :

- Politiques passives : Indemnisation du chômage (traitement social), réduction de l'offre de travail
- Politiques actives : Accroissement du nombre d'emplois offerts

3.1. Les politiques en direction de l'offre de travail

Idée : baisse du taux d'activité permet de réduire le chômage.

- Incitation aux retrait d'activité
- Retard de l'entrée sur le MDT
- Politique familiale : inciter les mères de familles à sortir de la population active
- Faire repartir des immigrés « chez eux »

3.1. Les politiques en direction de la demande de travail

- Politique de relance
- Réduction du coût du travail

3.2.1. Les politiques de relance

Réduction du chômage keynésien (déficit de demande).

Dans ce cas baisse des salaires inadaptée car demande baisse \Rightarrow production baisse \Rightarrow demande de travail baisse (effet multiplicateur).

3.2.1. Les politiques de relance

Relance de la production par politiques budgétaire et/ou monétaire expansionnistes.

↑ de la production \Rightarrow ↑ de la demande de travail

\Rightarrow Déplacement vers la droite de la demande de travail.

3.2.2. Les politiques de baisse du coût du travail

Difficile de réduire la rémunération directe des salariés \Rightarrow \downarrow des cotisations sociales.

Coût total du W (CTW) est égal à :

$$CTW = SN + CSS + CSE$$

$$CTW = SN * (1 + t_{css}) * (1 + t_{cse})$$

Si CSE \downarrow alors CTW \downarrow mais pas SN.

\Rightarrow Évite effet récessif

\Rightarrow Problèmes de financement

3.2.2. Les politiques de baisse du coût du travail

Efficacité :

- Dépend de l'élasticité coût de la demande de travail (comprise entre -0,8 et -0,1)
- Dépend de l'utilisation par les entreprises de cette réduction de coût

3.2.2. Les politiques de baisse du coût du travail

Enchaînements économiques :

- Substitution du travail au capital
- Réduction des coûts de production
- Amélioration de la compétitivité et du pouvoir d'achat

A plus long terme :

Tension sur les salaires *via* la baisse du chômage.

3.3. Les politiques améliorant le fonctionnement du marché du travail

- Rendre plus facile la rencontre entre l'offre et la demande (car information imparfaite) \Rightarrow ANPE
- Politique de formations pour permettre à l'offre de travail de s'adapter plus facilement
- Plan de retour à l'emploi : dégressivité des allocations
- Problème des coûts de licenciement

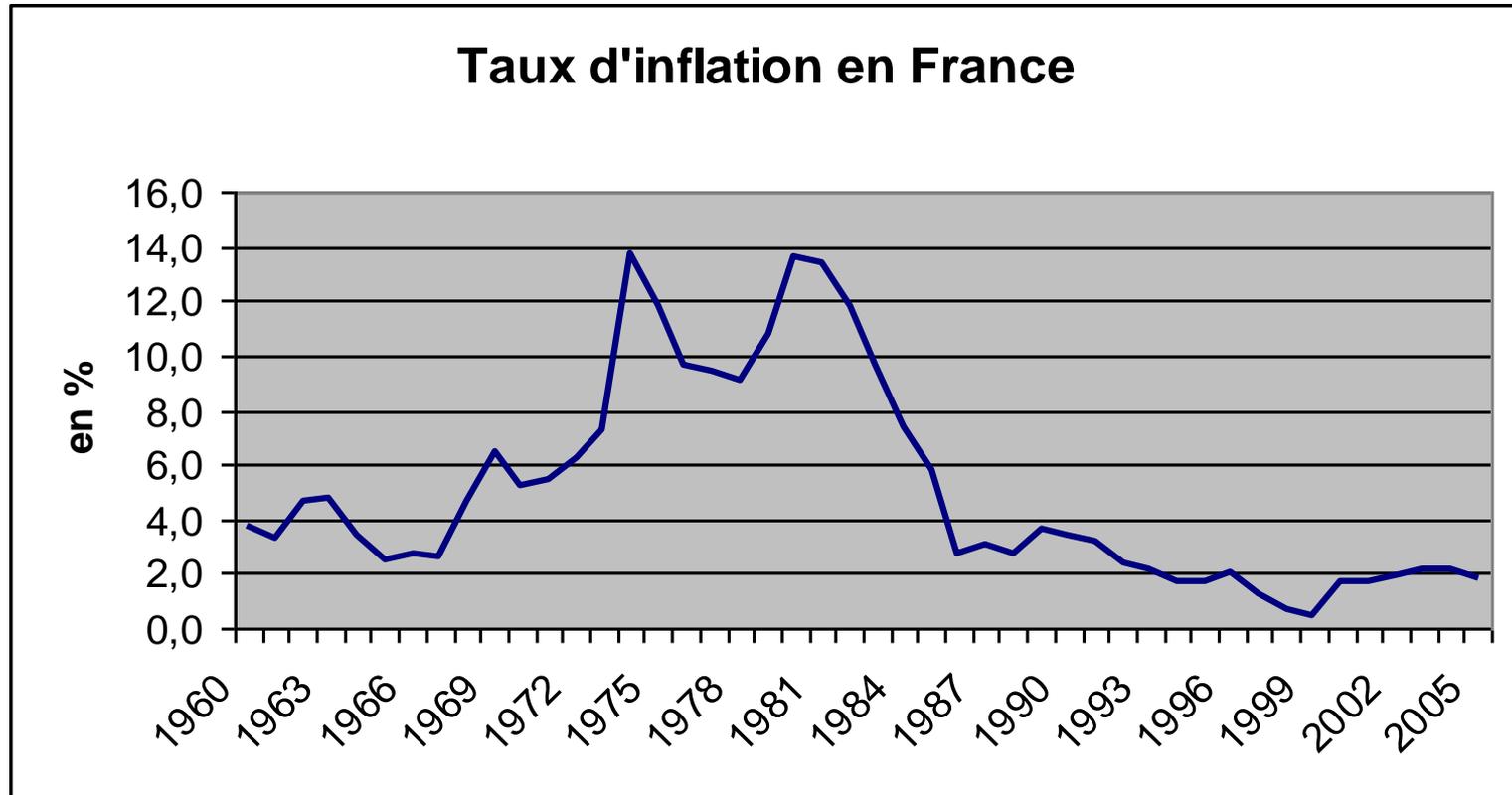
Chapitre 6

L'inflation

Plan

1. Qu'est-ce que l'inflation ?
2. Les causes de l'inflation
3. Les conséquences de l'inflation
4. Les politiques de lutte contre l'inflation
5. L'inflation aujourd'hui

1. Qu'est-ce que l'inflation ?



1. Qu'est-ce que l'inflation ?

L'inflation apparaît quand le niveau général des prix s'accroît.

⇒ Inflation = taux de croissance des prix

Mode de calcul par l'INSEE :

IPC = coût d'un même panier de biens à des dates différentes.

1. Qu'est-ce que l'inflation ?

Hypothèse pour ce chapitre : On se situe à moyen-long terme.

Les prix ne sont plus considérés comme fixes.

Par contre les salaires s'ajustent plus lentement que les prix.

2. Les sources de l'inflation

L'inflation peut avoir 3 origines :

1. L'inflation par les coûts
2. L'inflation par la demande
3. L'inflation comme phénomène monétaire

2.1. L'inflation par les coûts

Une hausse des coûts de production peut se diffuser à toute l'économie.

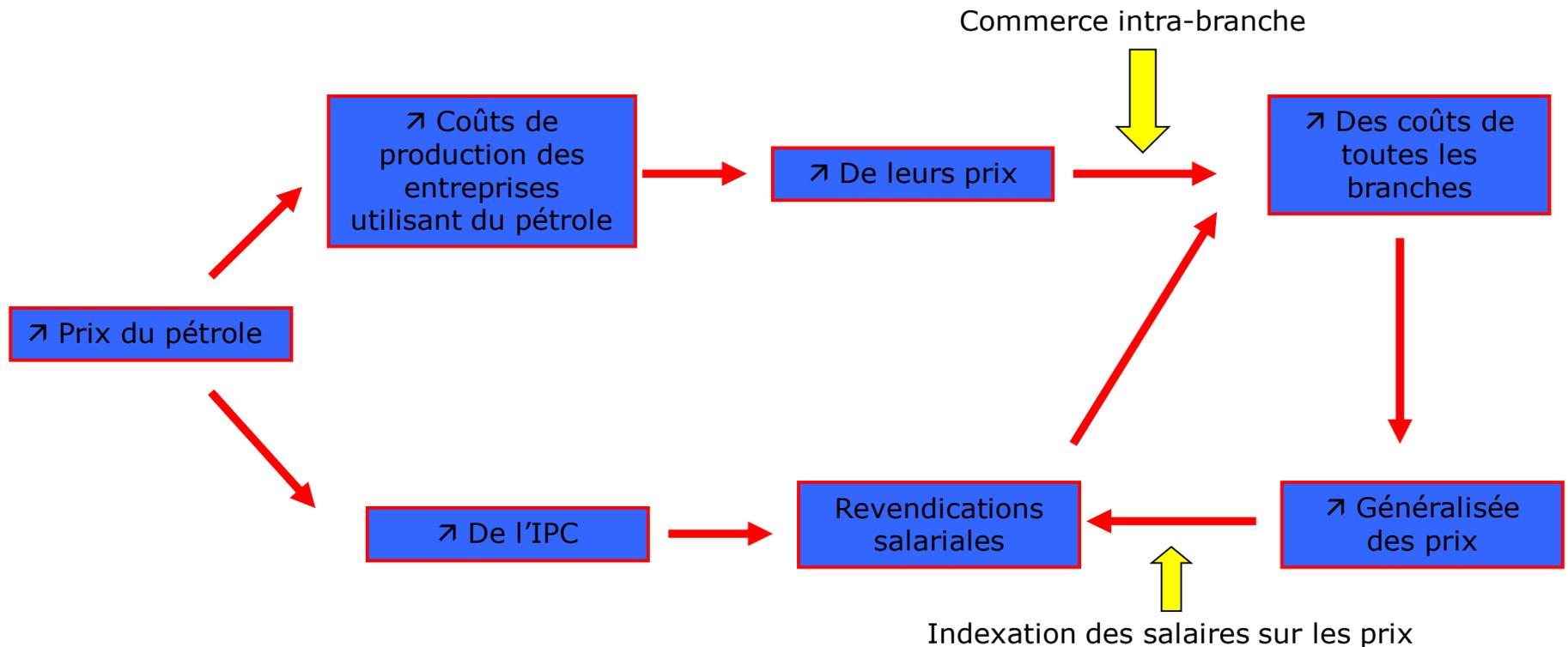
Causes :

- Prix des matières premières
- Coûts salariaux
- Fiscalité

Mécanisme important : l'indexation des salaires sur les prix.

2.1. L'inflation par les coûts

Exemple : hausse du prix du pétrole



2.2. L'inflation par la demande

Lorsque l'offre ne peut pas répondre rapidement à un supplément de demande alors $D > 0 \Rightarrow \text{prix} \uparrow$

- Goulets d'étranglement
- Politique monétaire ou budgétaire expansionniste

Remarque : Lorsque la demande \downarrow , la hausse des prix diminue.

2.3. L'inflation comme phénomène monétaire

Deux manières différentes de considérer l'inflation :

1. Les prix augmentent
2. La valeur de l'argent diminue car avec autant d'argent on peut s'acheter moins de biens

2.3. L'inflation comme phénomène monétaire

Exemple : taux d'inflation de 20% par an.

Période 0 :

Tous les biens valent 10€

⇒ Avec 60€, j'achète 6 biens

Période 1 :

Tous les biens valent maintenant 12€

⇒ Avec mes 60€, j'achète seulement 5 biens

⇒ **La valeur de mes 60€ en termes de biens a baissée.**

2.3. L'inflation comme phénomène monétaire

Si la quantité de monnaie en circulation augmente plus vite que la production de biens.

=> Inflation

C'est-à-dire, inflation :

Si la croissance de la masse monétaire est supérieure à la croissance de la production.

2.3. L'inflation comme phénomène monétaire

Exemple : L'hyperinflation allemande (1921 – 1924).

Déficit public très élevé : financement par la « planche à billet ».

De janvier 1922 à novembre 1923, l'indice des prix est passé de 1 à 10 000 000 000!

Dans le même temps, la MM a été multipliée par 1 000 000 000!

3. Les conséquences de l'inflation

1. La fuite devant la monnaie
2. La redistribution de la richesse
3. Distorsions de prix
4. Comment se prémunir contre l'inflation?
5. Avantages macroéconomiques de l'inflation

3.1. La fuite devant la monnaie

La détention de monnaie n'étant pas rémunérée, en cas d'hyperinflation, les agents s'en débarrassent immédiatement en consommant.

3.2. La redistribution des revenus

En période d'inflation, il y a transfert de revenus des prêteurs à taux fixe vers les emprunteurs à taux fixe.

Exemple :

Prix des biens 10€ et inflation 20%.

=> An prochain, un bien coûtera 12€.

Emprunt de 100 € à 10% par an

⇒ coût 110 € l'an prochain.

En termes de biens :

Aujourd'hui 100€ représente 10 biens,

L'an prochain, les 110€ de représenteront 9,16 biens.

3.3. Les distorsions de prix

Lorsque les prix évoluent fortement, il est difficile de faire des prévisions.

Coûts de changement des étiquettes.

3.4. Comment se prémunir contre l'inflation ?

Une distinction importante :

L'inflation anticipée

/

L'inflation non anticipée

3.4. Comment se prémunir contre l'inflation ?

En ayant des revenus indexés sur le taux de croissance des prix.

Exemple :

Si le prix augmente de 10%,

=>le salaire doit augmenter de 10% pour conserver son pouvoir d'achat

=>et le taux d'intérêt doit augmenter aussi pour en tenir compte

3.4. Comment se prémunir contre l'inflation ?

Ce n'est pas toujours possible. Certains revenus ne s'ajustent pas automatiquement (par paliers).

Problème de l'inflation non anticipée.

3.4. Avantages macroéconomiques de l'inflation

1. A court terme arbitrage entre inflation et chômage
2. A long terme pas d'arbitrage

Hypothèse : les salaires s'ajustent plus lentement que les prix.

3.4.1. A court terme

Une hausse des prix accroît la productivité marginale en valeur du travail.

⇒ Coût réel du travail diminue

⇒ + d'embauches

3.4.1. A long terme

Les salariés s'aperçoivent qu'ils perdent du pouvoir d'achat.

⇒ Revendications salariales favorisées par la baisse du chômage

⇒ Salaire réel et chômage retrouvent leur niveau de départ

4. Les politiques de lutte contre l'inflation

- Désindexation des salaires sur les prix

Indexation des salaires sur la productivité ou sur une cible d'inflation.

- Politique monétaire restrictive

Accroissement des taux d'intérêt donc réduction de la demande et de l'activité.

⇒ Réduction de l'inflation a un coût en terme de croissance

5. L'inflation aujourd'hui

FIN DU PROGRAMME S2